

Albachir Camus

Le tramway, ma démission, Gaza, les Israélo-
Palestiniens, les Européens, les Arabes ...
... et les autres

Tome II : Comment régler le problème israélien ?

DJAZOULI Djamel (CAMUS Albachir)

12, Place des Cerclades

95 000 CERGY

06 01 90 65 11

albachir.camus@gmail.com

ISBN : 978-2-8121-2632-1
Dépôt légal : Février 2010

© Albachir Camus

L'auteur de l'ouvrage est seul propriétaire des droits et responsable de l'ensemble du contenu dudit ouvrage.

En Hommage à Albert Camus

Albert Camus fut déchiré par la guerre d'indépendance algérienne qui débuta en 1954. Alors que mon oncle Bachir – à qui j'ai rendu hommage dans mon premier tome – montait au maquis en 1957, beaucoup de pieds-noirs comme lui, qui comprenaient la révolte en cours, craignaient aussi et de façon sincère la radicalité de la révolution algérienne qui semblait devoir oblitérer à terme l'existence de leur peuple en Algérie.

Ainsi, Jean Daniel raconte que lorsque Jules Roy, « descendant de Français qui s'étaient établis en Algérie depuis 1850 », écrivit, en pleine guerre d'indépendance : « *si j'étais musulman, je serai maquisard* », Camus lui aurait dit : « *oui, d'accord, moi aussi peut-être, mais nous ne sommes pas musulmans et nous devons donc dire ce que nous proposons* ».

Dans un conflit d'ordre existentiel ou qui semble tel pour les gens, il est toujours difficile de faire entendre la voix de la complexité et de la porter jusque dans le cœur des gens, de sorte qu'elle soit réellement comprise et que l'on puisse dire alors clairement : voilà « *ce que nous proposons* ».

Parmi la communauté juive d'Israël, ces gens de la complexité existent et il faut les entendre. Ils comprennent l'injustice première que fut l'expulsion préméditée des non-juifs de Palestine mais veulent faire comprendre aussi la légitimité des juifs à vivre et à se développer en tant que composante à part entière du pays.

En vérité, cette voix « humaniste », car qui essaie de prendre en compte toutes les légitimités humaines, a toujours existé au cours des âges et elle fut même exposée, il n'y a pas si longtemps que cela, en Algérie, bien qu'elle n'eut malheureusement que peu d'écho ! Elle fut portée par Albert Camus lors d'une rencontre avec des étudiants algériens. C'est la parole d'un peuple à un autre peuple. Ecoutez-la :

*« La réparation que l'on vous doit est immense, considérable, peut-être surhumaine.
Mais la solution passe aussi par les Français d'Algérie.
Il y a 1 patrie algérienne et 2 peuples qui y sont enracinés avec désormais la même intensité.
Une Algérie exclusivement arabe sacrifierait l'un des deux peuples.
Ce serait répondre à une injustice par une injustice . . . »* **CAMUS**

Prologue 1 : Le Tramway de Jérusalem

Prologue 2 : Le Plomb durci de Gaza

Livre 1 : Lettre de démission

Annexe 1 : « Ce qu'Ehoud Olmert pense de notre cause »

Annexe 2 : « Veolia débouté »

Annexe 3 : « 3 photos de mon séjour palestinien d'août 2009 »

Livre 2 : Comment régler le problème israélien ?

Annexe 1 : « Pas de comparaison entre nazisme et sionisme »

Annexe 2 : « Procès de l'Etat d'Israël »

Annexe 3 : « BDS comme Boycott, Désinvestissement, Sanctions »

Annexe 4 : « 4 photos de mon séjour palestinien d'août 2009 »

Prologue phase 1 : Le Tramway de Jérusalem

Nous sommes à l'été 2006 et me parvient l'écho de protestations contre un projet de tramway gagné par la société française Alstom à Jérusalem : un tramway « **hors-la-loi** », disait-on ! Cette information m'interpelle immédiatement ... car je travaille alors pour cette même société dans un projet d'électrification des chemins de fer en Algérie.

Je me documente sur le sujet et j'apprends effectivement que ce tramway desservira des colonies juives illégales à Jérusalem-Est, en même temps qu'un Mur est érigé pour exclure des quartiers arabes de cette ville. Parquer les « arabes » et ramener des « juifs » dans un territoire illégalement occupé dans le sang et l'expulsion, voilà ce à quoi aiderait Alstom !

J'envoie donc en septembre 2006 une lettre de protestation auprès de ma hiérarchie à qui je demande des explications. Je serai alors reçu par différents interlocuteurs. Bien que les discussions furent courtoises et respectueuses et que l'écoute fut même très compréhensive, je sentais qu'au final, « *business is business* » et que mon questionnement restait incongru dans ce monde des affaires.

D'un autre côté, ce fut l'occasion pour moi de discuter avec mon entourage. Et je ressentis aussi combien le défaitisme, voire le cynisme, motivait la plupart des gens. Ma démarche était inutile selon eux !

Enfin, last but not least, alors que la Ligue arabe, lors de son sommet de mars 2006, avait « *condamné* » la construction « *illégitime* » du tramway, et « *invité* » Alstom et Connex à « *se retirer immédiatement si elles ne (voulait) pas que des démarches soient entreprises contre elles* », l'Algérie donnait à Alstom le tramway d'Alger. Elle décrochera d'ailleurs de nombreux autres contrats par la suite dans plusieurs pays arabes dont la maintenance d'une centrale à gaz en Algérie.

Tant mieux pour elle au demeurant, et je n'en ai d'ailleurs jamais vraiment voulu à mon ancien employeur mais bien plutôt aux pays arabes et à la communauté internationale avec la France et l'Union Européenne en tête, de tant jouer au jeu du pragmatisme et du cynisme. Alstom, somme toute, ne fait que se faire un trou dans un système mondialisé dont les règles se jouent ailleurs et dont les Etats sont les premiers complices.

Bref, une hiérarchie pragmatique, un entourage défaitiste et des Etats cyniques m'ont convaincu de démissionner et de prendre du recul face à tout cela. Restait cependant un petit problème technique. Je voulais donner une visibilité à ma position pour que mon départ ait un sens. Or, les entretiens que j'eus avec ma hiérarchie me firent comprendre très vite quelque chose : ... nous ne parlions pas du même conflit.

Je me suis dit alors que je ne serai pas en mesure de rendre ma décision claire si, en face de moi, je ne trouvais pas des gens possédant une vision plus exacte des tenants et des aboutissants de ce conflit.

C'est donc dans cette optique que je décidais de leur raconter un peu l'histoire de la dépossession des indigènes de Palestine au cours de ce 20^{ème} siècle pour montrer ensuite combien le tramway s'insérait trop fortement dans cette longue histoire de dépossession du peuple palestinien.

Je remis donc à ma hiérarchie - un peu étonnée - une lettre de démission de 141 pages ! Nous étions alors en janvier 2007.

Si je publie aujourd'hui cette lettre, cela est dû avant tout aux demandes répétées de mes amis.

En effet, mon écrit, que j'ai voulu didactique et rapide à lire, a plu à tous ceux qui n'avaient jamais pris le temps de parcourir l'histoire de cette région. En fait, je savais que j'avais peu de chance de capter l'attention de mes lecteurs ... sauf, peut-être, si j'arrivais à aller à l'essentiel au travers de cartes et de chiffres !

Soulignons que cette lettre ne veut pas englober l'ensemble des problématiques de ce conflit, mais il l'aborde au travers d'une seule grille d'analyse : la lente dépossession des indigènes de ce territoire. Et cela me semble être l'une des principales grilles d'entrée pour mieux appréhender les enjeux humains de cette tragédie ... si vraiment, c'est l'homme que nous voulons mettre au centre de notre vision du monde.

Cette lettre constitue le **LIVRE 1** de l'ouvrage. Elle n'a pas été conçue à la base pour être publiée. D'où, peut-être certaines imprécisions. Mais j'ai

préfééré laisser la lettre de démission tel quel¹ en tant que document de témoignage brut.

Il reste une question que peut-être certains se posent. Pourquoi avoir attendu 2009 pour rendre cette lettre publique ?

Pour répondre à cette question, il faut se rendre à Gaza ...

¹ Il y a eu quelques modifications pour faciliter la mise en page ainsi que des allègements, notamment sur la partie concernant le processus de paix, afin de faciliter encore la lecture.

Prologue phase 2 : Le Plomb durci de Gaza

Suite à ma démission, je décide de ne plus travailler dans une grande société jusqu'à nouvel ordre pour ne pas avoir à faire face à de nouveaux conflits d'intérêts d'ordre éthique. Je me suis donc lancé dans la création d'une petite entreprise à Alger : être patron était en effet le moyen le plus sûr de ne pas avoir à me poser perpétuellement des questions sur les valeurs éthiques de la société dans laquelle je travaille.

Certes, mon départ m'a fait réfléchir sur mes responsabilités en tant que travailleur dans un monde toujours un peu plus interconnecté. Pourtant, chose qui peut paraître étrange, entre la date de ma démission en mai 2007 et le mois de décembre 2008, début de l'offensive israélienne « Plomb durci » à Gaza, soit durant près d'un an et demi, je ne me suis plus occupé du tout du conflit israélo-palestinien. C'est à peine si je lisais de temps à autre quelques articles de fond sur le sujet. En tout cas, je ne suivais plus l'actualité à la télévision ni dans les journaux.

Même lorsqu'Israël décide, le 27 décembre 2008, de détruire de nouveau la bande de Gaza après l'avoir affamée, je ne suis le déroulement des premières opérations que de très loin. A quoi bon suivre l'évolution quotidienne des derniers bilans en morts humaines ? Et à quoi bon aller manifester ? Je connais trop bien l'historique du conflit pour savoir que toute cette effervescence n'est que de la poudre aux yeux et surtout cache auprès de l'opinion internationale les véritables enjeux du conflit.

Je ne m'intéresse donc pas aux nouvelles quotidiennes qui n'émeuvent trop souvent que les gens qui ne font que s'émouvoir le temps d'un carnage et qui ne feront jamais l'effort de comprendre; des gens qui s'émeuvent donc, alors que la plupart d'entre eux n'iront pas – et c'est compréhensible – jusqu'à mettre en danger leurs positions sociales et leurs postes même s'ils savaient que leur société est complice de crimes contre l'humanité à l'autre bout de la planète.

Bref, en cette période d'effervescence, je reste chez moi et me concentre sur mes affaires personnelles en continuant notamment de travailler pour le développement de ma petite boîte informatique.

Sur ces entrefaites, je rentre un soir après le travail chez ma tante où je vois débouler dans la cuisine mon jeune cousin en émoi suite à cette offensive israélienne. Mon cousin est tout sauf une personne qui s'intéresse à la politique. Mais cette fois-ci, il semble qu'Israël a dépassé les limites et la rue algérienne est en ébullition. Mon cousin fulmine : « Les juifs sont allés trop loin. Ils ont chassé les Palestiniens et maintenant ils les enferment et les tuent. Il faut aller se battre ! »

Je tente alors de lui expliquer qu'il ne faut pas amalgamer tous les juifs dans cette affaire et surtout que la reconquête n'est pas une solution sinon nous nous condamnons à rejouer la guerre de 1948 à l'envers avec à la place de l'expulsion des civils palestiniens celle des civils israéliens qui pour la plupart aujourd'hui sont nés dans ce pays et n'ont pas d'autres pays de rechange.

Ce soir-là, mon argumentaire n'a pas semblé ébranler les neuves convictions de mon interlocuteur. Mais les jours suivants, toujours sûr de son analyse, notre nouveau politologue reviendra à la charge à plusieurs reprises me lançant divers arguments pris pêle-mêle dans la rue ou en écoutant la chaîne que tous les arabes regardent dans pareil cas : Al Jazira.

Les propos revenaient en boucle ... jusqu'au jour où, à la mi-janvier, mon cousin me lance : « *puisque tu penses être si connaisseur du conflit pourquoi n'écris-tu pas quelque chose qui nous éclaire sur le sujet. Donne ta solution, et nous, on ira combattre après !* »

Cette réplique m'a laissé muet et ma décision fut prise quelques jours plus tard. Je devais publier ma lettre de démission afin d'offrir au public un historique synthétique de ce qu'a pu être la dépossession subie par le peuple palestinien et qui puisse expliquer leurs frustrations actuelles.

Mais cela, me disais-je rapidement, ne répondra pas aux interrogations de mon cousin sur les impasses du discours « arabe » que je n'ai cessé de fustiger devant son nouvel engagement pour ses « frères » de Palestine. La nécessité de faire évoluer un acteur aussi important que le monde arabe vers une vision plus saine des solutions vers lesquelles tendre a donc énormément motivé la publication de cet ouvrage.

Donc, en même temps que je propose, dans le livre premier de cette ouvrage, et ce, au travers de ma lettre, une histoire « synthétique » de la

dépossession du peuple palestinien à un public français ignorant dans sa majorité des tenants et des aboutissants du conflit, je me suis permis, à la suite de ma lettre de démission, de donner mon avis sur les véritables luttes à mener. C'est le **LIVRE 2** qui s'intitule : « *comment régler le problème israélien ?* ».

D'autres que moi, et notamment des israéliens et des palestiniens, ont su développer et discuter finement de l'épineuse problématique d'une sortie de crise honorable pour tous. Toutefois, je voudrais rajouter une voix à l'espoir qui est le mien d'une Palestine une et plurielle, transcommunautaire et indivisible. Une voix qui vient d'un monde arabe encore en retard d'une, voire deux batailles, si ce n'est plus. Il devient urgent de multiplier les voix en faveur d'une solution humaniste ... ainsi que les lieux d'où ces voix se font entendre !

Cette solution veut parier sur la coexistence dans un même ensemble politique. Elle semble à certains unimaginable. Je leur répondrai alors qu'il faut d'autant plus s'y atteler, et au plus vite, et le plus fortement possible. Car c'est la seule voie qui réponde - comme nous le verrons - aux exigences de droit et de justice.

Je ne cherche pas à me substituer aux palestiniens et aux israéliens dans leur lutte. Toutefois, j'ai remarqué que dans ce conflit, il y a :

- une communauté internationale lâche,
- une Europe complice et hypocrite,
- et enfin, des pays arabes cyniques.

Je me dois donc de répondre à ces trois acteurs du conflit :

- en tant que citoyen du monde, conscient des enjeux de notre époque,
- mais aussi en tant que citoyen européen vivant en France,
- et enfin comme citoyen nord-africain, musulman et arabe.

Je me dois enfin en tant qu'être humain et croyant de défendre le droit et la justice selon ce que me dicte ma conscience.

Ce sera bien sûr en tout dernier lieu aux palestiniens et aux israéliens de se battre contre leurs démons pour arriver doucement mais sûrement à la meilleure forme que puisse prendre cette idée d'égalité et de coexistence.

Livre II : Comment régler le problème israélien ?



Qui contre qui ?

Des soldats défendent une nouvelle colonie juive dont la zone de sécurité englobe des champs appartenant à des non-juifs de Palestine qui ne peuvent donc plus cultiver leurs terres depuis plus d'un an (au moment de la prise de photo).

En face, un militant juif israélien (en casquette) de l'association « Ta`ayyoush » qui signifie « Vivre ensemble » a répondu à l'appel des palestiniens, qu'il considère comme ses compatriotes, pour les aider à aller cultiver leurs champs.

Sommaire

INTRODUCTION	19
--------------------	----

DEUX ETATS SEPARES Combat pour l'apartheid

<u>1^{ère} partie : Négation et Séparation</u>	25
---	----

Extrait : une nouvelle de Smilansky

a. Genèse de la solution à 2 Etats	28
---	----

1 – La négation de la nation palestinienne

Extraits : discours sur les « Arabes »

2 – La négation de la diversité des peuples du Proche-Orient

Interlude - Le « peuple juif »

3 – Délégitimation du non-juif

Extraits : discours sur l'illégitimité du non-juif

4 – Déshumanisation de l'autre

Extraits : discours sur la peur

b. Présupposés de la solution à 2 Etats	48
--	----

1 – « Le demi-palestinien » : comment relativiser un peuple ?

Réflexions : une nouvelle patrie compatible?

2 – « Le paria palestinien » : comment s'en débarrasser ?

Extraits : discours sur le chacun chez soi

3 – La paix oui ! Mais surtout pas la justice !

Interlude - Ce n'est pas ma faute

c. Qu'est-ce que la solution à 2 Etats ?	600
---	-----

1 – La solution de ne jamais choisir

Extraits : discours sur la transition perpétuelle

2 – Vers la « bantoustanisation » : « un peu de terre contre un peu de répit »

Réflexions : sur la compatibilité

3 – Le processus de « paix violente » : un vainqueur, un vaincu

Extraits : discours sur la force

2^{ème} partie : Hypocrisie et compromission	794
<u>Réflexions</u> : il y a un problème, certes...	
a. Le bal des hypocrites	833
1 – Une ONU incohérente	
<u>Réflexions</u> : est-ce vraiment Israël qui a un problème ?	
2 – Une Europe coupable	
<u>Réflexions</u> : un problème européen?	
3 – Un Monde Arabe de mauvaise foi	
b. Les faux débats	95
1. Le débat de la souveraineté : le droit sacrifié sur l'autel du partage	
2. Le débat des colonies : le réfugié supplanté par le colon f	
3. Le débat de la disproportion : la ségrégation oubliée sous les massacres	
<i>Interlude - L'homme dans son jardin</i>	
c. Les fausses guerres	105
1. La guerre des pourcentages	
<u>Réflexions</u> : mais qu'attend l'ONU pour couper la Cisjordanie en 2 ?	
2. La guerre des « quantités de juifs »	
3. La guerre des murs	
 AFRIQUE DU SUD – ACTE 1	 117

BINATIONALISME
Ne plus se tromper de guerre

1^{ère} partie : De la clarification des positions... 119

a. Les conditions de la dignité : pour revenir à l'humain 121

1 – Refuser l'idéologie nationale-sioniste

Interlude - réactions en miroir

2 – Refuser le « droit à l'expulsion d'un peuple »

Extraits : discours sur la disparition des palestiniens

3 – Contre les droits nationaux, pour les droits humains avant tout

Réflexions: D'un problème européen à l'autre, arabe

b. Les conditions de la justice : pour désamorcer le conflit 141

1 – Refuser la bantoustanisation

Extraits : discours sur le rôle de l'Autorité Palestinienne

2 – Refuser le morcellement des consciences

Réflexions : le dernier problème ... et la première solution

3 – Contre la paix, pour la justice

Interlude - Le droit au retour

c. Les conditions de la paix : pour amorcer la coexistence 164

1 – Refuser la partition de la Palestine

Interlude - Le jugement de Salomon

2 – Refuser l'idéologie séparatiste et souverainiste

Extraits : la culture nationale juive

3 – Contre les murs, pour la coexistence

Interlude - La peur israélienne

<u>2^{ème} partie : ... à la lutte finale</u>	187
a. Du retour aux principes	189
1 – Penser large Interlude - Là où il n'y a pas de vision, le peuple périt...	
2 – Etre ferme	
3 – Voir clair Interlude - Nouvelle perspective sur le jugement de Salomon	
b. Vers une nouvelle guerre ?	215
1 – Repenser la lutte	
2 – Exclure Israël Interlude - Le juif et les arabes	
3 – Disqualifier l'Autorité Palestinienne Interlude - Difficultés de leadership	
c. Résistance	229
1 – La résistance citoyenne israélo-palestinienne	
2 – La résistance citoyenne mondial	
3 – Association for One democratic State <u>Résolution</u> : aller jusqu'au bout	
AFRIQUE DU SUD – ACTE 2	242
CONCLUSION	243

INTRODUCTION

Tout débute il y a 150 ans avec l'apparition d'un mouvement impulsé par un petit noyau de l'intelligentsia juive européenne : le sionisme.

Ce mouvement veut permettre aux Juifs de se regrouper au sein d'un territoire et pour certains même, sous l'égide d'un Etat. Dans le contexte des nationalismes exacerbés du 19^{ème} siècle européen, le sionisme se propose de faire rentrer lui aussi le « peuple juif » dans l'histoire des nations.

De ce sionisme, trois courants principaux vont émerger :

1.

La première tendance veut construire un Etat pour les juifs mais n'a pas de préférence géographique et est prête à accepter tout territoire viable pour cela.

Comme précurseur de ce courant, le Baron de Hirsch, qui projetait d'installer 3 000 colons par an en Argentine afin d'y établir un foyer juif. A cette fin, il avait créé la Jewish Colonization Association en 1891 et acheta 100 000 hectares sur lesquels s'installèrent des milliers de familles. Mais, l'affaire n'eut aucune suite à sa mort en 1896.

Un peu plus tard, en 1903, le gouvernement britannique de Chamberlain proposera le plateau de Mau (dans la colonie de l'Ouganda), d'une superficie de 8000 km², pour y créer aussi un Foyer National Juif.

Après l'envoi d'un comité sioniste, et bien que la région était déjà peuplé par les Masaïs, le territoire est apparu comme une alternative possible pour la délégation envoyée sur place.

Pourtant, en 1905, au 7^{ème} congrès sioniste, la proposition ougandaise est rejetée, « *ainsi que toute alternative à la Palestine* ».

Des scissionnistes, pour qui « *l'option palestinienne est trop risquée* », créent alors l'« Organisation juive territorialiste », menée par Israël Zangwill qui prophétisera en 1916 :

*« Si nous voulons donner un pays à un peuple sans pays, il serait absolument fou de lui permettre d'être le pays de deux peuples. Cela ne peut que créer des problèmes. Les juifs souffriront, et nos voisins aussi. De deux choses l'une : il faut trouver un autre lieu, soit pour les juifs, soit pour leurs voisins. »*²

2.

C'est là que le second courant du sionisme entre en jeu. Lui aussi choisit de « *trouver un autre lieu* » mais « *... pour leurs voisins* » !

Théodore Herzl, fondateur du sionisme, autrichien, expliquera dans son Journal dès 1895 :

*« Nous tenterons d'encourager la population misérable (non-juive de Palestine) à passer la frontière en lui procurant de l'emploi dans les pays de passage, tout en lui refusant tout travail dans notre propre pays. Le double processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené de façon à la fois prudente et discrète... »*³

Ainsi, la philosophie d'action de ce deuxième courant sioniste, plus radical, se construira sur deux objectifs idéologiques :

a. Une souveraineté juive sur le territoire de Palestine, pourtant à majorité non-juive, et ceci à tout prix !

b. Une démocratie au cœur de ce système ethnique, et ceci aussi autant que faire se peut !

² Israël Zangwill, été 1916, conversation avec Jabotinsky. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p16.

³ Théodore Herzl, Journal, 12 juin 1895. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p16.

Remarquez que la souveraineté exclusive des juifs est ici une condition non négociable pour réaliser leur projet. Et que la condition démocratique implique dans le même temps l'homogénéité ethnique du territoire sur lequel bâtir ce projet.

C'est pour cela que nous appellerons ce courant : le « **national-sionisme** ».

3.

Il est à opposer à son courant rival, la troisième tendance, qui a toujours préféré à la création d'un « Etat juif » le développement d'un « Foyer juif » au sein d'un Etat multiconfessionnel palestinien et que l'on nommera le « **sionisme culturel** ». Ce courant comprend l'idée de « Foyer » comme un territoire où la communauté juive pourrait développer une véritable culture et établir un espace propre de civilisation au cœur d'une Fédération Proche-Orientale.

Nous montrerons dans le premier temps de cette étude que le courant extrémiste « national-sioniste » a vaincu les deux autres tendances et a réussi, jusque là, à dominer la politique de l'entité politique et militaire censée être la garante de la rédemption nationale du « peuple juif », et que l'on nomme Israël.

C'est ainsi que, pour avoir refusé la partition ethnique du pays, 85% des non-juifs de Palestine seront sciemment expulsés en 1948 par l'armée sioniste. Il faudra l'intervention de certains dirigeants juifs modérés de l'époque, opposés à cette idéologie qui place l'objectif de souveraineté juive au-dessus du droit naturel des populations autochtones, pour que certaines régions soient épargnées par l'épuration ethnique !

Comment la communauté internationale a-t-elle pu laisser ce courant sioniste, minoritaire dans la population, imposer la partition du pays alors qu'en face autant le Haut Comité Arabe – qui représentait les palestiniens – que les « sionistes culturels » et les « antisionistes juifs » appelaient à une unité territoriale au sein duquel les différentes composantes ethniques et religieuses coexisteraient ?⁴

⁴ Les différences d'approche entre les arabes et les sionistes culturels concernant cette unité territoriale étaient toutefois grandes puisque les sionistes culturels pensaient

La réaction internationale vous paraîtra d'autant plus surprenante et révoltante lorsque nous vous aurons exposé clairement dans une première partie comment finalement, cet Etat d'Israël, censé concrétiser un objectif humaniste, s'est construit sur les ressorts idéologiques du courant ethnico-national du sionisme, et comment alors ce national-sionisme a pris en otage la communauté juive en polarisant la violence dans un sens racial identitaire.

Et vous constaterez au travers des discours et des réalisations des politiques israéliens que le national-sionisme est le seul courant du sionisme qui, depuis 1948 et jusqu'à aujourd'hui, dirige l'ensemble de la politique de l'Etat Juif.

Ainsi, nous montrerons que c'est cette philosophie ethnico-nationale qui préside à la solution actuelle de deux Etats pour deux peuples en Palestine. Surtout nous verrons combien l'extrémisme de cette mouvance a imposé sa vision ethnique, et finalement raciste⁵, du problème à l'ensemble des acteurs de ce conflit, avec la duplicité bien sûr de tous les acteurs étatiques de la région et du monde !

Si le début de mon étude est une critique féroce du ségrégationnisme israélien, donnant l'impression d'une certaine partialité, je prendrai toutefois le temps par la suite de montrer les dévoiements du mouvement palestinien, mais aussi ceux de la communauté internationale.

D'ailleurs, en qualifiant ce ségrégationnisme d'« israélien », je ne vise pas la société israélienne dans son ensemble. Mais, il n'y a pas d'autre manière de le qualifier. Car la politique de l'Etat d'Israël est exactement la politique « israélienne » et la ségrégation qu'impose Israël est bien une ségrégation « israélienne », de la même façon que les massacres coloniaux de la France étaient des crimes « français », sans que cette dénomination

« binationalisme » alors que les palestiniens y voyaient tout simplement un Etat arabe à construire. Mais nous reviendrons plus loin sur ces différentes approches et leurs évolutions notamment.

⁵ La vision nationaliste que le sionisme adopte pour le « peuple juif » va impliquer une politique ségrégationniste (le fait de vouloir séparer des groupes selon certains critères, ici ethnico-religieux), et « *la ségrégation a amené aussitôt la discrimination* » à l'image du système ségrégationniste de l'apartheid en Afrique du Sud. Si le racisme ne fonde pas l'idéologie sioniste, il en est devenu un aspect.

n'eut pu être imputée à l'ensemble des français, pris collectivement ou individuellement.

Enfin, cette première partie montrera l'impasse et l'injustice à laquelle mène la logique de séparation actuelle des deux peuples « israélien » et « palestinien ».

En lisant la seconde partie, vous verrez alors que je refuse la bipolarisation ethnique et la négation de l'autre. Bien plus, vous comprendrez que je ne m'oppose pas à l'idéal sioniste et plus encore que mon but est bien au contraire de libérer ce mouvement – qui rêvait d'émancipation pour le « peuple juif » – du cauchemar national-ethnique qui l'a pris en otage en jouant sur la peur « juive » de la persécution et le désir de cette communauté de ne plus être victime.

Bien que je ne sois pas légitime pour dire aux juifs s'ils doivent être anti-sioniste, « sioniste culturel » ou « sioniste territorialiste », je considère pouvoir prendre parti en tout cas pour les valeurs humaines du « sionisme culturel » ou de l'« anti-sionisme » contre les valeurs ségrégationnistes du « national-sionisme ».

La deuxième partie du livre montrera donc que cette idéologie extrémiste et ségrégationniste qui fonde l'Etat d'Israël peut être combattue sans avoir à nier les aspirations sionistes de la majorité juive israélienne.

Elle montrera surtout que seule la logique d'unification est une approche juste du conflit en cours.

DEUX ETATS SEPARES
Combat pour l'apartheid

1^{ère} partie

Négation et Séparation

Extrait : une nouvelle de Smilansky

Conversation entre les pionniers des « Amants de Sion »

« - Nous devrions aller vers l'est, vers la Transjordanie. Ce serait un test pour notre mouvement.

- Sottises... N'y a-t-il pas assez de terres en Judée et en Galilée ?

- La terre en Galilée est occupée par les Arabes.

- Eh bien, nous n'avons qu'à la leur prendre.

- Comment ?...

(Silence)

- Un révolutionnaire, ne pose pas de questions naïves.

- Eh bien, le révolutionnaire, dis-nous comment !

- C'est très simple. Nous les harcèlerons jusqu'à ce qu'ils sortent. Qu'ils s'en aillent en Transjordanie.

- Et allons-nous abandonner toute la Transjordanie ? demande une voix anxieuse.

- Dés que nous aurons une grosse colonie ici, nous saisirons la terre, nous deviendrons forts, et alors nous nous occuperons de la rive orientale du Jourdain. Nous les expulserons de là-bas aussi. Ils n'ont qu'à retourner dans les pays arabes. »⁶

⁶ Moshé Smilansky, écrivain d'origine ukrainienne, pionnier sioniste devenu israélien en 1948, extrait de son livre Rehovoth 1891, conversation entre les pionniers des « Amants de Sion ». Tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p16.

a. Genèse de la solution à 2 Etats

1 – La négation de la nation palestinienne

Comment, vous demanderez-vous à ce stade, a-t-il été possible pour le mouvement sioniste de lever dans son esprit la contradiction entre son désir de bâtir un Etat à caractère juif et en même temps sa prétention à en faire une démocratie, au sein d'un pays abritant depuis des siècles et des siècles de nombreuses autres communautés ethniques et religieuses ?

La première idée trouvée pour sortir de cette impasse fut simple :
« *Le peuple palestinien – la majoritaire non-juive – n'existe pas* ».

Et oui, il fallait y penser. Pas d'autre nation existante en Palestine, pas de majorité non-juive légitime en tant que nation, donc plus de contradiction !

Déjà en 1942, alors que les juifs sont des immigrants fraîchement débarqués et représentent à peine 30% de la population, les nationaux-sionistes demandent, lors de la conférence de Biltmore, que la Palestine devienne une « *république juive libre* ». Un peu plus tard, en 1944, à Atlantic City, ils parleront même d'une « *communauté juive libre et démocratique sur tout le territoire de la Palestine, non partagé et non réduit* ».

Hannah Arendt réagira, dès cette époque, à ces deux décisions en déclarant :

« *La décision d'Atlantic City franchit un pas supplémentaire par rapport au programme de Biltmore dans lequel la minorité juive offrait encore à la majorité arabe le statut et les droits d'une minorité. Cette fois-ci, les Arabes ne sont tout simplement pas mentionnés dans le texte, ce qui les réduit clairement au choix entre un départ volontaire et un statut de citoyens de second rang.* »⁷

Cette négation totale de l'habitant non-juif de Palestine fut une constante depuis les débuts du sionisme et de son dévoiement dans le

⁷ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p159

national-sionisme, négation absolue qui durera jusqu'aux accords d'Oslo au début des années 90.

Florilège de citations :

« *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » (Slogan fondateur)

« *Les palestiniens n'existent pas* » (Ben Gourion)

« *Il n'y a pas de nation palestinienne* » (Golda Meir)

« *La Palestine, c'est la Jordanie* » (Slogan de droite ... et de gauche avant Oslo)

Uri Avnery, un militant de la paix israélien témoigne d'une de ses discussions avec Rabin, futur signataire des accords de paix avec Arafat :

*« Après avoir pris mes premiers contacts avec la direction de l'OLP, j'ai entamé, en 1975, une série de discussions avec le chef du gouvernement, Itzhak Rabin. Il m'a expliqué longuement qu'il ne ferait jamais aucun pas, si petit fût-il, en direction des Palestiniens et que la paix ne devait être conclue qu'avec le roi Hussein (roi de Jordanie) ».*⁸

Qu'apprend-on ici ? Que Rabin autant que tous ses prédécesseurs a longtemps nié l'existence d'un peuple palestinien – entendre « habitants non-juifs » de la Terre Sainte regroupés comme une nation. Tous les gouvernements successifs jusqu'en 1990 ont tous nié « le palestinien » en ne traitant qu'avec les pays arabes alentours.

Puis, Rabin, à la fin des années 80, en plein « intifada », a compris qu'il ne pourrait faire « fondre » les arabes d'Israël, de Cisjordanie et de Gaza, ni les convaincre qu'ils se trompent de pays et que leur patrie n'est pas celle qu'ils croient... mais la Jordanie !

Itzhak Rabin, homme politique intelligent, fut parmi les premiers à faire cette découverte : il existait bien en réalité un fait national palestinien !

On s'était trompé !

Le « problème israélien » restait donc entier ...

⁸ Maariv, quotidien israélien. Cité dans le « Courrier International ».

Avant l'expulsion de 1948

Israël Zangwill, activiste sioniste, 1920 – anglais d'origine russe

« Aussi devons-nous les convaincre gentiment de « prendre la piste ». Après tout, ils ont l'Arabie, avec ses millions de kilomètres carrés... Les Arabes n'ont aucune raison de s'accrocher à ces quelques kilomètres. Plier leur tente et disparaître en silence est leur proverbiale habitude : qu'ils la mettent donc maintenant en pratique. »⁹

Moshé Beilinson, dirigeant sioniste, 1929

« Il y a une différence fondamentale et décisive entre la situation des Arabes en tant que nation et celle des Juifs en tant que nation. Les Arabes, du point de vue national, n'ont pas besoin de la Palestine. Ils sont liés à d'autres centres. Là, en Syrie, en Irak, dans la péninsule Arabique, gît la patrie des Arabes. (...) Nous ne sommes pas responsables du fait que tel individu est né à tel endroit, et non pas quelques kilomètres plus loin. »¹⁰

David ben Gourion, futur 1^{er} ministre d'Israël, 1944 – polonais

« Le sionisme, c'est le transfert des juifs. En ce qui concerne le transfert des Arabes, c'est le plus facile de tous les transferts. Il y a des Etats arabes dans le voisinage... Et il est clair que si les arabes sont déplacés vers ces Etats, leur sort s'en trouvera amélioré, et non pas le contraire. »¹¹

⁹ Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p17

¹⁰ Moshé Beilinson, 1929. Dirigeant travailliste, collaborateur de Ben Gourion. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p17

¹¹ David Ben Gourion, réunion de l'exécutif de l'agence juive, 7 mai 1944. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p33

Après l'expulsion

Abba Eban, diplomate israélien, 1951 - sud-africain

« La réinstallation dans une société arabe constituera, pour le réfugié, un « rapatriement » au sens le plus profond. Il sera réuni à des peuples qui partagent ses traits de caractère, sa langue, son héritage spirituel et son système d'allégeances nationales et culturelles. La « patrie » n'est pas seulement un terme géographique. La réinstallation d'un réfugié arabe en Israël, paradoxalement, ne constituerait pas un rapatriement, mais au contraire une aliénation... »¹²

David ben Gourion, futur 1^{er} ministre d'Israël, 1961 - polonais

« Israël rejette catégoriquement la proposition insidieuse consistant à laisser aux réfugiés, individuellement, la liberté de choisir, car nous sommes convaincus que cette proposition n'a d'autre objectif que la destruction d'Israël. Il n'y a qu'une solution pratique et équitable pour le problème des réfugiés : les installer parmi les leurs dans des pays qui regorgent de bonnes terres et d'eau et qui ont besoin d'une force de travail supplémentaire. »¹³

¹² Abba Eban, devant l'Assemblée Générale des Nations unies, novembre 1951. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p.40

¹³ David Ben Gourion, octobre 1961, devant le Parlement israélien. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p.40

2 – La négation de la diversité des peuples du Proche-Orient

Maintenant qu'il a été prouvé et admis par Rabin et ses compatriotes qu'une communauté non-juive existait de fait en Terre Sainte, pourquoi ne pas décider alors de partager ensemble et équitablement, avec les non-juifs, les fruits du pays de Palestine ?

Bonne question, non ?

En fait, pour Rabin et les nationaux-sionistes, cette terre est la patrie du « peuple juif » ...

... et surtout, ne peut être celle d'un autre « peuple » !

C'est ce que j'appelle le « **fascisme ethnique** ». Car il reprend du fascisme l'exaltation nationaliste ainsi que le culte, non plus du parti unique, mais du peuple unique¹⁴.

C'est cette idéologie qui a permis de légitimer l'expulsion.

Mais, au fait, que renferme ce concept de « peuple juif » ?

1. Renvoie-t-il à une identité religieuse ? Pourtant, la religion n'a pas de territoire politique. Elle peut posséder des lieux de spiritualité mais comment lui reconnaître une souveraineté politique, elle qui prétend s'occuper des âmes ?

2. Est-ce une identité ethnique ? Alors, la tribu des Hébreux n'est pas plus légitime sur ce territoire que la tribu des Philistins, des Cananéens, des Phéniciens, des Araméens et autres tribus sémitiques de la région dont les habitants non-juifs palestiniens seraient les descendants !

¹⁴ Le fascisme, si l'on reprend la définition du Petit Larousse 2000, est « *une doctrine et une pratique qui vise à établir un régime comparable, à des degrés divers, au fascisme italien* » instauré par Mussolini en 1922 et « *fondé sur la dictature d'un parti unique, l'exaltation nationaliste et le corporatisme* ». Je m'inspire de cette définition pour proposer la doctrine du « fascisme ethnique » qui veut imposer autoritairement un peuple unique sur un territoire donné, en l'occurrence les juifs en Palestine. Les arabes israéliens, eux, doivent faire allégeance à cette réalité. Je prends le temps de préciser cela, car des amis m'ont fait part de leurs réserves quant à l'exploitation de ce terme. Mais je persiste à penser que son utilisation est pertinente. Vous le retrouverez donc encore par la suite.

Comment définir alors le terme « juif » qui semble renvoyer à la fois à une identité religieuse et spirituelle et à une identité ethnique ?

En fait, le « juif » représente une identité d'ordre culturel puisqu'on y trouve des blonds aux yeux bleus de Russie autant que des noirs aux cheveux d'ébène d'Ethiopie, des athées autant que des fidèles de la Thora. Il n'a donc pas plus de rapport exclusif avec l'ethnie (il n'y a pas que des hébreux sortis d'Egypte chez les israéliens) qu'avec la religion (ils ne sont pas tous de grands lecteurs des Psaumes).

C'est un héritage culturel multiforme que chacun porte de façon diverse en rapport à une tradition hébraïque et judaïque héritée qui fait de ces personnes des « juifs ».

Mais, regardez ! De même, l'« arabe », en face, représente également une identité d'ordre culturel. Ainsi, nombre d'« arabes » sont descendants d'ethnies diverses : araméenne, berbère, kurde, ...etc. Et on y trouve des musulmans tout autant que des chrétiens, des juifs, des athées et autres druzes.

C'est leur langue de communication et de culture – qui est la langue arabe – qui en fait des « arabes ».

Et puis, les arabes palestiniens sont, pour beaucoup d'entre eux, de véritables descendants de tribus sémites de la région du Proche-Orient et même pour nombre d'entre eux des descendants directs de juifs hébreux christianisés ou islamisés mais qui, tous, se sont arabisés.

De même, nombre de juifs sont de véritables arabes palestiniens.

Alors que les pionniers sionistes bien que de religion ou de culture juive ne sont souvent pas des descendants de sémites de la région mais bien des descendants de groupes indo-européens convertis au fil des siècles.

Bref ! Bien avant Itzhak Rabin, les sionistes avaient réfléchi à ce problème de définition et surtout à cette nécessité de légitimation de leur projet colonial. Il fallait sortir de ce dilemme.

3. Le juif pourrait-il être alors le mot de ralliement d'une identité nationale fondée sur le sentiment d'une commune appartenance culturelle et qui prendrait racine géographiquement dans l'épopée des royaumes « juifs » de David et Salomon, royaumes bâtis sur cette terre « promise aux Hébreux » dès l'époque de Moïse ?

Peut-être...

Mais pourquoi alors l'hébreu converti au christianisme à la venue de Jésus puis arabisé au cours de l'histoire serait-il moins légitime que le slave converti au judaïsme des siècles plus tard et qui « retournerait » aujourd'hui sur cette « Terre Promise » ?

A ce rythme-là, plus personne n'est légitime nulle part. C'est d'ailleurs pour cela que les membres du Haut Comité Arabe de Palestine dès les années 30 rétorquèrent que la Nation se construit « *sur une base constitutionnelle, représentant toutes les composantes nationales* » et se développe en accord avec l'ensemble des habitants du pays concerné.

Impasse pour les nationaux-sionistes.

Il fut décidé alors d'ethniciser le « juif ». Dorénavant, tout « juif » devait être considéré, d'où qu'il vienne et quel qu'il soit, comme l'arrière petit-fils d'un hébreu chassé de son pays il y a 2000 ans ou plus !

De même, l'arabe ne pouvait être désormais qu'un descendant de bédouin du désert d'Arabie venu après – quand ?, on s'en fiche – mais bien après sûrement.

Le « juif » et l'« arabe » furent ainsi niés dans leur pluralité.

Quid de la diversité des peuples du Proche-Orient ?

Nous arrivons ainsi à la synthèse permettant de sortir complètement du dilemme sioniste : certes, le non-juif de Palestine (le palestinien) existe – Rabin l'a découvert – mais la légitimité juive sur cette terre est plus forte que la leur.

Et oui, tout simplement, il suffisait d'y penser.

Les « juifs » (selon le nouveau concept du « juif ») étaient là les premiers, c'est-à-dire avant les « arabes » (enfin, selon le concept sioniste de l'« arabe »).

« *Négation de la vérité des histoires des Juifs. Négation de l'histoire de la Palestine* » sera la formule heureuse du chercheur israélien Amnon Raz-Krakotskin.¹⁵

¹⁵ Amnon Raz-Krakotskin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p32

Le « peuple juif »

« ... Israël pourrait « adopter » 6000 indiens qui revendiquent une ascendance juive parce qu'un de leurs chefs de tribu a un jour vu en songe que son peuple « retournerait » en Israël ».

« Le rabbin Eliahu Birnbaum, juge à la cour rabbinique et membre d'une délégation envoyée en Inde la semaine passée (août 2004), afin d'investiguer sur les assertions de cette tribu a déclaré : « Nous savons qu'il s'agit de descendants du peuple juif, et nous voulons que l'Etat d'Israël les aide à venir s'installer ici (en Israël) ».

« ... »

« Le même rabbin Birnbaum était allé, en 2002, dans les Andes péruviennes afin de convertir 90 villageois péruviens au judaïsme. Le rabbin n'avait mis à leur conversion qu'une seule condition : qu'ils s'engagent tous à immigrer en Israël. A leur arrivée, les 90 villageois péruviens furent placés dans un autobus et convoyés vers la colonie (illégale) d'Alon Shvut, en Cisjordanie ».

« Entre 1948 et 1967, Israël a chassé 1 200 000 Palestiniens de leurs foyers et de leurs villages. Ces réfugiés palestiniens ne sont pas autorisés à retourner chez eux, pour la simple et mauvaise raison qu'ils ne sont pas juifs ».

« Pendant ce temps-là, des rabbins tel Birnbaum parcourent le monde entier, à la recherche de gens proclamant un rapport quelconque à on ne sait trop quelle « ethnie juive ».

« L'enjeu, c'est la nationalité israélienne automatique, dès leur arrivée en Israël, des terres fraîchement volées aux Palestiniens, une maison dans les colonies à moitié vides de Cisjordanie et le service militaire obligatoire dans une armée qui pérennise l'occupation militaire des territoires palestiniens ».

« La reconnaissance des allégations de cette tribu indienne, appelée les « Bnei Menashe », est suspendue à la décision du rabbinat en chef d'Israël. Les Bnei Menashe étaient originellement des animistes. Ils furent convertis au christianisme par des missionnaires britanniques ».

« Toutefois, un chef tribal a eu un jour un rêve, dans lequel son peuple « retournait » en Israël. Après ce rêve de leur chef, les membres de la tribu adoptèrent les traditions juives. Cela se passait... en 1953 ! » ¹⁶

Mais plus encore,

« 1 200 000 immigrants sont arrivés de l'ex-Union soviétique au cours de la dernière décennie.

Parmi eux, des dizaines de milliers de chrétiens pratiquants ont redonné vie aux églises orthodoxes de Galilée, de Jaffa et de Jérusalem. Des centaines de milliers ne sont pas juifs ou ne se considèrent pas comme juifs.

Un sondage publié en 1999 par un grand hebdomadaire israélien montrait que si un peu plus de 40% des immigrants de l'ex-URSS se définissent comme juifs...

... un nombre équivalent se considèrent comme russes et moins de 15% sont prêts à se définir comme israéliens ! » ¹⁷

Voilà comment les « juifs » du monde entier viennent « récupérer » « leurs » terres au détriment des non-juifs de Palestine...

¹⁶ « A cours de juifs, Israël veut importer des Indiens », The American Muslims for Jerusalem, 16 août 2004. Cité par « Point d'information Palestine », n° 240.

¹⁷ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p103

3 – Délégitimation du non-juif

Reprenons.

Pour que les « juifs » soient légitimes, les sionistes ont dû inventer une nouvelle histoire « essentialisée » de l'identité des gens de cet Orient, pourtant complexe.

Très bien. Mais cela ne règle pas tout. Car, si les arabes n'étaient plus légitimes, ils étaient tout de même « là » ! Comment s'y prendre alors pour faire sortir tous ces non-juifs de Palestine sinon par l'expulsion ? Et surtout, comment justifier alors cette expulsion ?

La parade fut trouvée aussi. Il fallait délégitimer politiquement et humainement le « non-juif » face au projet national-sioniste. Et la stratégie première fut de toujours mettre en lumière la violence de ce dernier et de l'expliquer inlassablement comme une haine viscérale envers le « juif » !

Pourtant, seule la négation de sa réalité nationale et le mépris de son droit naturel à vivre souverainement sur la terre qui l'a vu naître a entraîné l'hostilité de l'arabe autochtone de la région.

Or c'est cette opposition « arabe » qui va permettre aux israéliens de délégitimer l'autre et d'occulter, aux yeux de l'opinion publique mondiale, la propension ségrégationniste inhérente à l'idéologie fondatrice de leur Etat.

En effet, le rejet « arabe » devant la partition de leur pays visant à donner un « morceau » à des juifs européens, leur refus énergique de voir 55% de leur territoire être labellisé « juif » pour toujours et séparer du reste de la Palestine va permettre de démontrer l'hostilité du monde extérieur envers les juifs et donc faire reconnaître l'urgence de consolider leur nouveau refuge.

Refusant de voir l'aspect colonial négationniste de leur projet, les sionistes de bonne foi ne vont plus voir que la réaction hostile de l'autre.

Les termes de l'affaire vont se poser comme suit pour eux : même si « l'autre » aurait pu prétendre à une certaine légitimité, il a montré toute sa

haine et son incapacité au « partage »¹⁸ et à la « coexistence »¹⁹ en refusant la partition de 1947 que eux, juifs, ont pourtant accepté de leur côté.

C'étaient les « arabes » palestiniens qui avaient squatté leurs terres durant des milliers d'années en profitant de leur exil. Ils ne faisaient qu'y revenir. Et maintenant, l'hostilité arabe n'a pas laissé d'autres choix au juif que de se défendre.

Le peuple israélien pouvait souffler. Il n'y avait plus de contradiction entre leur désir de souveraineté juive et leurs valeurs humaines et démocratiques !

Toutefois, le « problème israélien » n'était pas totalement réglé avec cette « pensée de l'autruche ».

Car, comment expliquer l'attitude israélienne, alors que la guerre de 1948 était consommée, de refuser le droit au retour pacifique des civils « arabes » palestiniens et de systématiser la destruction des villages non juifs et tout ce qui pouvait faire rappeler l'existence passée d'une présence « arabe » ... sinon à avouer qu'il s'agissait bien d'une guerre d'expulsion et de séparation !

Il fallait trouver une autre réponse à ce comportement !

¹⁸ Comprenez « au partage du terrain » et non au partage de la souveraineté que les juifs nationaux-sionistes ont toujours refusé.

¹⁹ Ou plus exactement à la séparation ethnique. Car le Fatah d'Arafat appelait bien à la coexistence dans un seul Etat. Ce sont les juifs du mouvement sioniste qui appelaient à la fragmentation des réalités du terrain et à la différenciation entre les communautés : une coexistence ... mais chacun de son côté !

Années 20-30

Israël Zangwill, activiste sioniste, 1920 – anglais d'origine russe

« Nous ne pouvons pas permettre aux Arabes de se mettre en travers d'une entreprise de reconstruction historique aussi précieuse... »²⁰

Chaïm Weizmann, futur président d'Israël, 1930 – anglais d'origine biélorusse

« Nous devons constamment formuler l'exigence que notre terre nous soit restituée... S'il y a là-bas d'autres habitants, ils doivent être transférés ailleurs. Notre idéal est plus grand et plus noble que la préservation de quelques centaines de milliers de fellahs arabes. »²¹

Menahem Ussishkin, dirigeant sioniste, 1936 – russe

« Pour les Arabes de Galilée, la Transjordanie est une province... Elle servira à la réinstallation des arabes de Palestine. C'est le problème du pays : les Arabes ne veulent pas de nous parce que nous voulons être les maîtres. Je combattrai pour cela. Je ferai en sorte que nous soyons les propriétaires de cette terre... parce que ce pays nous appartient, à nous et pas à eux. »²²

Yossef Weitz, fonctionnaire sioniste, 1937 – russe

« Le transfert de la population arabe du territoire de l'Etat juif n'a pas pour seule fonction de diminuer le volume de la population arabe. Il a aussi pour fonction, pas moins importante, d'évacuer les terres aujourd'hui détenues et cultivées par les Arabes, et ainsi de les rendre disponibles pour les habitants juifs. »²³

²⁰ Israël Zangwill, 1920. Tiré de « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p17

²¹ Chaïm Weizmann, 28 avril 1930. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p18-19

²² Mena Hem Ussishkin, 19 mai 1936. Membre de la direction de l'Agence juive, Ussishkin fut directeur du Fonds national juif, l'organisme émanant du Congrès sioniste et chargé de l'achat de terres en Palestine. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p20

²³ Yossef Weitz, le 21 novembre 1937, au cours de la 2^{ème} réunion du « Comité du transfert » établi par décision du XX^{ème} congrès sioniste. Weitz fut directeur du département de la colonisation du Fonds national juif. « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p25

Années 40

(Peu avant l'expulsion)

Yossef Weitz, 1940

« Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays (...) Si les Arabes quittent le pays, cela nous suffira ; et si les Arabes y restent, il demeurera trop petit et misérable. (...) Et la seule solution, c'est la terre d'Israël, ou, au minimum, la terre d'Israël occidentale, sans Arabes. Pas de compromis sur ce point (...) Il n'existe pas d'autre moyen que de déplacer les Arabes vers les pays voisins, tous les Arabes. A la seule exception possible de Bethléem, Nazareth et la vieille ville de Jérusalem. Nous ne devons pas laisser un seul village, une seule tribu, tous doivent prendre la direction de la Syrie et de l'Irak, et même de la Transjordanie. »²⁴

Yossef Weitz, 1941

« Et une fois encore, la réponse dans mon cœur est évidente : la seule solution, c'est le transfert des arabes et l'évacuation du pays de façon à ce qu'il devienne le nôtre exclusivement. »²⁵

Yossef Weitz, 1941

« L'idée sioniste est la réponse à la question juive en terre d'Israël, et seulement en terre d'Israël. Mais il n'est pas question que les Arabes y demeurent la majorité. La réponse, c'est l'évacuation complète des autres habitants du pays, et sa remise au peuple juif. »²⁶

²⁴ Yossef Weitz, Journal, 19 décembre 1940. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p30

²⁵ Yossef Weitz, Journal, 18 mars 1941. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p30

²⁶ Yossef Weitz, Journal, 20 mars 1941. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p30

4 – Déshumanisation de l'autre

Rappelez-vous ! L'argument national-sioniste affirmait que « l'hostilité arabe n'a pas laissé d'autres choix au juif que de se défendre ».

Pourtant, il fallait, pour convaincre le monde de la justesse de leur analyse, trouver une réponse au pourquoi du refus de laisser les paysans non-juifs revenir sur leurs terres ?

Répondre que l'on espère juste rester « entre juifs » ne force pas l'adhésion humaine.

Mais, une fois de plus, une réponse fut trouvée : les « arabes » sont tout simplement fourbes et antisémites !

L'establishment israélien, et avec lui la majeure partie de l'intelligentsia du pays, a adopté ainsi depuis 60 ans une vision ségrégationniste du monde que nous pouvons définir à partir d'une phrase tenue par Amos Oz, écrivain israélien et figure pourtant pacifiste de son pays :

« La reconnaissance du droit au retour palestinien revient à abolir le droit à l'autodétermination du peuple juif, une minorité ethnique à la merci des Arabes ».

Autrement dit, l'arabe de Palestine n'a pas la possibilité de vivre sur la terre qui l'a vu naître parce que sa présence empêche tout simplement les juifs de s'autodéterminer sur cette même terre ! Soit encore, l'arabe doit aller vivre ailleurs parce que le juif ne veut pas partager avec lui les attributs de la souveraineté : le fameux « *droit à l'autodétermination* ».

Et ce qui permet de ne pas faire passer cela pour de l'apartheid (politique de séparation raciale) est d'expliquer inlassablement que l'arabe est un être intrinsèquement dangereux pour le juif. Voilà bien comment une idéologie ségrégationniste se teinte inéluctablement de racisme !

C'est bien ce qu'entend Amos Oz, grand pacifiste et humaniste auprès de l'opinion internationale, lorsqu'il affirme que le peuple juif serait « *une minorité ethnique* » forcément « *à la merci des Arabes* » ?

D'ailleurs, il est étonnant que les arabes de Tunisie n'aient pas encore exterminé leurs juifs ? On devrait au plus vite donner 55% du pays aux juifs tunisiens pour qu'ils ne soient plus « *à la merci des Arabes* » !

Que fait l'ONU ? Et pourquoi l'Union Européenne reste-t-elle silencieuse au lieu de défendre le « droit à l'existence de l'Etat Juif de Tunisie » ?

Je ne comprends pas le 2 poids 2 mesures ! La solution défendue pour la minorité juive de Palestine en 1947 n'a jamais été proposée pour la minorité juive de Tunisie. Pourtant, nous voyons bien que la solution à l'Etat unique en Tunisie n'est pas la meilleure. La preuve : il n'y a pas de démocratie !

Alors que si on coupait la Tunisie en deux et qu'on chassait les musulmans du nord vers le sud, nous assisterions à l'émergence de la seconde démocratie (après Israël) du monde arabe : l'Etat Juif de Tunisie.

Bien sûr, ce n'est qu'une idée que je soumetts en passant à la communauté internationale.

Mais peut-être ne désire-t-elle pas se retrouver avec un nouveau casse-tête entre les mains ? Un nouveau problème israélo-palestinien : le problème « israélo-tunisien » ?

Car, il s'agit bien d'un casse-tête depuis 1948 maintenant ! Les juifs nationaux-sionistes ne peuvent plus laisser rentrer les non-juifs expulsés, parce que ces derniers refuseraient immanquablement de reconnaître le caractère juif de la terre où ils ont eu la mauvaise idée de naître et qu'ils sont donc une menace pour la culture du pays – qui doit être juive avant tout.

Ainsi, en plus d'avoir été nié dans un premier temps comme réalité nationale, puis d'avoir été délégitimé historiquement, le peuple palestinien fut déshumanisé par la nouvelle société israélienne!

Mais, si idéologiquement et moralement, tout était réglé, sur le terrain, les énergumènes autochtones de Palestine ne se rendaient pas à l'évidence de la supériorité de la légitimité juive sur la leur !

Années 40

(La peur avant l'expulsion)

Mena Hem Ussihkin, 1938

« Nous ne pouvons pas commencer l'Etat juif avec une population dont les arabes vivant sur leur terres constituent près de la moitié, dans lequel les juifs ne sont implantés sur les terres qu'en tout petit nombre, et où les juifs sont tous concentrés à Tel-Aviv et dans ses environs (...)

Et le pire n'est pas seulement que les Arabes constituent ici 50 ou 45% de la population, mais que 75% des terres sont aux mains des Arabes. Un tel Etat ne pourrait même pas survivre une demi-heure...

La question n'est pas de savoir s'ils seront une minorité ou une majorité au Parlement. Vous savez bien que même une petite minorité peut complètement perturber l'ordre de la vie parlementaire... Je dirais donc à la Commission et au gouvernement que nous n'accepterons pas une terre d'Israël réduite sans que vous nous donniez la terre d'un côté, et que vous n'évacuiez le plus grand nombre possible d'Arabes -particulièrement les paysans - de l'autre, et tout cela avant même que nous ne prenions en main les rênes du gouvernement sur notre terre, fût-ce de façon provisoire. »²⁷

Yossef Weitz, 1941

« C'est seulement du transfert des populations que le salut viendra. Il n'y a pas de place pour nous avec nos voisins... Le développement est un processus trop lent... Ils sont trop nombreux et trop enracinés... La seule manière, c'est de les éradiquer, d'arracher leurs racines. Je sens que c'est là la vérité... je commence à comprendre l'essence du « miracle » qui doit se produire à l'arrivée du Messie ; un miracle n'est pas le produit d'une évolution, il survient d'un seul coup, soudainement, en un instant... »²⁸

²⁷ Mena Hem Ussihkin, réunion de l'exécutif de l'Agence juive, 7-12 juin 1938. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p27

²⁸ Yossef Weitz, Journal, 26 juin 1941. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p31

« (...) De gros villages arabes, surpeuplés, entourés de terres cultivées où poussent des olives, des raisins, des figes, du sésame et du maïs... Pourrions-nous maintenir des colonies dispersées au milieu de ces villages arabes existants, qui seront toujours plus gros que les nôtres ? Et y a-t-il une quelconque possibilité d'acheter leurs terres ? (...) Et une fois encore j'entends cette voix intérieure qui appelle : évacuer ce pays ! »²⁹

David Ben Gourion, 1941

« Dans la guerre actuellement en cours, l'idée de transférer des populations est en train de gagner du terrain et de la sympathie, en tant que moyen le plus pratique et le plus sûr pour résoudre le dangereux et douloureux problème des minorités nationales. La guerre a déjà provoqué la réinstallation de beaucoup de gens en Europe de l'Est et du Sud, et dans les plans pour un règlement d'après-guerre l'idée du transfert de populations à grande échelle en Europe centrale, orientale et méridionale occupe une place respectable. »³⁰

Août 1948

(Au cours de l'expulsion)

Moshé Sharett, futur 1^{er} ministre d'Israël, août 1948 - né en Ukraine

« En ce qui concerne l'avenir, nous sommes également déterminés à explorer toutes les possibilités de nous débarrasser, une fois pour toutes, de cette énorme minorité(sic !) arabe qui à l'origine nous menaçait. Ce que nous pouvons réaliser en cette période de tempête et de tension sera tout à fait irréalisable une fois que les conditions seront stabilisées ». ³¹

²⁹ Yossef Weitz, Journal, 17 juillet 1941. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p31

³⁰ David Ben Gourion, « La ligne de la politique sioniste », 15 octobre 1941. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p32

³¹ Moshé Sharett (Shertok), lettre à Chaïm Weizmann, 18 août 1948. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p38

Première Conclusion

Comprenons bien que le mouvement sioniste, au départ un mouvement humaniste, porte en lui une profonde tendance à l'épuration ethnique puisqu'il postule, dans sa composante nationaliste, qu'Israël est la terre des seuls juifs et que la société israélienne ne peut se développer sainement et pleinement que si les juifs y possèdent l'entière souveraineté et donc bien sûr la majorité.

Reprenons le discours d'Amos Oz en remplaçant « juif » par « aryen » ou « afrikaner blanc », cela ne rappelle-t-il pas d'autres idéologies sous d'autres cieux³² ?

Appréciez : « *La reconnaissance du « droit de retour » des juifs allemands revient à abolir le droit à l'autodétermination du peuple allemand, majorité à la merci des Juifs* ».

Ou encore : « *La reconnaissance du droit au retour des Noirs (hors des réserves) revient à abolir le droit à l'autodétermination du peuple blanc, une minorité ethnique à la merci des Noirs* ».

- Autant les allemands nazis pensaient protéger leur culture et retrouver leur puissance en marginalisant les juifs et les autres « races inférieures »,

- Autant les blancs de l'apartheid voulurent protéger leur culture et conserver l'authenticité « afrikaner » en marginalisant les noirs et les indiens,

... Autant les israéliens espèrent aujourd'hui protéger leur culture et reconstruire la civilisation juive des temps bibliques en marginalisant les arabes.

Ainsi, les israéliens s'offusquent du refus réitéré de nombreux députés non-juifs israéliens de reconnaître et d'accepter le caractère exclusivement juif du pays où ils vivent pourtant avec leur peuple depuis des siècles.

³² Avec toutes les limites que peut contenir une analogie.

Plus encore, les israéliens répètent que cette attitude des non-juifs du pays – qui vivaient là avant eux soit dite en passant – est une preuve de leur désir secret de saper l'identité d'Israël.

Un peu comme les nazis dénonçaient les juifs allemands comme des corrupteurs qui saper de l'intérieur les fondements de la nation allemande et altéraient son caractère aryen !!

Répetons toutefois que nos condamnations, dans ces premiers chapitres, visent une branche du sionisme qui est le courant « nationaliste-exclusiviste ».

Car, comme nous l'avons déjà expliqué en introduction, il a existé, au-delà de ce parti dévoyé, des sionistes qui s'opposèrent régulièrement à cette politique négationniste et ségrégationniste envers le peuple autochtone de Palestine.

Malheureusement, nous avons vu aussi que ce fut le courant national-sioniste qui s'est imposé en 1948 et a expulsé 85% des non-juifs du pays tout en niant depuis leur réalité nationale.

Israël est noyauté depuis sa naissance par les membres criminels de ce groupe et aujourd'hui encore, la politique israélienne poursuit leur motivation en refusant la coexistence et en rejetant toute idée de retour des réfugiés dans leurs maisons confisquées ou détruites par l'armée sioniste en 1948.

En cela, le terme « National-Sionisme » pour désigner le courant le plus radical du mouvement sioniste pourrait être remplacé par un autre qualificatif tout aussi parlant. Je pense ici au terme « **Ségréga-Sionisme** » !

A ne pas confondre avec les juifs « Sionistes Territorialistes » ou bien les juifs « Sionistes Culturels » et encore moins avec les juifs « Antisionistes ».

Ayant maintenant fait la part des choses, continuons donc notre réflexion...

b. Présupposés de la solution à 2 Etats

1 – Le « demi-palestinien » : comment relativiser un peuple ?

Rappelez-vous :

On nie d'abord totalement le palestinien ... Ça ne passe pas !

Alors, on réinvente le « juif » et on essentialise l'« arabe ». Mais cela n'est pas suffisant pour le délégitimer définitivement en tant qu'ayant-droit !

Il faut donc alors le délégitimer autrement en le déshumanisant et en en faisant un être intrinsèquement hostile.

Mais toutes ces solutions « totales » n'ont pas réussi à cacher la réalité de ce peuple indigène. Ainsi, si la bonne conscience est une chose (voir notre première partie de la « *genèse de la solution à 2 Etats* »), le terrain en est une autre :

« Certes, nous sommes légitimes ici mais qu'est-ce qu'on fait des arabes qui sont là ? » fut une des grandes problématiques sionistes du 20^{ème} siècle.

Effectivement, que faire ? Que faire devant l'impossibilité de nier radicalement les non-juifs de Palestine, devant l'impossibilité de les délégitimer totalement ni même de les déshumaniser définitivement et encore moins de les éliminer complètement !! Bref, que faire devant l'inefficacité des solutions totales ?

Et bien, on passe aux solutions partielles, pardi !

Puisqu'on ne peut pas occulter totalement ces non-juifs, on va essayer de « faire avec ». Comment ? En mettant en œuvre la construction de leur identité « *de manière compatible avec l'existence d'Israël en tant que patrie du peuple juif* », dixit l'ensemble de l'establishment sioniste !

Et cela va passer par l'idée de la « cantonisation ». Les non-juifs pourront ainsi revenir mais uniquement dans des morceaux définis qui

représentent 22% du territoire. Dorénavant, le « palestinien » devient le non-juif de Palestine dont la patrie se cantonne à la région de Cisjordanie et à une bande de terre autour de la ville de Gaza... et surtout, pas ailleurs en Palestine.

Ainsi, après avoir tenté dans un premier temps de l'« effacer » en l'expulsant et le niant dans sa légitimité, on le reconnaît maintenant mais « à moitié » (ou à 22% pour être plus précis).

Les morceaux de territoires cédés pourront s'appeler ensuite « Etat Palestinien » !

Comme l'explique Omar Barghouti, concernant cette « solution à 2 Etats », « *elle n'a jamais constitué en soi une solution morale (...). Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire par l'application méticuleuse de la résolution 242, elle aurait répondu à la plupart des droits légitimes de moins d'1/3 du peuple palestinien sur moins d'1/5 de leur terre ancestrale. Plus de 2/3 des Palestiniens, les réfugiés et les citoyens palestiniens en Israël, ont été, de façon douteuse et bornée, effacés de la définition de l'appartenance palestinienne. Une telle exclusion ne peut que garantir la perpétuation du conflit* ». ³³

La reconnaissance d'une semi-légitimité palestinienne est une autre façon de ne pas le reconnaître. Il faut bien comprendre que Rabin et la gauche israélienne n'ont reconnu le fait palestinien que de façon conditionnelle pour mieux le nier dans sa légitimité sur l'ensemble de la Palestine.

Toujours, nous voyons le juif national-sioniste refuser le retour du non-juif, nié dans son droit à vivre pleinement sur toute l'étendue du pays.

C'est la base idéologique sous-tendue par la solution des 2 Etats séparés !

³³ Omar Barghouti, « Une humanité relative », article sur Znet, 16 décembre 2003

Réflexions : une nouvelle patrie compatible

Nous pouvons lire dans l'article 5 de la proposition de Taba, du 23 janvier 2001, l'avancée la plus grande que n'est jamais faite la partie israélienne envers les gens qu'ils ont expulsés. Voilà ce qu'elle dit :

« En conséquence, la solution au problème des réfugiés doit exprimer les besoins et les aspirations de ces réfugiés,...

... en tenant compte des réalités depuis la guerre de 1948-1949.

Ainsi, le désir de retour devra être mis en œuvre ...

... d'une manière compatible avec l'existence de l'Etat d'Israël patrie du peuple Juif, ... et la création de l'Etat de Palestine, patrie du peuple palestinien. »

Voilà donc un nouvel Etat de Palestine, sur seulement 22% de cette fameuse Palestine...

... Etat infime qui ne se veut rien de moins que la « patrie du peuple palestinien » !!...

... une nouvelle patrie donc pour les non-juifs, originaires pourtant d'ailleurs, en territoire israélien...

... et qui n'ont peut-être jamais mis les pieds dans cette patrie de Cisjordanie qu'on leur vend,...

... une patrie censée répondre à « leurs besoins et leurs aspirations » certes,...

... mais avant tout devant être « mise en œuvre d'une manière compatible » avec l'envie des juifs – qui les ont chassés – de vivre sans eux.

Bref, une patrie censée répondre à des aspirations auxquelles elle ne peut pas répondre et auxquelles elle ne répond tout simplement pas.

Comprenez-vous le mépris ?

2 – Le « paria palestinien » : comment se débarrasser du peuple palestinien ?

Itzhak Rabin, décidément très inspiré, trouve donc la nouvelle solution : donner un petit morceau de « terrain juif » aux palestiniens en espérant qu'ils se calment et surtout ne se mélangent pas à eux.

Il s'agit bien d'un argument à la fois sécuritaire et ségrégationniste d'ordre existentiel.

Son slogan publicitaire est: « la terre contre la paix ». Mais il faut comprendre « on vous sous-loue un peu de terre et fichez-nous la paix » !

Il faut aussi le comprendre comme : donner un peu pour qu'ils ne demandent plus beaucoup, soit les faire vivre sur 22% pour qu'ils ne pensent plus à vivre sur l'ensemble de la Palestine.

Génial, non ?

Bien sûr, il existe également d'autres arguments - économique notamment - mais restons sur l'argument existentiel qui nous ramène au cœur du conflit.

En fait, cette idée « généreuse » et « courageuse » n'est pas l'œuvre unique de Rabin. Beaucoup de politiciens israéliens de gauche déjà avertissaient que sans une nette séparation avec les non-juifs de Palestine, le résultat final serait :

- soit un État binational = disparition du caractère juif d'Israël (C'est-à-dire la disparition du postulat n°1 du national-sionisme)
- soit un État d'apartheid = fin de la démocratie israélienne (C'est-à-dire la fin de l'atout-vitrine n°1 du national-sionisme).

Et Michel Warshawski nous explique la suite :

« Soit la situation d'apartheid devenait définitive, et Israël ne pouvait plus prétendre être un état démocratique, ...

... soit l'Etat d'Israël acceptait le principe d'égalité entre Israéliens et Palestiniens, et c'en était fini de l'Etat juif.

Il fallut donc trouver une troisième solution : ce serait la séparation.

Le processus ouvert par la Déclaration de principes d'Oslo, en 1993, se base sur la reconnaissance mutuelle de l'Etat d'Israël et du mouvement national palestinien, et sur l'acceptation mutuelle du principe de partition. »³⁴

La solution des 2 Etats correspond à cette vision ségrégationniste consistant à donner un peu pour ne pas avoir à permettre aux non-juifs de revenir se mélanger aux juifs.

Yehoshua, encore un autre grand écrivain pacifiste, montre bien dans son discours cette envie national-sioniste de se débarrasser des non-juifs de Palestine :

« Seul le droit au retour représente un casus belli aux yeux de chaque israélien », nous apprend-t-il.

Et il insiste : *« en fait, les Palestiniens qui s'obstinent dans ce droit au retour absurde ne veulent pas la paix mais la justice ».*

Entendez-vous l'un des présupposés de la solution des 2 Etats séparés ?

Le droit du non-juif palestinien à vivre dans son propre pays est une absurdité !

Que dis-je, la seule idée de leur présence en soi sur le sol israélien (leur propre pays) est une déclaration de guerre !

Le non-juif palestinien doit reconnaître envers et contre tout le caractère juif du pays qui pourtant l'a vu naître et que ses ancêtres cultivent pourtant aussi depuis des générations.

Et la communauté internationale compatit à la peur existentielle du juif en sommant les Palestiniens d'oublier leur pays et de signer au bas d'un bout de papier que la terre de Palestine, ou du moins 78% de celle-ci, est devenue « juive » et ceci à tout jamais !

³⁴ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p79

La solution à 2 Etats vient donc de la phobie du mouvement national-socialiste de vivre sous une souveraineté autre que celle du « peuple élu ».

Un peu comme le mouvement national-socialiste allemand ne supportaient pas de partager la souveraineté avec d'autres « races » que celle des aryens...

« Nous ici, eux là-bas » dirait Ehud Barak³⁵.

³⁵ Homme politique israélien de gauche et ancien premier ministre. Slogan de sa campagne présidentielle de 1999.

Extraits : discours sur le chacun chez soi

1937

(La Commission Peel)

Ben Gourion, 1936

« S'il est légitime de déplacer un Arabe de Galilée vers la Judée, pourquoi serait-il impossible de déplacer un arabe de Hébron vers la Transjordanie, qui est beaucoup plus proche ? Il y a là-bas de grands espaces de terres libres, alors que nous sommes surpeuplés ici... »³⁶

Moshé Shertok, 1937

« De nombreuses hypothèses ont été formulées par la Commission (Peel), (...) Parmi ceux-là, je nommerai la question du transfert des populations. Non seulement la Commission ne voit rien de mal dans le fait de déplacer des gens qui ont vécu ici depuis de nombreuses générations, mais elle dit aux Arabes que s'il y a un besoin de les voir partir, ils doivent partir. »³⁷

1937-1938

(L'esprit d'Oslo avant l'heure)

David Ben Gourion, 1937

« Malgré l'exiguïté du territoire offert à l'Etat juif, il y a dans les propositions de la Commission la possibilité de transférer les populations arabes, avec leur consentement sinon de force, et donc d'élargir la colonisation juive [...] La Commission ne suggère pas la dépossession des Arabes ; elle plaide pour leur transfert et leur installation dans un Etat arabe. [...] Jusqu'à maintenant, nous n'avons pu nous installer qu'en transférant des populations. [...] La différence fondamentale avec la proposition de la Commission, c'est que désormais le transfert aura lieu sur une plus grande échelle, entre le territoire juif et le territoire arabe. »³⁸

³⁶ Ben Gourion, 1936, à la veille de l'arrivée de la Commission Peel. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p20

³⁷ Moshé Shertok, 5 juin 1937. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p21

³⁸ David Ben Gourion. Congrès international des Ouvriers de Sion, Zurich, 29 juillet-7 août 1937. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p22

Eliezer Kaplan, dirigeant sioniste, 1937 - né en Biélorussie

« Je n'entrerai pas ici dans le détail de la question du transfert des Arabes. Mais il n'est pas juste de comparer cette proposition à la proposition d'expulser les juifs d'Allemagne, ou de tout autre pays. Il ne s'agit pas ici d'expulsion, mais du transfert organisé d'un certain nombre d'Arabes d'un territoire destiné à faire partie de l'Etat juif vers un autre lieu situé sur le territoire de l'Etat arabe... »³⁹

Selig Eugen Soskin, fonctionnaire sioniste, 1937

« J'insiste donc sur le transfert obligatoire de la totalité de la population arabe rurale de l'Etat juif vers l'Etat arabe. Il s'agit là d'un pas préliminaire à la construction de l'Etat juif... ».⁴⁰

Shmuel Zukhovitsky, dirigeant sioniste, 1938

« Je suis convaincu qu'il sera tout à fait impossible d'accomplir le transfert sans coercition. Je ne vois dans cette mesure rien d'immoral. Je veux aider les juifs à rejoindre l'Etat juif et je veux aider les arabes à rejoindre l'Etat arabe. »⁴¹

³⁹ Eliezer Kaplan, idem. Dirigeant du Mapaï, membre de la direction de l'Agences dans le premier gouvernement de Ben Gourion. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p22

⁴⁰ Selig Eugen Soskin, au 20^{ème} Congrès Sioniste, 9-11 août 1937. Longtemps directeur du département des terres du Fonds national juif, Soskin était proche de la fraction révisionniste de Jabotinsky. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p24

⁴¹ Shmuel Zukhovitsky (« Zakif »), réunion de l'exécutif de l'Agence juive, 7-12 juin 1938. Spécialiste des questions agricoles, Zukhovitsky fut membre du parti des Sioniste généraux (centriste libéral). Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p26

3 – La paix oui ! Mais surtout pas la justice !

Mais la véritable avancée du droit se trouve dans la dernière phrase de Yehoshua : demander justice est dorénavant un délit voire un crime pour un arabe ! En effet, il s'offusque du fait que les arabes « *ne veulent pas la paix mais la justice* » !

Mais alors ? Puisque le fait de vouloir la justice est un crime pour les arabes, pourquoi empêcher la droite israélienne de finaliser le transfert débuté en 1948 ?

Pourquoi la communauté internationale s'entête à réclamer un peu de justice pour les arabes des Territoires alors que cela entraîne une absence de paix ?

Ne lit-on pas sur certaines banderoles israéliennes : « transfert = paix » ? N'est-ce pas ce que demande Yehoshua et avec lui toute la gauche israélienne ? La paix mais sans la justice ?

Et bien, ça tombe bien, c'est exactement ce qu'offre la solution de l'expulsion ou de l'extermination des arabes de Cisjordanie et de Gaza ! « Pas d'arabes, pas d'attentat » affirmait à bon escient une banderole israélienne. Et « pas d'attentat » signifie « la paix ». Et mieux encore : « la paix et sans la justice ».

Que demande Yehoshua et le peuple national-sioniste !

Dans cet ordre d'idées, je ne comprends pas pourquoi l'Europe se mobilise encore pour reconnaître le droit aux arabes palestiniens à avoir un Etat viable ?

Puisqu'on leur refuse la justice en Israël, pourquoi se fatigue-t-on à la leur donner en Cisjordanie ?

En fait, revenir à la justice, c'est reconnaître l'illégitimité de toute l'entreprise sioniste en Palestine. Comprenez ! Si l'argument des israéliens comme quoi la partition de la Palestine n'était pas faite au détriment des habitants non-juifs de l'Etat d'Israël, pourquoi aujourd'hui refusent-ils leur retour ?

En prédisant l'expulsion des palestiniens par les sionistes bien avant la guerre de 1948, Hannah Arendt « a montré que ce n'est pas le refus du plan de partition par les palestiniens qui a entraîné leur expulsion, mais que celle-ci faisait intrinsèquement partie du plan lui-même. L'expulsion procédait du plan de partition tel que l'entendaient les dirigeants sioniste, et non du refus des arabes » relève pertinemment Raz-Krakotzkin.⁴²

Regardez encore ce qu'il ajoute : « Lorsqu'aujourd'hui, des personnalités comme l'écrivain Amos Oz assimilent l'exigence palestinienne de discuter la question du retour des réfugiés à un refus du plan de partition, elles font précisément ressortir ce qui se déduit de l'analyse précoce d'Arendt : pour ces intellectuels, le plan de partition signifie encore aujourd'hui l'expulsion ».

Donc, accepter la partition de la Palestine, c'est-à-dire la création d'Israël comme Etat des juifs, c'est accepter la politique d'expulsion planifiée et d'émigration forcée mises en œuvre par le mouvement sioniste.

Amos Oz et les intellectuels pacifistes israéliens de gauche le savent et l'avouent en combattant le droit au retour d'une famille palestinienne dans sa maison.

Le plan de partition signifie bien expulsion : « Ils refusent seulement d'en prendre la responsabilité »⁴³

Jusqu'à aujourd'hui, il y a eu un refus catégorique d'Israël de laisser les « expulsés » revenir chez eux. Il n'y a jamais eu même de quelconque dédommagement pour les biens volés aux palestiniens et récupérés par l'Agence juive.

La solution des 2 Etats, c'est vouloir enterrer la justice !

⁴² A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p166

⁴³ A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p166

Ce n'est pas ma faute

Procureur Général HAUSNER. – Vous me confirmez qu'en pratique, ce que vous faisiez en Autriche à l'époque consistait en l'expulsion forcée des juifs ?

EICHMANN. – C'était une émigration contrôlée et méthodique. Je regrette que ce principe n'ait pu être maintenu durant la guerre et jusqu'à sa fin.

P.G. HAUSNER. – Est-il exact que vous avez déclaré, page 736, qu'il s'agissait d'une « émigration forcée » ?

EICHMANN. – L'émigration forcée signifiant l'émigration accélérée, oui.

P.G. HAUSNER. – Et au cours d'une telle émigration, les juifs perdaient leurs biens, puisqu'ils ne pouvaient rien emporter avec eux. C'est bien ça ?

EICHMANN. – C'est exact, mais ce n'est pas ma faute.

P.G. HAUSNER. – En tout état de cause, les juifs n'ont jamais récupéré un centime de leur argent. N'est-ce pas ?

EICHMANN. – C'est fâcheux, mais ce n'est pas ma faute ». ⁴⁴

Procès du criminel de guerre nazi Adolph Eichmann

⁴⁴ Rony Brauman et Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p113

Deuxième Conclusion

Après avoir montré la tentative sioniste d'occulter le droit des non-juifs de Palestine à vivre chez eux, et même leur réalité, nous avons vu dans ce deuxième point que, face à la difficulté d'actualiser sur le terrain leur obsession négatrice de cette population indigène, le national-sionisme se tournera vers une solution partielle dans le but d'obtenir un semblant de paix ou du moins une respectabilité internationale.

La demi-solution se résume à ceci :

« D'accord pour que des non-juifs possèdent une souveraineté sur la Terre Sainte mais uniquement sur un petit morceau de terrain... »

« Ils pourront l'appeler « Etat Palestinien » s'ils le veulent... »

« Mais qu'ils oublient la possibilité de retourner dans leurs foyers sur le reste du pays ! »

c. Qu'est-ce que la solution à 2 Etats ?

1 – La solution de ne jamais choisir

Bien que la paix sans la justice soit un concept défendu dans les couloirs de l'ONU dans le conflit israélo-palestinien, il s'avère que l'être humain qui la subit – cette paix injuste – ressent un certain mal-être.

Et cela, les nationaux-sionistes n'arrivent pas à le comprendre.

Déjà en 1917, fraîchement débarqués d'Europe, ils ont l'idée d'établir pacifiquement des colonies pour, à terme, établir – pacifiquement toujours – une souveraineté juive exclusive... sans jamais penser que cela pouvait être mal interprété par les autres habitants – eux aussi pacifiques à ce moment-là – du pays.

Lorsqu'enfin, ayant atteint 30% de la population, ils obtinrent par diverses pressions diplomatiques d'obtenir 55% du pays, quelle surprise ne fut pas la leur de voir un « mal-être » arabe s'élever face à leur entreprise pacifique de colonisation !!

Ils se défendirent donc et en profitèrent pour expulser 85% de leurs voisins non juifs et s'emparer de 78% du territoire. Depuis, ayant toujours refusé de laisser les expulsés revenir (normal, ce sont des expulsés), ils ne comprennent toujours pas pourquoi les gens de la région ne les aiment pas trop !

En 1967, faisant toujours face à une turbulence « irrationnelle » dans la région, ils profitèrent de la situation pour terminer l'occupation des 100% de la Palestine.

Pensez-vous que le « mal-être » palestinien se soit alors dissipé ?

Non, bien sûr ! Et Israël a raison de croire qu'on ne l'aime toujours pas !

Et d'ailleurs la question de savoir si les non-juifs - dont il a nié la réalité nationale - l'aiment ou non, ne l'intéresse pas ! La question est pour Israël plus pragmatique : « que faire des non-juifs qui n'ont pas pu être expulsés plus loin encore que le fleuve du Jourdain » ?

Deux solutions se sont offertes à eux :

– D’abord, annexer les nouveaux territoires. Mais cela aurait fait trop d’arabes dans un pays - certes démocratique - mais censé être juif quand même.

– Ou alors, se retirer et abandonner l’idée de coloniser encore pacifiquement de nouveaux territoires. Mais cette dernière solution manquait trop d’authenticité national-sioniste !

Qu’ont-ils choisi alors ? ... De ne pas choisir pardi !

Voilà comment est née l’idée de l’occupation perpétuelle accompagnée d’une colonisation insidieuse ... mais attention, toujours pacifique !

Lorsqu’en 1987, l’Intifada éclate et révèle la honte de l’occupation, Israël est sommé de choisir de nouveau :

– soit se retirer : option toujours impensable, « sionistement » parlant (voir la courbe des constructions de colonies incessantes - quoique pacifiques – depuis 1881 !!!).

– soit continuer une occupation provisoire qui nuit à son image.

– soit toujours, la tentation de l’annexion. Tentation très dangereuse car cela impliquerait de vivre avec beaucoup trop d’arabes.

Qu’ont-ils décidé ? De ne pas décider pardi ! Ce fut donc le début d’un processus de paix (une sorte de paix partielle et provisoire) avec des étapes intermédiaires partielles et provisoires !!

Elias Sanbar, intellectuel palestinien, nous rappelle ainsi qu’« au moment de la conférence de Madrid, en 1991, Henry Kissinger (...) conseillait au premier ministre israélien de l’époque, Itzhak Shamir, d’aller à Madrid et d’entamer une négociation qui ne se terminerai jamais. « Je vais négocier pendant dix mille ans », affirmait Shamir ».

Et, conclut Elias Sanbar, « *la tactique israélienne n'a pas changé d'un iota* »⁴⁵.

Un peu comme le système des bantoustans en Afrique du Sud qui prévoyait que :

« Tous les noirs devaient dépendre administrativement d'une réserve. La loi prévoyant que ces réserves deviendraient à terme autonomes puis plus tard indépendantes » !

Ainsi, Mustapha Barghouti, militant palestinien, montre les blocages imposés par l'idéologie national-sioniste :

*« Si nous sommes d'accord pour une solution à deux Etats, on nous propose des bantoustans. Et si nous disons que dans ces conditions, nous préférons un Etat unique et démocratique, alors nous sommes accusés de vouloir détruire Israël. »*⁴⁶

En réalité, le développement potentiel d'une société palestinienne dynamique en Cisjordanie et à Gaza, couplé avec la croissance et le dynamisme d'une forte minorité palestinienne en Israël, où il existe 20% d'arabes, est un danger pour le national-sionisme et son objectif d'Etat juif ainsi que son postulat d'une Palestine à caractère « juif » par essence.

La colonisation ne peut donc pas s'arrêter ... et l'envie de transférer les arabes non plus⁴⁷ !

Conclusion, il ne peut y avoir 2 Etats car cela implique un Etat palestinien viable qui aboutirait presque inéluctablement à une réunification de la Palestine et dévoilerait à terme la mauvaise foi des

⁴⁵ Elias Sanbar, interviewé dans « Politis », numéro spécial, mars-avril 2010, p4.

⁴⁶ Mustapha Barghouti, « Rester sur la montagne », Editions La Fabrique, France, mars 2005, p66-67

⁴⁷ Voir les résultats électoraux plus qu'honorables d'Avigdor Lieberman, l'immigrant russe adepte du transfert des arabes de Galilée. Le problème des immigrants juifs en Israël – et c'est une constante – est que plus ils viennent de loin et sont récents dans le pays, plus ils ont envie de chasser les autochtones le plus loin possible et de la manière la plus rapide possible.

nationaux-sionistes qui devront une fois encore provoquer des expulsions pour assouvir leur ségrégationnisme.

Donc, les nationaux-sionistes vivent dans l'angoisse perpétuelle d'un retour des non-juifs palestiniens dans l'histoire !

La paix n'est donc pas souhaitable tant que les arabes de Palestine ne se fondent pas dans les pays arabes alentours et par là même mettent un terme à l'existence des palestiniens en tant que fait national. Le développement d'une société palestinienne dynamique au cœur du territoire « disputé » fait craindre le pire.

Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ? Comme la « paix à 2 Etats » n'est pas possible et que l'« apartheid dans 1 Etat » n'est pas défendable, il reste un entre-deux : un « processus de paix à 1,5 Etat ».

Et oui, l'Israël/Palestine sera désormais formé d'un Etat (Israël) et demi (Palestine).

Rien de plus logique à ce que le « demi-palestinien » habite dans un « demi-Etat » !

Le faux espoir des 2 Etats n'est qu'un moyen utilisé par la diplomatie israélienne pour gagner du temps. Israël le sait et ne cherche par le processus de paix qu'une seule chose :

« Un peu de terre contre un peu de répit ».

Extraits : discours sur la transition perpétuelle

1937-1938

(Penser déjà au transitoire)

Moshé Shertok, 1937

« En outre, la réaction arabe serait certainement négative, puisque qu'ils perdraient presque tout, sans presque rien à y gagner.

Au contraire de nous, ils perdraient totalement cette partie de la Palestine qu'ils considèrent comme un pays arabe et qu'ils luttent pour préserver en tant que tel.

Ils perdraient la partie la plus riche de la Palestine ...

(...) Cela signifierait qu'on les jette au désert.

Un territoire pour l'état juif avec moins de sujets arabes nous faciliterait les choses, mais représenterait aussi pour nous un lit de Procuste,...

... tandis qu'un plan basé sur l'expansion dans un territoire plus étendu signifierait encore plus de sujets arabes dans le territoire juif. »⁴⁸

⁴⁸ Moshé Shertok, 22 avril 1937. Shertok, plus tard Sharett, fut le directeur du département politique de l'agence juive puis ministre des Affaires étrangères de l'Etat d'Israël. Il a été Premier ministre en 1953-1954, au cours d'un bref intermède marqué par la « fausse sortie » de Ben Gourion. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p21

Moshé Shertok, 1938

« Le problème critique, c'est le régime parlementaire dans l'Etat juif, et la période de transition pour y parvenir... Il faut établir une institution de gouvernement provisoire, dont l'une des fonctions sera de préparer le régime parlementaire ...

... C'est également pendant cette période de transition que nous pourrons savoir qui sont les Arabes qui accepteraient de demeurer en tant que citoyens de l'Etat juif, et leur nombre sera certainement plus petit que ce que nous imaginons aujourd'hui ...

... En réduisant le nombre des Arabes d'une part, et en organisant l'immigration juive pendant la période de transition d'autre part, nous pourrons garantir une majorité juive absolue dans un régime parlementaire ». ⁴⁹

Fin de la guerre de 1948

(Conférence de paix de Lausanne)

Elias Sasson

« Les 5 mois de travail que j'ai passé à Lausanne m'ont enseigné que toute médiation étrangère [...] devra, même avec les meilleures intentions, nous demander des concessions sur les questions des réfugiés, des frontières et de la paix - ce à quoi nous devons absolument résister » ⁵⁰

« (Israël) n'a pas besoin de courir après la paix, l'armistice nous suffit. Si nous recherchons la paix, les Arabes nous demanderont d'en payer le prix - frontières ou réfugiés, ou les deux. Attendons quelques années » ⁵¹

⁴⁹ Moshé Shertok, réunion de l'exécutif de l'Agence juive, 7-12 juin 1938. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p26

⁵⁰ Elias Sasson à Moshé Sharett, ministre des affaires étrangères. Extrait tiré de « Le Péché Originel d'Israël », Dominique Vidal, éditions de l'atelier, p143

⁵¹ Elias Sasson à Moshé Sharett, ministre des affaires étrangères. Extrait tiré de « Le Péché Originel d'Israël », Dominique Vidal, éditions de l'atelier, p144

2 – Vers la « bantoustanisation » : « un peu de terre contre un peu de répit »

L'impasse dans laquelle se retrouve le national-sionisme, et qui rend ses adeptes si indécis, est au départ très théorique et se joue dans leur tête.

Voici à peu près l'idée : si finalement, le droit absolu de souveraineté exclusif sur la Palestine n'est plus si inaliénable que cela pour pouvoir le donner à des arabes sur 22% du territoire, alors pourquoi le droit de « judaïté » sur les autres 78% ne pourrait-il pas être remis en cause ?

Cette idée, les sionistes ont peur qu'elle n'émerge inconsciemment dans la tête des gens et qu'elle ne remette en cause à terme leur légitimité sur le territoire actuel d'Israël.

Ne croyez pas que c'est de la rhétorique ! C'est vraiment comme cela qu'ils pensent et c'est sur cette base notamment que se construit leur vision du processus de paix.

Comprenez ! Si finalement, la règle du jeu, c'est que les morceaux où les arabes sont majoritaires n'entrent plus dans le droit inaliénable du peuple juif, alors la Galilée, province d'Israël à majorité arabe a des chances de se voir exclure du droit de « judaïté » et de perdre son caractère juif inaliénable !

Il n'y a aucune raison pour que la Galilée ne puisse pas demain être disputée comme la Cisjordanie - terre pourtant incontestablement biblique⁵² - l'est aujourd'hui. Deux solutions existent pour contourner cette première impasse :

Solution de droite : le transfert des arabes pour qu'il ne soit plus la majorité nulle part. Irréalisable en l'état. Passons !

Solution de gauche : en fait, les morceaux dont on parle restent des terrains « juifs » mais sous « autorité palestinienne » – à ne pas confondre avec « souveraineté palestinienne » !

⁵² Contrairement à la bande de Gaza qui peut être abandonnée et qui est ingérable avec ces 1 500 000 arabes pour 8000 colons juifs qu'on a eu peine à installer en presque 40 années de colonisation (je parle en 2005).

Dit autrement, le peuple juif sous-traite à des non-juifs qui vivent sur leurs terres ancestrales la gestion administrative et policière des endroits remplis (malheureusement) de non-juifs – des arabes en l’occurrence !

Yossi Beilin, un des principaux architectes du processus de paix, témoigne :

« Pour Rabin, ne pas discuter au sujet d’un accord définitif était un choix politique... ».

Quant à Shimon Pérès :

« Un Etat Palestinien à Gaza avait sa préférence. En Cisjordanie, il voyait un gouvernement conjoint entre Israël, la Jordanie et l’Etat Palestinien installé à Gaza ».

A aucun moment, donc, la gauche israélienne ne se voyait clairement remettre une souveraineté pleine et entière aux palestiniens sur les 22 petits % de terre correspondant à la ligne d’armistice de 1967.

Peut-être n’arriverez-vous plus à suivre, mais même le « demi-palestinien » avec son « mini-Etat » était également trop demander ! Israël n’a donc jamais rien reconnu sinon une Autorité palestinienne, et ceci pour n’avoir jamais à reconnaître un Etat palestinien, et surtout pas en Cisjordanie !

On en arrive exactement aux conclusions des ségrégationnistes blancs d’Afrique du Sud : les non-juifs palestiniens, à l’image des noirs sous l’apartheid, n’ont de légitimité que s’ils sont parqués dans des petits bantoustans sans autre attribution que des pouvoirs administratifs et policiers, ... surtout policiers d’ailleurs !

Mustapha Barghouti, vivant depuis à l’intérieur de cette réalité et subissant avec tous les palestiniens les conséquences des accords d’Oslo s’emporte :

« L'idée de vendre la sécurité contre la paix, l'idée que l'Autorité palestinienne va pouvoir opprimer son peuple pour maintenir par la force la sécurité d'Israël, cette idée est inacceptable. »⁵³

Voilà la solution miracle que la communauté internationale veut nous vendre, à nous, citoyens du monde !

⁵³ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p28

Réflexions : sur la compatibilité

Il ne suffisait donc pas que la « patrie du peuple palestinien » soit compatible avec « le droit des juifs de vivre entre eux » sur la majorité du territoire de Palestine.

Il fallait aussi que cette nouvelle patrie soit compatible avec la nécessité d'une suprématie israélienne et d'une domination juive sur l'ensemble du territoire du Grand Israël dans lequel s'insèrera dorénavant cette « patrie pour non-juifs » en Terre Sainte.

Bref, un nouveau « logiciel » palestinien qui soit compatible avec le « système d'exploitation » juif !

3 – Le processus de « paix violente » : un vainqueur et un vaincu

Regardez ! De la négation du peuple palestinien à leur expulsion en passant par leur délégitimation et leur déshumanisation pour finalement arriver à leur relativisation et à leur ségrégation, nous aboutissons aux accords d'Oslo et au principe de partition ethnique.

Et, même cette partition raciste qui ne dit pas son nom n'a pas amené à la coexistence de deux Etats séparés et ethniquement homogènes mais à une situation pure d'apartheid. Ce qui semble être la conséquence logique du dilemme national-sioniste : toute la Palestine est Israël mais tous ses habitants ne peuvent en être les citoyens !

Et voilà la situation que cela a donnée :

- ceux des non-juifs que l'on a expulsés ...

* ... sont expulsés à jamais : ce sont les Palestiniens de l'extérieur.

- ceux qu'on n'a pas réussis à faire partir sont ...

* ... soit parqués dans des réserves à notre périphérie : ce sont les Palestiniens des Territoires,

* ... soit alors restent à la marge de notre société : ce sont les Palestiniens d'Israël.

Pensez-vous que les non-juifs de Palestine ont accepté cela de gaieté de cœur. Bien sûr que non ! Ce n'est pas le goût de la bohème qui les a poussés à vivre sous des tentes et ce n'est pas le masochisme ou une idée haute de la cohésion nationale qui les a fait accepter de s'entasser par millions sur seulement 22% de leur pays.

Israël a imposé l'accaparement de la terre aux consciences palestiniennes brisées.

Il ne faut pas se leurrer ! Le Fatah d'Arafat a accepté le principe de deux Etats par dépit, par cupidité ou par calcul ! Même si le désir de paix a pu être sincère.

Pour les palestiniens de la rue, ils sont pour moitié résignés, et pour moitié révoltés contre cet Israël qui leur nie le droit de vivre au cœur de leur patrie.

Cette paix des 2 Etats n'est qu'une trêve imposée par la force israélienne et avalisée par la faiblesse palestinienne.

Ainsi, la solution à 2 Etats – comprenez 10 millions d'arabes palestiniens à qui l'on donne 22% du territoire pour exercer leur prétendue souveraineté et 5 millions de juifs en partie natifs israéliens, en partie fraîchement débarqués à qui l'on en donne 78% – est la conclusion de la prise de force nationale-sioniste.

Les palestiniens vivent dans la frustration perpétuelle et elle ne peut les quitter, leur pays s'offrant toujours devant eux à portée de main mais habités par d'autres, qui sont en plus ceux-là même qui les ont chassés.

En continuant de la sorte, il n'est pas possible que le « mal-être » dont nous avons parlé quitte les palestiniens et que leur violence cesse.

Et comme Israël craint qu'un Etat palestinien ne prélude à une revivification de la nation palestinienne dans la région et ne signe à terme la fin de l'exclusivité juive sur la Terre Sainte, il n'a pas d'autre choix que d'empêcher l'existence d'un état viable.

Les israéliens savent que leur territoire a été consommé par la force et craignent qu'on ne veuille le leur reprendre par la force ! D'où, cette colonisation à outrance et toute la violence et l'inimitié qu'elle engendre !

De cela – un processus de paix violent – Israël se contente en attendant de voir comment imposer aux palestiniens leur bantoustanisisation (solution de gauche) ou alors procéder à leur transfert d'une manière ou d'une autre (solution de droite).

La solution des 2 Etats séparés apporte une fausse paix et ne règle pas les tensions fondamentales nées de la contradiction première de l'idéologie nationale-sioniste : imposer une souveraineté juive dans un environnement non juif.

Toujours ce fameux « problème israélien » !

Et toujours, ce refus international de le régler... et qui fait traîner le conflit...

Maintenant, après tout ce que nous venons de démontrer, je ne comprends pas les aboiements hystériques des « pacifistes », « modérés » et autres « partisans de la paix » israéliens lorsque la solution à 2 Etats est décrite pour ce qu'elle est : la concrétisation de la négation du palestinien et la victoire du ségrégationnisme juif.

Leur seul argument est de dire que 2 Etats séparés, c'est la solution de la paix !

Peut-être. Mais l'une n'empêche pas l'autre. La solution d'expulsion continuelle suivi du parquemet des indiens dans des réserves a également amené la paix aux Etats-Unis. Vous voyez, une solution de paix peut être aussi une solution d'injustice et de négation de l'être humain et de ses droits fondamentaux !

Donc, vous pouvez bien crier à tue-tête autant que vous le souhaitez que les palestiniens doivent accepter cela parce qu'ainsi ils acceptent la paix, ils n'oublieront pas que la solution à 2 Etats, c'est aussi et avant tout ce qu'en a dit Moshe Yaalon, chef d'État-major de Tsahal en 2002 en réponse à la question suivante du journaliste Shavit :

Shavit : *« Avez-vous une définition de la victoire ? L'objectif d'Israël dans cette guerre est-il clair pour vous ? »*

Ya'alon : *« je l'ai définie depuis le commencement de la confrontation : l'enregistrement au plus profond de la conscience (« the very deep internalization ») par les Palestiniens que terrorisme et violence ne nous vaincront pas ni ne nous feront plier ».*

Comprenez *« nous vous avons chassés et vaincus et toute résistance ne sert plus à rien »*. Et surtout, comprenez-le au plus profond de votre conscience !

C'est exactement cela Oslo et la solution des 2 Etats séparés sans droit de retour des expulsés !

Extraits : discours sur la force

Années 30

(La force dans les têtes)

David Ben Gourion, 1936

« Qu'est-ce qui pourrait pousser les Arabes à une entente mutuelle avec nous ?... Les faits... C'est seulement lorsque nous serons parvenus à établir un grand fait juif accompli dans ce pays... C'est seulement alors qu'existera la condition préalable à toute discussion avec les Arabes. »⁵⁴

Yossef Bankover, militaire sioniste, 1937

« Pour ce qui est du transfert obligatoire, je tiens à dire qu'en tant que membre du kibboutz Ramat Ha-Koesh, je serais très heureux d'être débarrassé du plaisant voisinage des gens de Miski, Tirah et Qalqiliya. (...) Mais peut-on espérer que les Arabes acceptent cela de leur plein gré ? Quelles considérations politiques, économiques ou nationales pourraient bien les forcer à s'installer dans la Transjordanie misérable ? A abandonner le territoire fertile de l'Etat juif ? »⁵⁵

Y. Idelson, dirigeant sioniste, 1937

« Pourquoi les Arabes abandonneraient-ils de bonnes terres ? Pourquoi abandonneraient-ils une bonne situation sur le marché et des travaux lucratifs pour s'en aller vers des lieux incertains où commencerait un long chapitre de souffrances ? D'autant plus que pour le paysan, la terre n'est pas un facteur occasionnel : il y a de profondes racines. Quelle force l'obligera à la quitter ? »⁵⁶

⁵⁴ David Ben Gourion, 1936. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p19

⁵⁵ Yossef Bankover, Congrès international des Ouvriers de Sion, Zurich, 29 juillet-7 août 1937. Bankover fut le fondateur du mouvement kibboutznik Ha-Meuhad et membre de la direction de l'armée de la Haganah. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p22

⁵⁶ Y. Idelson, Congrès international des Ouvriers de Sion, Zurich, 29 juillet-7 août 1937. Idelson était un membre de la direction du Mapaï. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p23

Eliahou Ha-Carmeli, dirigeant sioniste, 1937

« Même si nous voulons examiner cet échange à l'aune de n'importe quel programme socialiste, nous serons totalement justifiés. Et même si cela se fait sous le régime de la coercition - toutes les entreprises morales ne sont-elles pas placées sous le signe de la coercition ? - nous aurons raison, et nous serons dans notre droit. (...) Il n'y a ici aucune provocation. C'est un programme logique et juste, moral et humain dans tous les sens. »⁵⁷

David Ben Gourion, 1937

« Nous devons expulser les Arabes et prendre leur place. Et si nous devons faire usage de la force -non pas pour déposséder les Arabes du Néguev et de Transjordanie, mais pour garantir notre propre droit à coloniser ces régions -, nous avons la force requise à notre disposition. »⁵⁸

⁵⁷ Eliahou Ha-Carmeli (« Lulu »), Congrès international des Ouvriers de Sion, Zurich, 29 juillet-7 août 1937. Juif de Haïfa, Ha-carmeli fut représentant des « Orientaux » au sein de la direction du Mapaï. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p23

⁵⁸ David Ben Gourion, Lettre à son fils, 5 octobre 1937. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p25

1948

(Le coup de force)

David Ben Gourion, 1948

« Aux cours des six, huit ou dix mois de la campagne militaire en cours il y aura certainement de grands changements dans la composition de la population du pays. »⁵⁹

Yossef Weitz

« Haïfa, le 18 décembre 1948,

(...) Mardi, nous avons quitté Jérusalem pour Tel-aviv, et le lendemain matin nous sommes allés à Haïfa. De là, nous avons rejoint Tibériade en passant par la Haute Galilée.

Ce fut une grande expérience, riche en paysages, riche en pensées, en questions. Le village de Ziv (l'akhziv d'autrefois) a été rasé, et maintenant je me demande si cette destruction est bonne, et si la revanche n'aurait pas été plus éclatante encore si nous avions installé une colonie juive dans les maisons du village. Le village de Bassa est lui aussi désert, vide et miné.

A cet instant, une profonde émotion m'a soulevé, montant du fin fond des jours de la Genèse : un sentiment de victoire, de domination et de revanche. Le sentiment d'être libéré d'une souffrance. Puis ces rumeurs se sont tues, et je me suis retrouvé devant ces maisons vides, prêtes à recevoir nos frères, qui attendent depuis tant de générations –les réfugiés de notre peuple, qui ont tant souffert, et trouvent enfin un abri. »⁶⁰

⁵⁹ David Ben Gourion au conseil du Mapaï, 6 et 8 février 1948. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p33

⁶⁰ Yossef Weitz, Journal. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p38

Troisième conclusion

Non content d'avoir réussi à faire accepter aux dirigeants palestiniens de se parquer sur 22% de leur pays pour exercer leur souveraineté loin des juifs, Israël continue à grignoter des morceaux de terrains cisjordanien.

La solution partielle n'était donc pas seulement géographique mais également temporaire.

S'il s'agissait de faire accepter un demi-Etat aux non-juifs de Palestine, il s'agissait plus encore d'une demi-proposition puisque ce compromis israélien devait n'être que provisoire, le temps de redonner à l'Etat national-sioniste une certaine crédibilité dans le monde.

Un demi-Etat, une demi-souveraineté et seulement le temps d'arriver à de nouveaux états de fait sur le terrain.

Et ainsi jusqu'à aujourd'hui, aucun gouvernement israélien, durant tous les accords d'Oslo, n'a accepté de remettre aux non-juifs de Palestine la totalité des 22% de territoires de la bande de Gaza et de la Cisjordanie... même pas verbalement !

Pendant ce temps, les colonies juives se multiplient ainsi que les « routes pour juifs », et les discours israéliens se font de plus en plus parjure. Bien souvent, on ne parle plus, à droite, que de remettre 45% des 22% initialement promis... des morceaux de terres isolés et entourés par Israël !

De véritables réserves pour non-juifs... un apartheid qui ne veut pas dire son nom alors que la réalité du terrain est éclatante !

Pourquoi donc ne considère-t-on pas Israël comme l'Afrique du Sud ségrégationniste en son temps ?

SEGREGATION
La solution des 2 Etats

Fin de la 1^{ère} partie

Comme mode de coexistence : La Négation et la Séparation

Comme solution officielle : La promotion de 2 Etats ethniques

**Comme réalité : La construction d'Israël seul avec des réserves à
souveraineté partielle non-juive en son sein**

DEUX ETATS SEPARES
Combat pour l'apartheid

2^{ème} partie

Hypocrisie et compromission

Réflexions : il y a un problème, certes ...

On nous parle toujours du « problème palestinien »...

Pourtant, j'ai beau analysé, Je ne vois pas comment la question palestinienne pose un souci ! Le règlement de leur situation actuelle ne constitue ni un problème ni un dilemme d'aucune sorte.

Il passe tout simplement par l'application du droit naturel et international :

– tous les réfugiés palestiniens et leurs descendants doivent pouvoir retourner chez eux...

–... et vivre au sein du territoire de la Palestine « historique » comme des citoyens à part entière...

–... où ils exerceront leur citoyenneté pleinement et librement comme tout être humain dans son pays.

Malgré l'évidence de la chose, il semble cependant que ces palestiniens apparaissent comme une épine dans le pied de la communauté internationale. Comme si leur cas posait un problème.

Personnellement, j'aimerais le connaître !

En revanche, tout le monde peut constater un véritable « problème israélien »...

En effet, des européens d'origine juive, immigrants de la 1^{ère} moitié du 20^{ème} siècle, sont venus demander la souveraineté sur la Palestine historique.

L'explication ? Leur désir de créer un Etat qui représenterait les juifs en tant que nation et qui les protégerait de l'antisémitisme mondial en général et européen en particulier.

La Palestine étant porteuse de l'histoire juive, ces gens ont eu une préférence pour ce terrain et ont demandé à ses habitants d'alors d'aller exercer leur souveraineté un peu plus à l'Est, derrière le Jourdain !

Malheureusement pour eux, les non-juifs de cette région n'ont trouvé aucune raison de laisser les rênes de leur pays ou d'une partie de celui-ci entre les mains de nouveaux arrivants, d'autant plus qu'eux aussi possédaient une très longue tradition dans ce pays !

Devant leur refus, les nouveaux juifs sionistes de Palestine se retrouvèrent devant deux alternatives :

1. Soit développer un foyer culturel juif et vivre démocratiquement avec les autres habitants du pays, de culture arabe (musulmans ou chrétiens) mais dire alors adieu au rêve d'une souveraineté juive exclusive sur ce territoire ! Ce fut le choix d'une minorité d'intellectuels sionistes représentant le « **sionisme culturel** ».

2. Soit imposer le « caractère juif » de cet endroit du monde et « mater » les populations autochtones au besoin. Ce fut le choix de la majorité des dirigeants politiques du sionisme. Nous avons appelé cette mouvance le « sionisme nationaliste » ou encore le « **national-sionisme** ».

Etant à cette époque dans leur totalité des occidentaux, c'est avec une mentalité coloniale, fort répandue à ce moment en Europe, qu'ils réfléchirent. La première option fut donc supplantée par la seconde alternative : « La création d'un Etat Juif doit être notre objectif principal » expliquera Ben Gourion en 1937.

L'expulsion de 85% des autochtones de l'actuel Etat Juif marquera la concrétisation de cet objectif. Toutefois, en choisissant le deuxième terme de leur dilemme, ils tombèrent dans une nouvelle contradiction plus angoissante encore !

En effet, comment vivre en paix avec des hommes que l'on a expulsés et en même temps ne pas leur rendre justice sous peine de mettre en danger leur propre existence ?

Ils ne peuvent donner justice à ceux qu'ils ont expulsés sans remettre en cause leur réalité en tant que nation souveraine.

Les israéliens – c'est comme ça qu'ils se sont appelés – font par conséquent face à un grand dilemme. Et un dilemme est un problème...

Ils ont donc un problème.

Et c'est celui-là qu'il faut régler !

a. Le bal des hypocrites

1 – Une ONU incohérente

Prenez ici le temps de la réflexion un instant et regardez. Vous n'avez eu de cesse d'entendre la communauté internationale demander aux israéliens et aux palestiniens de redoubler d'efforts afin d'arriver à un accord « honorable (?) » ... et tout le monde pousse derrière pour arriver à ce fameux accord « honorable » !

Ce « *Tout le monde* », ce sont :

- les pays de l'ONU qui se fichent de l'exigence de justice parce qu'au final, ce n'est pas leur problème, ... tout simplement !

- les européens qui veulent encore et toujours se faire pardonner la Shoah !

- et les arabes qui en ont marre de ce conflit qui déstabilise leur pouvoir usurpé !

- enfin, nous téléspectateurs, poussons aussi vers quelque chose de flou pour nous et qui serait de l'ordre de la stabilité et de la paix dans cette région.

Tout ce beau monde, donc, pousse. Mais pousse qui et vers où ?

Ils poussent une Autorité palestinienne faible et lasse qui espère obtenir son morceau de territoire où elle pourra exercer son désir de pouvoir. Avec, en face d'elle, un gouvernement ségrégationniste et expansionniste ; et comme arbitre, l'impérialisme américain qui essaie d'acheter cette Autorité pour qu'elle fasse le maximum de compromis face à la pression nationale-sioniste !

Qui veut pousser avec eux ?

Comment peut-on prendre comme arbitre une entité (les USA) qui est juge et partie ? Cela fait partie des incohérences de ces négociations et de la preuve d'un côté de la servitude de l'Autorité Palestinienne qui accepte cela, et de l'autre de l'hypocrisie de l'ONU qui n'est pas dupe de la dissymétrie dans les négociations !

Qui veut pousser avec eux ?

Il est étonnant que personne n'est soutenu les palestiniens durant toute l'époque où leur charte posait comme principe de base un seul Etat démocratique, pour tous !

La communauté internationale n'a daigné apercevoir l'existence de ce peuple qu'une fois qu'il ait accepté la partition et la logique ségrégationniste des national-sionistes juifs ! C'est proprement révoltant !

Il s'agit donc d'un combat contre l'oppression mais également contre l'impérialisme ainsi que contre les hypocrisies internationales.

« Quand Abou Ala, président du Conseil Législatif palestinien, explique, pour la énième fois, à Camp David, que, « *pour les Palestiniens, la légitimité internationale signifie un retrait israélien sur la frontière du 4 juin 1967* », Bill Clinton explose, et d'après Enderlin, « hurle littéralement : « *Monsieur, je sais que vous voudriez que toute la carte soit en jaune. Mais ce n'est pas possible. Ici, ce n'est pas l'ONU* »... ».⁶¹

Est-ce clair ?

En fait, ils veulent tous la paix. Mais il faut comprendre que « *vouloir la paix* » dans cette région signifie « *vouloir qu'on leur fiche la paix avec ces bêtises de réfugiés et autres droits inaliénables* » !

Dit autrement, ils veulent tous la paix mais refusent d'en payer le prix.

Et son prix, c'est le retour à la justice !

Or, tout le monde dans l'histoire, entre l'Europe et l'ONU, entre les Etats arabes et l'Etat d'Israël, tous ont été à un moment donné coupables d'injustices envers les Palestiniens.

Dire « justice », c'est mettre tout le monde face à ses démons.

Pas très confortable !

⁶¹ « Autopsie d'un mensonge », article de Cécile Hennion, Jeune Afrique n° 2169, du 5 au 11 août 2002.

Réflexions : est-ce vraiment Israël qui a un problème ?

Cet imbroglio, initié par l'idée folle sioniste, déclenché par la complicité européenne et accompli par une décision de la communauté internationale en 1947, ne cesse de revenir à l'ordre du jour de l'ONU.

L'hypocrisie avec laquelle cette dernière a avalisé le fait qu'une nation (les anglais) ait promis à une autre (les juifs) le pays d'une troisième (les arabes de Palestine) en entérinant un état de fait injuste est proprement sidérant ! Et en soutenant cette erreur envers et contre tout depuis 60 ans, la communauté internationale se condamne à ne jamais pouvoir régler le conflit.

Tant qu'elle ne reconnaîtra pas l'illégitimité de la partition imposée à la Palestine et n'imposera pas le retour de tous les expulsés-réfugiés, ce conflit restera également un problème international.

En effet, reprenons les termes de notre débat. L'excuse donnée par Israël pour empêcher le retour des arabes en Palestine est que le fondement de l'existence de la nation israélienne est la souveraineté juive sur le territoire de la Palestine. Autrement dit, si les non-juifs reviennent, Israël disparaît en tant qu'Etat juif!

A partir du moment où la communauté internationale accepte cet argument, elle doit le convertir en règle juridique. Si l'ONU défend le droit à l'existence d'Israël, Etat du peuple juif, elle doit le défendre dans toute son étendue.

Les réfugiés palestiniens ayant fui Israël doivent comprendre que le caractère juif du territoire est un droit international ... puisque Israël a été reconnu !

Comme ils ne peuvent remettre en cause l'existence d'Israël, ils ne peuvent non plus remettre en cause le fait que leur pays n'était pas leur pays mais bien le pays où seuls les juifs avaient le droit d'y exercer une souveraineté.

Mais, plus encore, étant donné que ce droit provient d'une promesse biblique, il faudra bien un jour être cohérent et reconnaître la « judaïté » de toutes les terres entre la mer et le Jourdain.

Pourquoi donc les régions de Jaffa (Tel-Aviv) et d'Haïfa seules seraient-elles « juives » ? Et la Cisjordanie alors ? – excusez-moi, la Judée-Samarie ?

Puisque le caractère juif est devenu un droit, il faut convaincre les arabes de Cisjordanie - comme on a convaincu ceux de Jaffa (Tel-Aviv) et de Haïfa - ... que leur terre est juive.

S'ils ne sont pas convaincus, alors il ne reste plus qu'à les mater ou bien à les expulser en refusant par la suite leur retour, comme aujourd'hui on le refuse pour ceux de Tel-Aviv et de Haïfa.

Nous demandons à l'ONU et à l'Union Européenne en particulier d'être cohérents avec eux-mêmes. A partir du moment où il est question du « droit à l'existence » d'un Etat juif en Palestine, donc à partir du moment où la souveraineté juive sur la Palestine est reconnue comme un droit inaliénable inscrit parmi les fondements des droits des peuples, cela implique plusieurs choses :

– premièrement, ce droit ne doit pas être appliqué selon une géométrie variable.

Pourquoi les juifs qui ont voulu hier une souveraineté sur la côte méditerranéenne et sur la Galilée ont vu leur droit satisfait alors que ceux qui veulent aujourd'hui parmi la droite israélienne une souveraineté sur la Cisjordanie n'auraient-ils pas le droit de voir leur droit contenté ?

C'est injuste et cela montre le « deux poids, deux mesures » de la communauté internationale. Le « droit à l'existence d'un Etat juif en Cisjordanie » ne devrait même pas être l'objet de négociations !

D'ailleurs, les réfugiés palestiniens expulsés de la côte israélienne serait totalement dans leur droit de protester pour l'application intégrale du droit et l'expulsion des cisjordaniens vers les autres pays arabes comme cela s'est fait pour eux !

– deuxièmement, l'ONU a été créée pour asseoir le droit dans le monde.

Donc, si les arabes de Cisjordanie et de Gaza continuent à refuser la souveraineté juive sur ces territoires, l'ONU doit intervenir pour rétablir ce droit. Nous proposons donc qu'une force internationale soit envoyée sur place pour faire valoir le droit de la « judaïté » du terrain cisjordanien.

Il faut être cohérent. On ne pourra supporter plus longtemps que les arabes puissent avoir une souveraineté sur un endroit du monde dont le droit stipule, affirme et confirme le caractère juif !

Israël a donc parfaitement raison lorsqu'il construit des colonies juives et refuse toute souveraineté palestinienne sur la Cisjordanie, sinon une Autorité civile pour tenir les populations autochtones !

Je le répète.

Israël, en exigeant la Judée-Samarie (Cisjordanie), ne fait que traduire un droit que tout le monde lui a reconnu bien avant, dès 1947. Il respecte le droit international que lui reconnaissent tous les dirigeants occidentaux du monde : celui d'exister en tant qu'Etat juif !

Israël a donc raison dans ses prétentions territoriales !

C'est l'ONU qui a un problème...

2 – Une Europe coupable

Un seul point à ne jamais oublier ici : le problème « juif » était d'abord un problème européen et ce sont les Européens qui l'ont importé et recréé au Proche-Orient !

Ce sont les Européens qui ont soutenu l'Etat d'Israël dans la consolidation de son coup de force de 1948 et c'est l'Europe qui ne cesse de défendre avec le plus de force le « droit à la judaïté » de la Palestine : le fameux « droit à l'existence d'Israël » qui n'est pas, soulignons-le, le droit des juifs à vivre en Palestine et à y développer une culture mais leur droit à y obtenir une souveraineté exclusive au détriment des non-juifs de cette terre !

L'Angleterre favorisa l'éclosion du projet sioniste et la France le consolida en fournissant à l'Etat sioniste l'arme nucléaire.

Selon Mordechaï Vanunu, ancien employé israélien de la centrale de Dimona, la France est allée trop loin, car elle aurait ainsi contribué à bouleverser la donne du conflit israélo-arabe.

« Si la France n'avait pas offert ce réacteur, Israël n'aurait pas développé cette capacité nucléaire, qui l'a poussé à se sentir si fort vis-à-vis de ses ennemis arabes. Israël n'aurait pas osé combattre la totalité du monde arabe et aurait compris que pour survivre au Moyen-Orient il devait faire la paix avec ses voisins. A cause de l'atome, l'État hébreu s'est pris pour une superpuissance nucléaire. La France a donné le réacteur, elle a le droit aujourd'hui et le devoir de réclamer des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ce serait sa contribution à la paix. »⁶²

Malheureusement, aujourd'hui encore, l'Europe continue à couvrir ce bébé.

Voilà pourquoi l'Europe doit être interpellée, et voilà pourquoi nous l'interpelons dans le présent ouvrage. Abordons pour cela deux sujets :

⁶² Mordechaï Vanunu, article de Patrick Saint-Paul, Le Figaro, lundi 18 octobre 2004

Premièrement, nous savons tous que, malgré l'aide des Européens et l'infatigable activité du mouvement sioniste, ce ne sont pas tous les juifs d'Europe qui décidèrent d'aller former une nation là-bas sur 78% (et toujours un peu plus) de la Palestine.

Non, la plupart restèrent dans les pays où ils sont nés et où leurs parents et grands-parents ont toujours vécu.

La question juive n'a donc pas cessé d'un coup de se poser en Europe en 1948, date de la création d'Israël. Bien au contraire, la communauté juive n'a cessé depuis de se développer et de se renforcer. La France n'est-elle pas aujourd'hui le troisième pays juif au monde !

Et pourtant, la question fut résolue partout en Europe et aucun massacre n'y a été perpétré depuis 1948 qu'Israël existe !

Mais, dites-moi, est-ce que l'Europe l'a résolu de la même manière que pour la Palestine de 1947 où existait effectivement une forte minorité juive ?

L'Angleterre aurait-elle créé un Etat Juif en son sein, elle qui par la déclaration Balfour voulait montrer toute la mesure de son humanisme ?

Et l'Allemagne qui avait tant à se faire pardonner et qui ne cesse de défendre cet Etat d'Israël « *parce qu'on a une dette envers eux* » ? Ces allemands, ont-ils réglé le problème juif dans la Rhur en y créant un Etat juif ?

Et la France qui possède la plus grande communauté juive d'Europe et qui fut la première grande supportrice d'Israël ? S'est-elle faite la championne de la séparation et de la solution à deux Etats sur le territoire français ?

Pourraient-ils m'expliquer tous ces faux-culs de gouvernants européens qui se sont succédés et qui parlent du « droit à l'existence d'Israël », en quoi un Etat Juif est une solution au Proche-Orient et une abomination au cœur de l'Europe ?

N'est-ce pas par l'intégration de toutes les composantes ethniques, « nationales » et religieuses au sein d'un projet démocratique commun à construire au sein d'un territoire donné que l'Europe a liquidé ses faux démons du nationalisme et de l'intolérance !

Pourquoi l'Europe refuse-t-elle cette solution humaine et démocratique et défend-elle plutôt le « caractère juif » obligatoire et imprescriptible de la moitié (78% et des (nombreuses) poussières en fait) de la Palestine ?

Pourquoi n'est-elle pas ferme avec Israël qui représente aujourd'hui la négation de tout ce qu'a construit l'Europe depuis le Siècle des Lumières et l'avancée des droits de l'Homme et du Citoyen censés représentés les valeurs profondes de l'Europe d'aujourd'hui ?

La question est posée !

Deuxièmement, lorsque tous les gouvernements européens passés, présents et à venir affirment avec une infatigable constante avoir une dette envers Israël et qu'en conséquence, ils soutiendront toujours son « droit à l'existence » – comprendre donc l'imposition du caractère juif de 78% (+19% de TVA) de la Palestine – ils disent tout simplement que l'Europe fera tout pour perpétuer l'exil palestinien et pour empêcher les « non-juifs » de retourner chez eux comme tout autre humain aurait le droit de le faire ailleurs.

On ne peut soutenir « le droit à l'existence d'Israël » en tant que terre juive à tout jamais et ne pas soutenir par là-même l'expulsion à tout jamais de ses habitants originels que sont les arabes palestiniens !

Quel sont vos sentiments, Messieurs les ministres européens ?

Mais en vérité, ce qui rend la problématique confuse est cette solution à 2 Etats qui donne l'impression que le cœur du conflit serait l'opposition de deux nationalismes qui ont décidé de ne plus vivre ensemble et qui se battraient pour le partage du territoire !

Plus encore, ce qui trompe bien plus encore l'observateur à l'extérieur est ce processus de paix qui donne l'impression par-dessus tout que

finalement, la paix est presque revenue et que les deux parties se sont entendues enfin pour se partager le gâteau !

Certes, l'Europe n'est pas seule en cause dans cette dynamique perverse de négation de la démocratie et de la coexistence. Elle a trouvé un partenaire palestinien pour jouer cette farce. Elle a tout de même beau jeu de crier à l'innocence, elle qui fut et qui reste partie prenante de la construction national-sioniste au Proche-Orient !

C'est cette hypocrisie et cette mauvaise foi qu'il faut faire éclater au grand jour auprès des peuples européens. Il faut mettre les capitales européennes au pied du mur face à leurs opinions publiques respectives à qui on ne pourra plus servir l'histoire de deux peuples dos-à-dos.

Voilà pourquoi, il faut mettre à terre cette solution à 2 Etats qui, en plus de nier le droit et la personnalité palestinienne, permet à l'Europe de camoufler la trahison de ses principes humains les plus élémentaires.

L'OLP doit retourner à son premier combat d'un Etat unique démocratique afin que les cercles diplomatiques d'Europe ne trouvent plus d'excuse à leur lâcheté en invoquant le droit d'Israël à se défendre.

Dans un Etat de citoyens en lutte, cet argument trompe-l'œil ne tient plus et ne pourra donc plus tromper !

Les relations israélo-européennes doivent être révisées, en tant que pilier du conflit proche-oriental !

Réflexions : un problème européen ?

Tout ne débute-t-il pas dans l'Europe du 19^{ème} siècle avec la montée des nationalismes ? Les juifs, entre « religion », « culture » et « nation sans terre », se trouvaient alors périodiquement ostracisés par des peuples européens en quête, à certains moments, d'homogénéité.

Bien que les droits civiques et humains progressaient rapidement sur le continent, la question semblait poser problème dans certains pays où des pogroms fréquents avaient lieu, à l'instar de la Russie.

Par ailleurs, l'affaire Dreyfus révéla en France l'étendue de l'antisémitisme au cœur du pays des droits de l'homme.

L'Europe avait un problème !

Devant les pogroms et les stigmatisations, une des réactions juive fut le national-sionisme ! Quoi de plus naturel, devant le désir d'affirmation des nouvelles nations, sinon que de s'affirmer également en tant que nation !

Mais il fallait une terre. Et une terre vide si possible. Or, l'Europe n'était pas disposée à accueillir cela sur son sol. Il fut alors question d'un morceau d'Argentine, d'un bout d'Ouganda,... etc. Mais, la majorité des national-sionistes furent catégoriques : la terre des juifs, c'est la Palestine !

L'Angleterre, mandataire de la Palestine à cette époque, va s'accorder avec le national-sionisme pour offrir aux juifs européens un foyer dans la région ! Entre temps, un génocide juif eut lieu durant la seconde guerre mondiale. Les Européens eurent alors un problème de conscience.

Eh oui ! Encore un autre problème !

« Le problème israélien » était ainsi au départ « la question juive d'Europe ». Mais pourquoi est-elle devenue une question proche-orientale ?

Il fallait d'un côté se faire pardonner la collaboration au nazisme, et de l'autre, éviter d'avoir à prendre en charge soi-même le problème de tous ces nouveaux réfugiés juifs d'Europe... et les européens eurent tout simplement l'idée de déplacer le problème (les juifs) un petit peu plus à l'Est (au Proche-Orient) ...

3 – Un Monde Arabe de mauvaise foi

Les pays arabes vont faire face à la venue soudaine d'une nouvelle population venue d'Europe et qui va bouleverser tout l'équilibre de la région.

Comment ont-ils réagi ? Ici, il ne faut pas confondre la rue arabe et les gouvernements arabes.

Les gouvernants sont réceptifs à toutes les solutions et prêts à tous les compromis dès lors que cela ne touche pas à leur pré-carré souverain. Et ils ont ainsi soufflé le chaud et le froid depuis 60 ans dans le seul but de consolider leurs positions de pouvoir au mépris total du droit des palestiniens.

Il y a longtemps - que dis-je, depuis 1947 déjà – que les gouvernements arabes ont accepté de vendre le droit des palestiniens ! Même si cela a impliqué de laisser se développer une entité coloniale au cœur de la région, que cette entité s'appelle « Israël » ou « Tartempion », là n'est point le problème !

Mais ces dirigeants cyniques, qui ont abandonné les palestiniens, ont l'excuse de ne pas respecter même les droits de leur propre population ! Alors pourquoi iraient-ils se battre pour celui des autres ?

Donc, l'Autorité Palestinienne est une aubaine pour eux qui leur permet de montrer à leurs peuples qui ont toujours un cœur qui s'éprend de compassion pour l'injustice faite à leurs frères arabes de Palestine, que finalement même les palestiniens ont accepté le vol de leur patrie.

En effet, trop de gouvernements arabes utilisent l'argument de la reconnaissance d'Israël par l'Autorité Palestinienne, pour se dédouaner de leur duplicité et de leur lâcheté.

« Serions-nous plus royalistes que le roi ? » s'écrient-ils en chœur !

Et ainsi, aujourd'hui, des pays comme la Jordanie, l'Egypte, le Maroc ou la Tunisie sont du pain béni pour l'Etat criminel israélien qui, grâce à Oslo, sort de son isolement et se développe pour mieux continuer

l'expurgation des non-juifs de la région par la confiscation, l'humiliation et la répression meurtrière de ses indigènes !

Les « pauvres » Etats arabes n'en peuvent plus de ce conflit qui ne semble pas vouloir s'arrêter et qui crée de l'instabilité dans les rues de leurs capitales comme nous avons pu le voir une fois de plus lors des marches réalisées en protestation à l'opération « Plomb durci » de janvier 2009 sur Gaza.

De même que pour l'Europe, la solution à 2 Etats permet aux gouvernements arabes de camoufler leur lâcheté et leur mauvaise foi auprès de leur population respectives.

L'Arabie Saoudite, et avec elle, les autres pays arabes, s'empresse donc aujourd'hui de proposer la paix générale sur la base de la partition du pays avec la perspective escomptée que les affaires s'envoleront lorsque la région se stabilisera.

Ainsi, le dévoiement national-sioniste s'est répandu tel un cancer dans la région et a grevé la pensée de l'ensemble des acteurs de ce conflit :

- l'ONU qui vote la partition ethnique de la Terre Sainte,
- l'Europe qui défend le « droit à l'existence » d'un Etat ethnico-religieux et donc anti-« Lumières »,
- les Etats Arabes qui, soit, font dans la surenchère ethnico-religieuse, soit, à l'inverse, acceptent le diktat sioniste et sacrifient allègrement le droit du peuple palestinien,
- et enfin les peuples arabes et israéliens qui rentrent dans le jeu de la confrontation ethnique !

Les problèmes sont donc nombreux et le dévoiement répandu. Ils sous-tendent en tout cas l'ensemble de ce fameux processus de paix qui, comme nous allons le voir, se fonde sur de faux débats et engendre de fausses guerres.

b. Les faux débats

1. Le débat de la souveraineté : le droit sacrifié sur l'autel du partage

L'hypocrisie du processus de paix en cours consiste dans la prise en compte de considérations trompeuses quant aux réels enjeux amenés par l'irruption sioniste dans le paysage proche-oriental.

Ainsi, le processus de paix se focalise inconsidérément sur la taille des territoires où Israël se redéploiera pour laisser l'Autorité Palestinienne gérer ses « ouailles » ainsi que sur les différents attributs de souveraineté à lui transférer.

En revanche, elle laisse à plus tard la seule véritable question de la problématique israélo-palestinienne. Ce que l'on nomme la question des « réfugiés » et qui devrait s'appeler plus exactement – les archives le démontrent largement aujourd'hui – la question des « **expulsés** ».

Et le Fatah ne dit (presque) rien ! Pourquoi ?

Écoutons pour cela Paul Maire de La Gorce : « *Dés lors que Yasser Arafat est parvenu à convaincre la direction palestinienne que la fin de la guerre froide lui impose de négocier avec Israël, il lui faut, coûte que coûte, s'en tenir à cette stratégie...* »

Le Fatah serait-il tombé dans l'engrenage de la paix ?

C'est une évidence ! Et les anciens combattants du Fatah ne savent plus comment s'en sortir devant les exigences toujours plus humiliantes qu'Israël impose, car l'entité nationale-sioniste sait combien les négociateurs palestiniens ne sont plus en mesure de revenir à une politique de confrontation armée !

De La Gorce ajoute donc avec pertinence :

« ... *Faute de quoi, il risquerait de tout perdre...* »

Perdre quoi ?

« ... Même si son comportement après les accords d'Oslo n'a pas été exempt de reproches, et si, depuis il a été amené à faire des concessions sans doute excessives, au total l'autonomie palestinienne s'est enracinée... ».

Voilà ! Le gros mot est lâché : « autonomie du peuple palestinien » !
Le Fatah a peur de perdre l'autonomie !

A la souveraineté juive israélienne au prix des valeurs de la fraternité et de l'humanisme, a répondu la souveraineté arabe palestinienne au prix du droit et de la justice.

C'est dans le terrain propice au national-sionisme de la « souveraineté à tout prix » que les négociateurs palestiniens se sont engouffrés ... et dévoyés.

Quand les nationaux-sionistes d'Israël se battent pour obtenir « à n'importe quel prix », même au prix du reniement des principes fondamentaux du droit humain, un pays le plus homogène possible, les dirigeants de l'Autorité Palestinienne s'accrochent coûte que coûte à un bout de territoire le plus homogène possible pour exercer une autre souveraineté au nom du peuple palestinien !

Ce dévoiement nationaliste de la direction palestinienne, Michel Warschawski la relève avec pertinence :

« Le choix d'un Etat palestinien indépendant, de préférence à une entité binationale, reflète aussi l'évolution du mouvement palestinien, d'un mouvement de réfugiés luttant pour le retour dans leur pays en un mouvement national, aspirant à une souveraineté et combattant pour donner une expression politique indépendante au sentiment national.

Le retour n'est plus l'objectif central de l'OLP, mais l'un de ses objectifs. Il doit s'articuler avec le but stratégique que représente l'Etat palestinien. Aussi n'est-ce pas un hasard si les camps de réfugiés ont souvent été les bastions de l'opposition du compromis historique : ils

exprimaient la crainte de voir leur droit au retour sacrifié sur l'autel de la souveraineté nationale. »⁶³

Si nous voulons sortir de ce conflit, il aurait fallu ne jamais se détourner du cœur du problème que sont les « expulsés », victimes du dilemme sioniste !

Toutes les négociations actuelles ne mènent à rien car elles relèguent le problème des « expulsés » à un point mineur.

La substance des négociations aujourd'hui, comme le spécifie M. Baratli au sujet de l'accord de Genève, *« est basée sur l'idée de la séparation définitive, le « divorce ». Le problème est justement qu'il n'y ait jamais eu « mariage » entre Israël et la Palestine, ce qu'Israël a fait subir à la Palestine et aux Palestiniens ne peut être qualifié que d'ignoble « viol », et la réponse à un viol ne peut être que justice et réparation et non simple « divorce » et séparation »⁶⁴.*

Toutes les « guéguerres » du « processus » sont contre-productives dans notre combat pour le droit parce qu'elles prennent racine sur des règles du jeu imposées par l'idéologie sioniste nationaliste qui postule que :

« Les juifs doivent vivre tout seul et les arabes doivent vivre aussi tout seul ». ⁶⁵

Tout l'enjeu du problème consisterait alors uniquement à se partager le territoire.

Or, nous avons obligation de parler d'abord du droit avant de parler de partage...

⁶³ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p78

⁶⁴ M.F. Baratli, article sur le net, 11 décembre 2003.

⁶⁵ Afin de parer tout de suite aux contre-arguments débiles des supplétifs sionistes de l'Etat d'Israël du style : « mais il y a des arabes en Israël », nous rappelons ici que nous entendons par vouloir « vivre seul » le fait de vouloir exercer la souveraineté seul ! Ce qui revient, à notre sens, au même !

2. Le débat des colonies : le réfugié supplanté par le colon

Aujourd'hui, le monde se focalise sur le problème des colonies juives !

Pourquoi d'après vous ?

Pensez-vous que cela est dû à une antipathie envers ce qui peut être qualifié sans ambages d'agression coloniale ?

Non, ne soyez pas dupes !

- Sinon, le souci de condamner de telles agressions se porterait également sur « l'ensemble israélien » qui ait tout entier le fruit d'un coup de force colonial.

- Sinon, le souci de réparer le tort causé aux « expulsés » dominerait les débats du processus. Mais il ne l'est d'évidence pas du tout !

Pourquoi alors tant de bruits autour de ces colonies ?

Tout simplement parce qu'elles empêchent à court terme la chimère de l'autonomie palestinienne, ...

Or c'est à partir de cette chimère que la gauche israélienne, avec les Etats-Unis et l'Europe en soutien, voudrait enterrer le droit et la justice !

Comprenez bien ce qui suit :

- la colonisation en Cisjordanie remet en cause la possibilité d'une souveraineté palestinienne limitée, à l'image d'un bantoustan sud-africain de l'époque de l'apartheid.

- en revanche, le refus d'aborder rapidement et pleinement le retour des expulsés remet en cause le droit inaliénable, fondamental et premier du peuple palestinien à vivre sur sa terre !

Ainsi, la question des colonies remet à plus tard la question des expulsés. Dit autrement, la question des colonies cache le seul véritable problème de ce conflit, celui qu'Israël ne veut surtout pas régler !

Quelle aubaine donc que ces colonies !

De cela, les opinions publiques doivent prendre conscience. Le véritable enjeu du conflit se trouve là et nulle part ailleurs!

Nous devons donc en tant qu'observateur exiger des négociations qu'elles abordent d'abord et avant tout, si ce n'est exclusivement, la question du droit au retour et non celle du calendrier de redéploiement de l'armée israélienne ou des modalités de transfert des pouvoirs administratifs.

Exigeons dorénavant de parler uniquement des expulsés et remettons à plus tard le problème des colons ainsi que celui de la souveraineté palestinienne !

Les nationaux-sionistes savent la laideur de leur idéologie et font tout pour masquer la réalité de leur entreprise en faisant intervenir dans les débats de nombreux points de friction qui ne sont que des symptômes et sur lesquels toutes les parties prenantes se focalisent tête baissée.

Il y a certes plusieurs points à régler dans ce conflit.

Toutefois, il n'existe qu'un seul véritable problème, et c'est le problème israélien !

Et la seule conséquence fâcheuse de ce problème est l'expulsion des non-juifs hors d'Israël et le refus de les laisser revenir.

Tout le reste est subsidiaire... même le « problème » des colonies en Cisjordanie !

Je ne m'y attarderai donc pas plus longtemps...

3. Le débat de la « disproportion des forces » : la ségrégation oubliée sous les massacres

Le Hamas n'est pas dupe de la mise à l'écart du droit qu'implique le processus d'Oslo. Malheureusement, le Hamas se trouve dans l'impasse inverse à celle du Fatah.

Il est tombé dans l'engrenage de la guerre !

Israël joue à ce jeu de partage de la souveraineté pour donner l'impression qu'il s'agit d'une confrontation entre deux légitimités qui ne veulent pas vivre ensemble ! La violence se justifie alors des deux côtés par l'agression de l'autre.

Et le nouveau débat tourne toujours autour des deux points suivants :

- pour les pro-palestiniens, montrer du doigt la « disproportion des forces » quand Tsahal bombarde,
- pour les pro-israéliens, démontrer le « degré de barbarie » des attaques quand le Hamas lance une opération-suicide.

Comme si nous pouvions reprocher à Israël d'être le plus fort et de riposter à des attaques terroristes ? Comme si nous pouvions condamner un Hamas d'utiliser l'arme du faible et de riposter à l'agression et l'humiliation coloniales ?

D'un côté, une armée d'Etat ne peut pas contrôler les bavures ni les violences militaires contre les civils ! De l'autre, une résistance armée ne peut pas éviter les débordements de violence aveugle !

C'est une grave erreur des supporters palestiniens que de focaliser sur les crimes de guerre d'Israël au point de détourner l'opinion des véritables enjeux du conflit.

En effet, si Tsahal avait réussi à entrer à Gaza sans tuer aucun civil, cela aurait-il signifié que personne n'aurait trouvé à redire, ni les défenseurs des droits ni la communauté internationale, ni les gouvernements arabes ?

Je vais même plus loin. Si Israël, en plus de s'être retiré de Gaza, avait aidé au développement de ce territoire, avait financé son développement,

participé à reloger les expulsés, pourvu tous ses habitants en eau et en électricité, formé toute son élite intellectuelle et offert des cadeaux à chaque fête de l'Aïd, est-ce que cela aurait mis fin à l'agression nationale-sioniste de négation du peuple palestinien ?

Tout cela se serait fait dans l'unique but de séparer et d'isoler cette bande « remplis d'arabes » de l'Etat d'Israël ! Quelle différence y a-t-il entre « mater une population » ou « tenter de l'acheter » si l'objectif criminel reste le même ?

Donc, ce qui est le plus grave à Gaza, ce ne sont pas les vraies ou les fausses bavures militaires. Ce sont l'expulsion suivi de la cantonisation des populations de cette bande après le retrait unilatéral d'Israël.

Pourquoi manifester ponctuellement notre colère lorsqu'Israël tue des innocents dans une riposte à des tirs du Hamas si cela permet de faire oublier la politique de ségrégation que représente le retrait même de Gaza ?

Manifester lors des raids israéliens de janvier 2009 n'a servi à rien ou plutôt à cacher la réalité.

D'ailleurs, nombre de dirigeants de partis et de cadres associatifs n'étaient là que pour dénoncer la disproportion des forces et surtout le danger que court Israël en perdant son humanité.

Tous ces gens, bien que solidaire de la « souffrance » des palestiniens, espèrent bien toutefois la victoire du national-sionisme là-bas, puisque nous les retrouvons plus remontés que jamais lorsqu'il s'agit de défendre le droit d'Israël à exister, c'est-à-dire le droit des expulsés palestiniens à ne jamais revenir !

C'est à une grande manifestation exigeant d'Israël la réintégration immédiate de la bande de Gaza au sein de la Palestine historique accompagnée du relogement des expulsés de cette région en Israël même, à laquelle il faut appeler !

Cela ferait réfléchir beaucoup plus les opinons publiques qui sûrement trouveraient la chose étrange ! Et pourtant...

Car rien ne peut expliquer le silence sur la politique ségrégationniste, et bien souvent raciste, des gouvernements israéliens successifs.

Toute la bonne volonté d'Israël – et aujourd'hui elle n'en a que de mauvaises – ne peut nous faire oublier la laideur de son idéologie.

Acheter les autorités et le peuple de Gaza ne montrerait qu'une seule chose : son mépris des arabes palestiniens et sa phobie du mélange avec le non-juif ! Qu'Israël accorde donc le droit pour tous de vivre en citoyen libre dans l'ensemble du pays et qu'ensuite, il crie à l'agression si les gens du Hamas usent de violence !

Les bavures militaires et tous les pauvres enfants palestiniens qui apparaissent défigurés à la télévision, les courageux journalistes israéliens, peu nombreux au demeurant, qui dénoncent cela, la Cour Suprême d'Israël qui est saisie et semble parfois frapper avec le sceau de la justice, tout cela n'est que de la poudre aux yeux,...

*... des « clichés euphorisants (qui) éludent la question de la responsabilité politique en substituant le spectacle du malheur à la réflexion sur le mal. Quand l'événement politique est réduit à un fait divers pathétique, la pitié paralyse la pensée, l'aspiration à la justice se dégrade en consolation humanitaire. Là réside la banalisation du mal ».*⁶⁶

Stop aux fausses « émotions après massacres » ...

... qui font oublier la ségrégation au quotidien et détournent des vrais enjeux !

⁶⁶ Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p106. Au sujet des images atroces du génocide juif qui passent et repassent devant nos télévisions.

L'homme dans son jardin

Imaginez un homme qui, un beau jour, se fait chasser de sa maison par un étranger.

Expulsé, il se réfugie dans le jardin en marge de sa demeure où il attend de pouvoir retourner chez lui.

Il espère l'aide de ses voisins ou encore celui des forces publiques. Mais ces dernières tardent à lui apporter tout le soutien nécessaire.

C'est le statu quo !

Entre temps, bien sûr, des heurts se produisent. Et comme le squatteur est plus fort, il arrive à prendre le dessus sur notre homme qui subit de terribles agressions à chaque fois qu'il tente de forcer ce statu quo insoutenable.

Le squatteur arrive même à investir le jardin !

Notre homme se tourne alors vers le commissariat de sa ville où il porte plainte pour... son droit à vivre tranquillement dans le jardin sans avoir à subir les empiètements de son expulseur !?

Cet homme-là, ne se trompe-t-il pas de guerre ?

Lorsqu'il porte plainte contre les agressions du squatteur, n'oublie-t-il pas l'essentiel ?

Et la police et les voisins qui interviennent alors régulièrement pour atténuer les tensions et condamner la disproportion des attaques du squatteur, ne sont-ils pas complètement hors sujet ?

Plus encore, lorsque la police tentent de faire condamner le squatteur, non pas pour l'expulsion de l'homme mais pour l'empiètement dans le jardin, ne fait-elle pas preuve d'inconséquence ?

Bizarre non ? Cet homme qui préfère s'écrier qu'un agresseur l'opprime fréquemment et oublie de mentionner l'essentiel : que cet oppresseur est avant tout le squatteur de sa maison, n'est-ce pas étrange ?

Et pourquoi la police et les voisins s'offusquent lorsque le squatteur semble s'accaparer des espaces dans le jardin et ne voient plus la maison ?

Notre homme n'est-il pas malade mentalement ? Et nos policiers et nos voisins ne sont-ils pas déconnectés de la réalité ?

Pourquoi condamner avant tout les enfants du squatteur venant jouer dans le jardin en refusant de se battre avant tout pour que les enfants de l'homme puissent aller se réchauffer dans la maison ?

Comment se focaliser sur la violence du squatteur et ne pas voir la ségrégation qu'il impose ?

Il y a quelque chose d'illogique dans la stratégie de lutte de l'homme et dans l'action d'arbitrage des voisins et de la police !

Non ?

c. Les fausses guerres

Les membres de l'Autorité Palestinienne deviennent insensiblement des petits chefs de tribus comme l'apartheid d'Afrique du Sud a su en fabriquer.

Les avantages acquis au travers de ce processus de paix et le retour à une certaine stabilité après des décennies d'errance paralysent mieux que tout les officiels palestiniens qui n'ont d'ailleurs plus véritablement de soutien structurel dans la résistance sur laquelle s'appuyer.

Ainsi, quiconque suit un tant soit peu l'évolution du processus de paix constatera que ce qui est en jeu n'est plus la recherche du droit - même accompagnée de compromis politiques - en vue du rétablissement de la justice mais bien plutôt la recherche des intérêts - accompagnée inévitablement de compromissions - en vue de consolider des positions de pouvoir.

1. La guerre des pourcentages

Rendez-vous compte ! La communauté internationale refusent en 1947 la solution de l'Etat démocratique multiconfessionnel que proposait 70% de la population pour choisir la partition ségrégationniste du pays que demandait 30% fraîchement débarqués de cette population.

Et l'OLP fut considéré comme illégitime tant qu'elle exigeait l'établissement d'un tel Etat démocratique multiconfessionnel.

Elle fut applaudie dès qu'elle accepta de partager le pays et de reconnaître la séparation des juifs et des non-juifs du pays !

L'ONU, les européens ainsi que les israéliens de gauche sympathisant du « Camp de la Paix », tous poussent vers cette partition !

Ainsi, ces fameux israéliens de la paix, qualifiés de défenseurs du droit des palestiniens, sont très heureux de se battre pour que les non-juifs dont ils ne veulent pas et qu'ils ont donc chassés du territoire israélien, puissent vivre sur 22% du territoire restant. Et ils semblent très fiers de leur altruisme, de leur courage et de leur humanisme.

Mais, au fait, pourquoi 22% ?

Est-ce le plan de partage de l'ONU qui dit cela ?

Non, l'ONU parlait de 45% quand même !

Mais tout cela me semble exagéré. Les arabes n'ont pas besoin de tant ! Pourquoi ne pas adopter plutôt le plan tout aussi altruiste et courageux de Sharon qui propose en toute générosité 9% de la Palestine historique aux arabes ... qu'il a exterminé de nombreuses fois !

Et je vous assure que les qualificatifs « courageux » ou « généreux » ont été donnés aux divers plans de Sharon.

Tout comme le camp de la paix israélien n'en peut plus de son « courage en faveur du droit » ni de son sens de l'« humanité » !

Reste que l'ONU fut la plus généreuse en concédant aux arabes 45% du pays qu'ils ont développé, de la société qu'ils ont bâtie et des champs qu'ils ont cultivés.

Au fait, pourquoi 45% ? Vous l'êtes-vous déjà demandé ?

En 1947, les non-juifs étaient majoritaires dans l'ensemble des 16 sous-districts du pays à l'exception du sous-district de Jaffa/Tel-Aviv.

Représentant 70% de la population, l'ONU voulut quand même les amputer de plus de la moitié du territoire pour l'allouer aux juifs européens, alors que même sur ce territoire destiné à devenir « juif », les arabes représentaient encore la moitié de la population !

Ce qui fera dire dès 1938 à Mena Hem Ussihkin, militant sioniste :

« Nous ne pouvons pas commencer l'Etat juif avec une population (...) où les juifs sont tous concentrés à Tel-Aviv et dans ses environs (...) »

Et le pire n'est pas seulement que les Arabes constituent ici 50 ou 45% de la population, mais que 75% des terres sont aux mains des Arabes. Un tel Etat ne pourrait même pas survivre une demi-heure... »⁶⁷

⁶⁷ Mena Hem Ussihkin, réunion de l'exécutif de l'Agence juive, 7-12 juin 1938. Extrait tiré de la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p27

Pourquoi alors ces 45_(petits)% ? Mystère et boule de gomme !
Et pourquoi aujourd'hui 22% suffirait ? Allez savoir !

Et puisque ce n'est pas le droit ici qui prime, ni moins encore la logique, alors les 9% proposé par Sharon semble être le chiffre le plus légitime puisqu'il s'agit des 9% de territoire au sein duquel la pression sioniste a réussi à concentrer les arabes.

9%, c'est peut-être peu mais au moins, c'est cohérent !

Quoiqu'on ne comprenne pas pourquoi la Galilée (à l'intérieur du territoire israélien actuel) ne se rattacherait pas aussi à ces 9% étant elle-même le dernier concentré de « non-juifs » du pays sioniste !

Mais puisqu'il n'y a jamais eu aucune logique dans les pourcentages proposés ni par la communauté internationale, ni par le camp de la paix israélien, et que je n'aime pas Sharon, je voudrais donner moi aussi mon propre avis sur la question et faire une proposition inverse à celle de l'ONU : je donne 45% aux juifs et 55% aux arabes !

Qu'en dites-vous ?

Non ? « Infondée » dites-vous !

D'accord. Alors j'ai quelque chose de mieux étudié.

J'ai cru comprendre qu'en réalité, ce qui intéressait les extrémistes religieux juifs, c'était la Judée-Samarie (Cisjordanie) et non la côte méditerranéenne où ils habitent en ce moment parce qu'elle n'est pas réellement un territoire biblique.

A ce moment-là, comme le camp de la paix israélien trouve que ses propositions sont généreuses, les palestiniens sont prêts à leur faire cadeau de leur propre offre si altruiste en faisant l'échange : les juifs vivent dans les 22% proposés à la base aux non-juifs et les non-juifs prennent les 78% sur lesquels les juifs, après d'affreuses concessions, étaient prêts à vivre.

Comme ça, les plus pointilleux des juifs à la recherche de la Terre Promise seront contents.

Les palestiniens sont même prêts, j'en suis sûr, à aller plus loin et à faire à leur tour de cruelles concessions en adoptant le plan courageux de Sharon et à donner aux juifs 9% de la Palestine afin qu'ils puissent vivre réellement entre eux sur les seules vraies terres bibliques que sont Hébron, Massada, Jérusalem et ses collines !

Qu'est-ce que vous en dites ?

Réflexions : qu'attend l'ONU pour couper la Cisjordanie en deux ?

Devant l'enlisement de la situation actuelle, pourquoi ne pas réutiliser les solutions qui marchent ? Celles que tout le monde a défendues en 1948 !

En effet, la situation en Cisjordanie est aujourd'hui identique à celle de la Palestine mandataire de 1947 : une minorité de juifs fraîchement débarqués dans des colonies de peuplement demande la souveraineté sur l'ensemble du territoire où cependant existe une majorité autochtone.

Pourquoi pas, donc, une commission de l'UNSCOP qui proposerait une nouvelle partition :

Celle de la Cisjordanie en deux :

« **Israël 2** » : 55% pour les juifs

La « **Bis-cisjordanie** » : 45% pour les arabes

Quoi de plus logique, puisqu'à l'instar du reste du pays, la Cisjordanie est aussi partie intégrante de la promesse biblique.

Nous avons reconnu aux juifs de Russie, de Lettonie, d'Ethiopie et du Liechtenstein le droit d'exercer leur souveraineté sur 55% de la Palestine mandataire.

Pourquoi aujourd'hui nous ne reconnâtrions pas le droit aux juifs de la côte d'Israël (dont les habitants sont quand même plus près de la Cisjordanie que ne l'étaient les lettons ou les moldaves de la Palestine) d'exercer une souveraineté sur 55% de la Cisjordanie... historique (ou en passe de l'être).

Les arabes de la Cisjordanie ne l'accepteront sûrement pas, comme leurs ancêtres ne l'ont pas accepté pour la Palestine historique. Et cela est normal, non pas parce qu'ils verraient cela comme une atteinte à leur droit fondamental de vivre démocratiquement dans leur pays mais juste parce que ce sont des arabes et donc forcément, ils détestent les juifs !

Les juifs de Judée-Samarie pourraient alors se défendre, et en se défendant prendre non pas 55% mais 78% de la Cisjordanie... ainsi que 78% de Gaza.

L'ONU n'aura plus qu'à avaliser cet état de fait puisque c'est son job.

Bien sûr, une nouvelle guerre israélo-arabe éclatera.
« **Israël 2** » occupera tous les territoires.

Après quelques actes de terrorisme hautement condamnables de ce qui restera des palestiniens, les américains arriveront sûrement à forcer « **Israël 2** » à de cruelles concessions en acceptant de mettre en place un processus de paix visant à fixer des rendez-vous pour des éventuelles pré-rencontres concernant un redéploiement graduel d'une partie à préciser de la « **Bis-cisjordanie** ».

Nous aurons de nouveaux prix Nobels ⁶⁸...

... mais surtout un retour au dialogue et un nouveau processus d'Oslo !

A quand cette avancée incroyable de la paix au Proche-Orient ?

... et qu'attend l'ONU pour partager la Cisjordanie en deux?

⁶⁸ Pourquoi pas Avigdor Lieberman ? Il suit à la trace les pas d'Itzhak Rabin qui a commencé sa carrière en expulsant sur des camions les palestiniens de Lod et Ramleh en 1948. On commence comme cela en Israël et on finit premier ministre et « nobel » de la paix ! Lieberman l'a bien compris !

2. La guerre des « quantités de juifs »

Dans ce processus de paix, définitivement moisi, il n'est plus question de droit, comme celui de vivre sur un territoire clairement défini (par exemple dans les frontières de 1967), ni de se préoccuper de la dignité des arabes et des juifs qui y vivent ...

... mais de prendre en compte les quantités d'arabes et de juifs et de voir comment les répartir !

Ce dévoiement qui sous-tend toute la philosophie du processus de paix en ces années 2000 possède des racines profondes dans l'histoire du sionisme. Déjà en 1930, Arthur Rupin, directeur du département de la colonisation de l'agence juive jusqu'en 1925, pensait selon le même schéma :

« La terre est la condition essentielle de notre installation en Palestine, affirmait-il. Mais étant donné qu'il n'y a guère de terres bonnes à cultiver qui ne le soient déjà, il se trouve que partout où nous achetons des terres et nous y installons, les cultivateurs actuels sont nécessairement repoussés... ».

Cette situation en 1930 ne vous rappelle pas la Cisjordanie d'aujourd'hui qui voit d'un côté l'avancée perpétuelle des colonies juives et de l'autre ses habitants actuels « nécessairement repoussés ».

Mais, Ruppin, très observateur, concluait aussi, devant la présence indéfectible des arabes : *« A l'avenir, il va devenir beaucoup plus difficile d'acquérir des terres, vu qu'il n'y a pratiquement pas de terres qui soient peu habitées. Tout ce qui reste, ce sont des terres habitées par une population arabe abondante. »*⁶⁹

A l'époque, en 1948, cet obstacle (l'abondance des arabes) fut levé grâce à l'expulsion de ces derniers hors de l'actuel territoire d'Israël. Qu'en sera-t-il sur le territoire de Cisjordanie ?

Pour l'instant, on en est encore à la phase de colonisation « pacifique » !

⁶⁹ « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p18-19. Ruppin fut le directeur du département de la colonisation de l'agence juive jusqu'en 1925, puis directeur de l'Agence au sein de l'Alliance pour la paix, le groupe qui, autour de Martin Buber, prônait le binationalisme.

Toute la technique de négociations de ce processus de paix consiste pour les israéliens à rechercher des juifs qu'ils ont installés la veille sur la carte de Cisjordanie.

Et les négociateurs palestiniens de leur côté ont pour métier de prouver que ce nouvel « arrivage » de juifs venu d'ailleurs empêche la création d'un Etat palestinien viable ?!

Rendez-vous compte ! La technique de guerre favorite des nationaux-sionistes est d'envoyer des juifs dans un morceau de terrain. Et là, c'est fini, le morceau « infesté » ne peut plus être intégré dans le futur Etat palestinien ! Les négociateurs palestiniens, vaincus, devront le troquer contre un autre morceau qui soit vierge de tout « juif » !

Comme si les juifs ne pouvaient pas vivre dans un Etat palestinien ? Comme si les arabes ne pouvaient pas vivre en Israël ? On dirait que les négociateurs des deux côtés parlent de loups et d'agneaux à faire vivre ensemble !!!

« Donne-moi 1% ici parce que maintenant c'est rempli de juifs et je te donne 0,5% là-bas où il n'y en a pas ! ».

Les négociateurs nous peignent des frontières en forme de tâches de peinture et la communauté internationale applaudit les avancées du processus de paix. Et malheureusement, tout le monde continue à suivre ces péripéties avec une religieuse attention.

Israël n'a pas honte de demander toujours plus de morceaux de territoires d'où poussent, littéralement, des baraquements de juifs fanatisés ! Et l'Autorité Palestinienne ne trouve rien de mieux que de se battre de toute son âme sur le nombre de km² qu'elle est capable de concéder sans passer pour traître aux yeux de sa population.

Encore une fois, j'aimerais faire ma propre offre : et si on mesurait ça au kilogramme plutôt qu'au nombre ? Il suffirait de peser les israéliens et les palestiniens et de calculer le PIB de chaque peuple (Poids Intérieur Brut). Puis de procéder au partage du pays !

Non ? Trop logique pour vous ? D'accord, continuons !

Que signifie, lorsque les mieux intentionnés des interlocuteurs israéliens, disent reconnaître par principe le droit au retour mais que ce retour ne doit pas mettre en danger l'existence d'Israël, entendez qu'il ne pourra se faire que partiellement sur les 78% - labellisé « juif » - de la Palestine historique ?

Que doivent en penser les arabes israéliens, encore 20% de la population de ce territoire ?

Qu'ils doivent éviter de faire trop d'enfants sous peine de « mettre en danger l'existence d'Israël » ?

Cela signifie-t-il que faire trop d'enfants pour ces non-juifs israéliens est une déclaration de guerre à Israël et qu'alors de nouvelles expulsions auront lieu pour sauvegarder le caractère juif de ces 78% de territoire palestinien ?

Ainsi, nous assistons encore à une fausse guerre, celle des quantités, prouvant que le postulat ethnique de base du « sionisme nationaliste » – que nous avons appelé aussi le « ségréga-sionisme » – est rentré dans les têtes corrompus des négociateurs palestiniens.

Pour Israël, le problème n'est pas un conflit entre juifs et arabes mais entre quantité de juifs et quantité d'arabes. Tout ceci afin de pouvoir rester une démocratie ou plus exactement encore la seule démocratie du Moyen-Orient !

Voilà un beau rejeton de l'esprit démocratique.

3. La guerre des murs

« La colonisation sioniste, (...) ne peut donc se poursuivre et se développer que sous la protection d'une force indépendante de la population locale – une muraille de fer que la population indigène ne puisse forcer. Telle est, en substance, notre politique à l'égard des Arabes. (...) Les uns préfèrent une muraille de fer de baïonnettes juives, les autres proposent une muraille de baïonnettes britanniques. (...) mais nous applaudissons tous. matin et soir. la muraille de fer. »

Wladimir Jabotinsky, activiste sioniste, 1930⁷⁰

Depuis l'entrée des sionistes en Palestine et la théorie du mur développée par Jabotinski, Israël n'a cessé d'opposer un mur de violences aux aspirations légitimes palestiniennes.

Et face à cela, les palestiniens ont construit leurs propres murs à partir desquels ils se battent et construisent leur identité contre l'israélien.

Prenons pour illustrer cela, deux exemples de barrières que chacune des parties ne cessent d'exiger.

1. D'un côté, les palestiniens demandent une force d'interposition de l'ONU, en quelque sorte un « mur de casques bleus » afin de les protéger de la peur agressive de l'israélien. Le problème est que ce mur ne protège pas les israéliens de l'impuissance agressive du palestinien. Car si le « mur bleu » peut être efficace à contenir l'armée israélienne, en revanche les kamikazes isolés peuvent aisément contourner ce mur.

2. De l'autre, les israéliens construisent leur fameuse façade de béton avec miradors et autres barbelés. Ce « mur gris »⁷¹ les protège contre les attaques kamikazes, mais il n'empêche pas les agressions de Tsahal contre la population palestinienne.

Mais le pire dans tout cela n'est pas qu'aucun de ces deux murs ne protègent efficacement les deux parties mais surtout que ces murs

⁷⁰ « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p17

⁷¹ Nous avons montré dans notre lettre de démission combien ce mur servait avant tout la politique ségrégationniste d'Israël avant que d'être un outil sécuritaire. Reste que dans l'imaginaire de la société israélienne, ce « mur gris » est là pour faire obstacle à leurs peurs.

empêchent les deux peuples de se voir comme partie prenante d'une même réalité nationale.

En effet, la venue de casques bleus signifierait qu'Israël est une entité extérieure à la réalité palestinienne et que l'ONU doit intervenir dans un conflit entre deux nations à séparer. Et c'est comme cela que le comprennent les israéliens. De même que les palestiniens comprennent bien que la barrière de béton permet de les séparer définitivement du reste de la Palestine.

Les israéliens et les palestiniens de bonne volonté qui se battent pour arrêter la lutte que les deux peuples mènent par-dessus les murs, se trompent. Car ce sont les murs eux-mêmes qu'il faut détruire.

Il faut faire tomber cette muraille, outil de défense de la conscience israélienne par lequel les juifs de Palestine occultent leurs contradictions internes. De même, il faut détruire le mur de rancune et de revanche qui s'est construit dans l'inconscient arabe.

Comme le remarque pertinemment Meron Benvenisti :

« Nous sommes dans une situation où la non reconnaissance mutuelle est devenue une pierre d'achoppement d'autant plus lourde qu'elle s'enracine dans l'expérience historique des Israéliens et des Palestiniens...

(l'israélien) : *“Si tu ne me reconnais pas, c'est que tu projettes de m'anéantir”...*

(le palestinien) : *“Si je te reconnais, c'est que je t'absous de ta culpabilité dans le désastre que tu as infligé à mon peuple”* ».

Et ainsi conclut-il :

« Le conflit israélo-palestinien est empreint de valeurs ultimes d'identité et de survie. La sagesse devrait consister à essayer de traduire tout ce matériau explosif en termes rationnels, et non pas à participer à la “métaphysique du droit à l'existence” ».⁷²

⁷² Meron Benvenisti, journal « Ha'aretz », Extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p36

En construisant des murs, les peuples, qui sont en bas, ne se voient pas.

Les murs permettent aux gouvernants de rester entre eux. Ils se disputent alors entre eux des intérêts et des attributs de pouvoir, dans le but unique de défendre l'étendue de la souveraineté respective de chacun de leurs Etats.

Il faut faire tomber les murs pour que les peuples se voient face-à-face et s'attellent aux véritables enjeux.

Car aucun mur n'a jamais ouvert d'horizon...

Du vainqueur « juif » et du vaincu « arabe » des 2 Etats séparés, la politique du « 1 Etat et demi » va en faire deux vaincus !

Entre négation et ségrégation, hypocrisie et compromission, la solution de la séparation et le processus de paix qui y mène est une véritable catastrophe humanitaire et une défaite de l'humain et de l'universel.

Il est temps de sortir de l'ornière...

AFRIQUE DU SUD – ACTE 1

Discours d'éloge sur l'apartheid, en faveur de la séparation des blancs et des noirs au sein du territoire sud-africain :

« C'est notre droit de maintenir notre identité blanche...

... mais en même temps, nous reconnaissons l'identité des non blancs, celles des indiens, celle des noirs...

... Et nous, au Parti National, nous avons pris position.

Nous avons dit, non seulement à l'Afrique du Sud et à ses habitants, mais nous l'avons dit au monde entier, nous l'avons dit aux dirigeants du monde entier, nous l'avons dit dans le palais de verre de l'ONU...

... que, nous les blancs, dans ce pays, nous avons le droit de maintenir notre identité en toutes circonstances ».

Balthazar Johannes VORSTER, Premier Ministre Sud Africain, 1973

BINATIONALISME

Ne plus se tromper de guerre

1^{ère} partie

De la clarification des positions...

a. Les conditions de la dignité : pour revenir à l'humain

1 – Refuser l'idéologie nationale-sioniste

L'antisémitisme « est une réponse compréhensible aux défauts des juifs ». **Theodor Herzl, fondateur du sionisme**

« Chaque pays ne peut absorber des juifs qu'en nombre limité s'il veut éviter l'indigestion. L'Allemagne a déjà trop de juifs ».

Chaim Weizmann, futur président de l'Etat d'Israël

Qui a un problème ?

Le « juif national-sioniste » légitime son désir de se séparer des non-juifs par l'angoisse et l'obsession de la persécution. Mais aussi et surtout par la volonté d'entrer dans l'histoire des nations souveraines !

Pour cela, il refuse de partager la souveraineté du pays avec les autres populations constituant le pays dans lequel il a décidé de vivre.

Le « juif national-sioniste » a donc un problème... qu'il faut résoudre !

L'« arabe palestinien » a été transféré ou chassé de chez lui par le « juif national-sioniste » qui refuse de se mélanger avec lui ou plus exactement de l'associer aux attributs du pouvoir.

L'« arabe » désire retourner vivre chez lui. Il est victime d'une injustice qu'il faut réparer ou dédommager.

L'« arabe palestinien » a donc un droit... qu'il faut rétablir !

Maintenant, soyons clair.

Faut-il mettre fin au droit ?

Ou bien faut-il mettre fin au problème ?

Parce que si tout le monde trouve plus logique de mettre fin au droit et d'occulter le problème, pour calmer les angoisses sionistes, plutôt que de rétablir ce droit et de régler le problème, alors je ne comprends plus rien à la morale humaine !

Il semble que l'on se satisfait d'un mode de pensée proprement « nazi » qui a dominé l'idéologie national-sioniste dès ses premiers pas.

Ainsi, comme le rappelle Tim Wise, « au début du règne d'Hitler, la Fédération sioniste d'Allemagne écrivit au nouveau Chancelier, notant la volonté (des juifs) « d'adapter notre communauté à ces structures nouvelles » (en l'occurrence, il s'agissait des Lois de Nuremberg, qui limitaient les libertés des juifs), étant donné qu'elles « offrent à la minorité juive... ses propres vies culturelle et nationale »⁷³.

« Offrir aux juifs leurs propres vies culturelle et nationale ». C'est exactement ce que demande le national-sionisme et c'est exactement ce par quoi à commencer le nazisme allemand avant de se tourner vers l'option de la solution finale !

Adolph Eichmann, fonctionnaire de haut rang de l'Allemagne, responsable de la logistique de la déportation, a expliqué lors de son procès à Jérusalem combien l'idée d'un Etat pour les juifs allait dans le sens de sa conception nazie de la vie, conception qui rêvait au départ d'une expulsion massive des « Juifs » hors d'Europe.

Ainsi, Eichmann estime avoir travaillé « avec ardeur à l'«émigration accélérée» des juifs. Il conserve un souvenir heureux de cette période 1938-1939 où il avait pu mettre en pratique son sens aigu de l'organisation pour administrer l'expulsion des juifs d'Autriche, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne. Sa collaboration avec des notables communautaires juifs était suivie, constructive, il appréciait les représentants sionistes qui œuvraient avec lui à l'«émigration accélérée». Ce fut pour lui une période de «coopération heureuse», source de «joie créative» ». ⁷⁴

A la question du Procureur Général Hausner : « Est-ce uniquement pour aider ces représentants juifs que vous avez fait ce que vous avez fait ? »

Eichmann répondra : « Non, je l'ai déjà dit. C'était bénéfique pour chacune des parties. Et je me suis constamment rapporté aux souhaits des juifs eux-mêmes d'avoir leur propre terre, un pays à eux sous leurs pieds. J'ai totalement adhéré à cette idée, sur laquelle j'ai basé ma coopération,

⁷³ Tim Wise, « Réflexions d'un juif dissident sur le sionisme », article sur Zmag, 5 septembre 2001. Repris dans le Point d'information Palestine n° 239.

⁷⁴ Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p20

*ma coopération joyeuse afin de trouver une solution à ce problème. C'était mon souhait et c'était mon idée de participer à la création d'un territoire où les juifs pourraient vivre ».*⁷⁵

Le national-sionisme et le national-socialisme n'ont donc pas toujours été en mauvais termes, du moins dans les premières années de l'entreprise nazie du fait d'une conception commune de la nation et donc finalement d'une convergence d'intérêts, comme l'expliquera très bien Adolph Eichmann.

En fait, partager la souveraineté nationale est une horreur pour ces deux mouvances ethnico-nationalistes.

Ceci, Amnon Raz-Krakotzkin, l'a perçu avec acuité concernant le sionisme :

« Depuis le premier jour jusqu'à aujourd'hui, le refus du binationalisme peut être considéré comme le premier fondement du sionisme. L'égalité nationale et civique, la reconnaissance mutuelle sont assimilées à une atteinte au sionisme ».

*« Le sionisme, ce n'est ni la colonisation du pays, pas même le foyer national, mais la détermination à jouir du statut de majorité. Quand la colonie juive n'était qu'une minorité, le sionisme aspirait déjà à en faire une majorité. »*⁷⁶

Or cette idéologie a tellement imprégnée les acteurs proche-orientaux qu'aujourd'hui, vouloir établir un Etat démocratique multiconfessionnel est devenu un acte terroriste dans cette région du monde !!

Vous ne me croyez pas ?

Alors écoutez cela : Ahmed Qorei, négociateur palestinien n'a pas hésité en 2004 à « menacer » Israël d'un Etat Binational si les pourparlers continuaient à piétiner.

⁷⁵ Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p115

⁷⁶ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p186

Ainsi, il a déclaré que si la construction des colonies juives se multipliaient encore, l'encerclement colonial serait tel que l'Autorité Palestinienne n'aurait d'autres choix que d'abandonner l'idée d'un Etat arabe à eux sur un petit territoire de Palestine en faveur d'une lutte à l'intérieur du système d'occupation israélien où ils se battraient alors pour la reconnaissance d'une collectivité palestinienne au sein d'un Etat d'Israël souverain sur l'ensemble du pays.

Et tout le monde, israéliens et européens en tête, a pris peur et à condamner cela. Tous se sont offusqués d'une telle politique de la terreur !

On nage en plein délire !!

Vivre dans un seul Etat multiconfessionnel et démocratique est devenu une menace. Et la communauté internationale se bat pour défendre Israël contre cette menace que les terroristes arabes brandissent !

Maurice-Ruben Hayoun, philosophe et écrivain, n'a pas honte d'écrire dans un journal français sérieux que les attentats-suicides « *ne doivent pas faire oublier la menace brandie par l'Autorité Palestinienne : remettre l'idée d'un Etat binational à l'ordre du jour. Cette proposition d'Ahmed Qoreï, si irréaliste soit-elle, n'en constitue pas moins une dangereuse régression*⁷⁷ » !

Un Etat binational fait donc plus peur à Israël et à Hayoun que les attentats-suicides ! Et le fait d'en parler constituerait une régression !

Pire, il continue en rappelant que « *le Fatah se déclarait déjà partisan d'un Etat unique et laïque où coexisteraient juifs et Palestiniens* » avant de rajouter sans honte que l'Etat laïque est « *un marché de dupes qui ne visait qu'à obtenir par la voie diplomatique ce que les Palestiniens ne pouvaient obtenir par des moyens militaires...* ».

Incroyable, un philosophe français s'offusque en 2004 dans « Le Figaro » du fait que les palestiniens se soient battus pour « *un Etat unique et laïque* », et il se satisfait de savoir qu'ils furent – heureusement – écrasés

⁷⁷ « L'avenir du sionisme est menacé », Le Figaro, 14-15 février 2004.

militairement par des israéliens, qui eux se battaient de leur côté pour un Etat ethnique.

Et il reproche aujourd'hui aux Palestiniens de ne pas avoir abandonné ce rêve criminel de l'Etat laïque mais surtout, fourberie de toutes les fourberies, il condamne leur tentative de vouloir l'obtenir maintenant par la voie... « *diplomatique* » !

Mais les Israéliens ne sont pas dupes et se battent valeureusement, face cette *diplomatie perfide*, par tous les moyens *militaires* et *répressifs* en leur possession pour conserver leur Etat ethnique.

Regardez combien l'obsession raciale est un avatar et un pilier de la doctrine nationale-sioniste de l'actuel Etat d'Israël !

Chers lecteurs, que croyez-vous défendre quand vous appelez au droit à l'existence d'Israël ? Pensez-vous que vous êtes en train de sauvegarder la démocratie, si fragile au Proche-Orient ?

Non ! Vous ne faites que défendre une obsession raciale, ou plus exactement comme je l'ai défini au début de mon étude un « fascisme ethnique » !

Comprenez-donc ! La démocratie israélienne a commencé par « *changer de peuple car il ne correspondait pas aux désirs de la minorité* » alors que la démocratie à laquelle vous pensez, vous, est celle qui parle de « *changer de gouvernement quand il ne répond pas à la volonté de la majorité* ». Non ?

Réfléchissez-bien à cela dorénavant lorsque vous proclamerez le « *droit à l'existence de l'Etat d'Israël* » !!

D'autant que cette position injuste que la communauté internationale adopte pousse les arabes à agir de manière toujours plus réactionnaire.

Comprenez que, très rapidement, l'agression sioniste arrogante et humiliante va induire chez une partie des arabes de la région une réaction de plus en plus primaire, au fur et à mesure du développement victorieux de la nation juive au cœur du Monde Arabe.

Tant et si bien que, face à ce « juif » colonisateur mais invincible, une vision binaire s'est imposée parmi une frange non négligeable de la population arabe, dans sa considération du conflit en cours.

Ainsi, par ce « droit à l'existence » que les sionistes européens vont inventer, les arabes vont voir littéralement la « question juive » leur tomber sur la tête. Et, à cette question, il fallait répondre vite. Ils y répondirent mal.

Elham Manea, journaliste arabe, nous en dévoile le contenu :

« Il y aurait deux camps, les « musulmans » et les « juifs ». Ils seraient engagés dans une lutte éternelle, jusqu'à ce que les uns – fatalement les musulmans – viennent à bout des autres – fatalement les juifs – et les « éliminent ».

Cette pensée relève de confusions voulues et préméditées. Dire que tout ce qui va mal dans le monde est le fait des Juifs, que les Juifs tuent rituellement des enfants et qu'ils incitent le monde entier à la haine des musulmans, ce sont des mensonges. Mais cela relève également de notre inconscient et d'une haine latente qu'il ne sert à rien de nier ».

Tant et si bien que la journaliste rappelle que : « *Dans beaucoup de sociétés arabes, « juif » est une insulte... ».*⁷⁸

La perpétuation du conflit et les défaites répétées des arabes ont durci leurs positions et multipliaient les amalgames.

Ainsi, aujourd'hui, le discours arabe ne fait aucune distinction claire entre juif, sioniste et israélien à tel point que ces trois termes paraissent bien souvent synonymes.

Et cette essentialisation de l'autre – « *un israélien est un juif qui est un sioniste qui est un colon qui est un raciste et un nazi* » – a transformé les termes du conflit d'un problème de droit en un problème ethnique et religieux.

⁷⁸ Elham Manea, journal « Shafaf », Extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p21

Cette polarisation ethnico-religieuse a fait que « *lors des négociations de paix de l'an 2000, on n'accordait pas plus d'importance à des sujets pratiques et tangibles – comme le retrait israélien, les réfugiés et les colons – qu'à des questions comme la souveraineté sur Jérusalem et les Lieux Saints* » relève un autre journaliste arabe, Hazem Saghieh.

Il est atterrant de voir tant de passions tournant autour du statut définitif de Jérusalem au détriment de questions beaucoup plus essentiels d'un point de vue humain et du droit que sont celles des « expulsés » et des palestiniens des Territoires. Saghieh conclut très justement que « *le revers de la médaille est que les deux camps se sont laissé entraîner par leurs politiques nationalistes très loin de l'universalité des religions* ». ⁷⁹

Les « sionistes culturels » n'ont pas fait le poids face aux « sionistes nationalistes » et nous assistons aujourd'hui dans le monde arabe à la victoire des « nationalistes radicaux ».

Ainsi, les peuples arabes alentours se sont radicalisés dangereusement. Beaucoup ne dépassent pas une vision binaire du conflit et n'en comprennent donc plus les véritables enjeux !

Le démon du souverainisme règne encore en maître dans ces contrées. Et même si les palestiniens sont en avance dans l'idée d'une coexistence citoyenne à égalité avec les israéliens, les blocages sont encore nombreux et les préjugés, pour un certain nombre d'entre eux, féroces !

Pourtant, il ne peut s'agir de se battre pour les mêmes erreurs que celles faites par le national-sionisme. On ne peut accepter de se battre pour rétablir une Palestine exclusivement arabe, mais il est tout aussi inacceptable de lutter en faveur d'une partition ethnique du pays. Ces deux objectives sous-tendent les mêmes présupposés nationaux-sionistes.

Il y a donc une véritable campagne à mener envers l'opinion publique arabe pour promouvoir l'idée d'un Etat pour tous en Palestine. La lutte contre le national-sionisme passe aussi par là !

⁷⁹ Hazem Saghieh, journal « Al Hayat », Extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p28

Histoire de l'écrivain juif Samir Naqqash

« Jusqu'à sa mort, Samir Naqqash fut convaincu que ses parents, comme des dizaines de milliers d'autres Juifs irakiens, n'avaient pas émigré en Israël par conviction sioniste, mais avaient été les jouets d'une conspiration ourdie entre le gouvernement (israélien) de David Ben Gourion et le gouvernement irakien de Nuri Saïd, lequel voulait se débarrasser des Juifs d'Irak contre de l'argent ».

Ainsi, Naqqash « ne se remit jamais de la transition brutale et humiliante d'une société (**Irak**) dans laquelle ses parents incarnaient la culture et la richesse à une société (**Israël**) qui le parqua des années durant dans un camp de transit ».

« En 1991, Naqqash prit la décision inouïe de s'installer en Egypte. « Il était persuadé que les milieux littéraires égyptiens l'accueilleraient comme un roi.

En fait, trois mois à peine après leur départ, Naqqash revint en catastrophe en Israël avec tout sa famille, tant l'atmosphère égyptienne était au lynchage » (...) ». ⁸⁰

Le national-sionisme aurait-il gagné les esprits dans les contrées du Proche-Orient pour qu'on ne supporta plus la présence de Juifs en son sein ... comme les nationaux sionistes israéliens auraient aimé avoir expulsé le reste de leurs « arabes »?

⁸⁰ Neri Livneh, journal « Ha'aretz », Extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p70

2 – Refuser le « droit à l'expulsion d'un peuple »

Et ne pensez pas que le discours « ethnico-fasciste » vu plus haut d'Hayoun provienne de l'extrême-droite israélienne.

Ecoutez ce qu'Uri Avnery, partisan de la paix par excellence en Israël, en pense :

« Certains Palestiniens parlent certes avec ferveur d'un Etat binational mais je crois que, pour certains au moins, ce n'est qu'un nom de code pour l'élimination de l'Etat d'Israël, et pour d'autres une fuite devant l'amère réalité vers le rêve de revenir dans leurs maisons et leurs villages d'autrefois ».

En revanche, *« pour supposer que les Juifs israéliens renonceraient de leur plein gré à l'idée d'un Etat juif, il faut ne rien comprendre au besoin existentiel des Juifs pour un Etat à eux, après des siècles de persécutions qui ont culminé avec la Shoah »*⁸¹.

Donc, le Non-juif, lui, peut et doit renoncer à son rêve de revenir chez lui pour que le Juif puisse réaliser le sien.

En revanche, le Juif, lui, ne peut pas renoncer à « *son besoin existentiel* » en faveur du « droit naturel » du Non-juif de Palestine !

Tout est dit : Uri Avnery, lui aussi, veut un Etat à souveraineté juive homogène (comme Hitler voulait un Etat à souveraineté aryenne) et combat donc ceux qui demandent un Etat laïque.

Et pour conserver cette homogénéité de l'Etat d'Israël, il accepte l'expulsion des palestiniens (« *l'amère réalité* ») et qualifie ensuite leur désir de retourner vivre chez eux de « *fuite vers le rêve* ».

Le fait que le droit au retour soit considéré par la quasi-totalité des israéliens comme un suicide montre bien qu'Israël s'est construit sur un crime (l'expulsion) pour pouvoir bâtir un rêve (l'Etat Juif) qui serait remise en cause par la réalisation du droit (le retour) !

⁸¹ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

Uri Avnery continue :

« La seule évocation de la vision binationale effraiera la grande majorité des Israéliens qui se rapprochent lentement de l'acceptation de la solution des deux Etats, réveillera leurs angoisses existentielles ... ».

*« Elle donnera à la droite une arme puissante : “Que vous avons-nous dit ? Le but réel des partisans de la solution des deux Etats est d'abolir par étapes l'Etat d'Israël !” ».*⁸²

Comprenez-vous la rhétorique ?

Puisqu'il faut trouver un compromis qui contente les deux parties, et que d'un côté, on veut la justice et qu'en face, on veut un espace vital juif homogène, alors forcément, il faut aboutir à une situation mi-juste (pour contenter le droit au retour des palestiniens) et mi-ségrégationniste (pour contenter le désir des juifs de vivre entre eux) !

Sachant qu'il n'existe pas de moitié de justice ni de demi-racisme, nous aboutissons réellement – avec les 2 Etats séparés – à une situation injuste et ségrégationniste !!

Au final, on ne règle :

- ni le problème des juifs qui ne sont toujours pas en sécurité,
- ni on ne rétablit le droit des « expulsés » qui pour la grande majorité peuvent « aller se faire voir ailleurs » !!

Autrement dit, les juifs ont une obsession victimaire et les autochtones palestiniens doivent comprendre cela et accepter leur propre expulsion !

A-t-on conclu pour l'Allemagne Nazi :

« Ils sont chez eux et ont le droit de choisir de ne vivre qu'entre aryens afin d'éviter que leur civilisation ne soit corrompu par les non-aryens. C'est un droit légitime ! ».

⁸² Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

Il ne peut y avoir de prescription pour un crime de ce genre. Nul peuple ne peut être pardonné de refuser à un autre de vivre sur ses propres terres parce qu'il a décidé d'avoir un terrain à lui où il puisse se gouverner seul sans mélange avec d'autres races !!

Acceptez le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, c'est cautionner l'idéologie nationale-sioniste qui méprise totalement les droits des non-juifs de la Terre Sainte. Les nationaux-sionistes ne voient le monde qu'en termes de droits pour les juifs !

Israël s'est construit sur un déni. Et clamer son « droit à l'existence », c'est d'abord cautionner l'expulsion des civils palestiniens mais c'est surtout laisser venir le problème de la minorité arabe en Israël (20%) qui devra répondre un jour de son poids démographique comme 85% des arabes du territoire israélien ont dû en répondre en 1948 !!

Déjà, le fait qu'Avigdor Liebermann qui appelle à leur transfert arrive en troisième position des élections législatives en février 2009 montre bien l'obsession raciale qui domine les débats de la société israélienne !

Haim Hanegbi, activiste juif israélien, le ressent bien qui écrit :

*« ... j'ai compris qu'Israël n'était pas arrivé à se libérer de son modèle expansionniste. Israël était pieds et poings liés à son idéologie fondatrice et à son acte constitutif, qui fut un acte de dépossession ».*⁸³

Et Raz-Krakotzkin, écrivain juif israélien, a parfaitement raison lorsqu'il écrit :

« Le débat tient en un unique débat : ce débat porte sur la question des Juifs, qui est en même temps la question des Arabes. On ne saurait parler de droits des Juifs sans parler des droits des Arabes ».

« De même, on ne saurait accepter une séparation entre le débat sur l'occupation et le débat sur le caractère juif de l'Etat d'Israël, comme s'il s'agissait de problèmes indépendants ».

⁸³ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

« Ce n'est qu'en combinant ces problématiques qu'un changement est susceptible de se produire ».

Désolé, Monsieur Avnery, mais nous sommes dans l'obligation de lutter contre le national-sionisme à l'origine de la création d'un Etat qui refuse de partager la souveraineté avec les non-juifs de son territoire.

Les Alliés n'eurent pas d'autre choix que de combattre l'Etat nazi d'Allemagne. Et la communauté internationale n'eût pas aussi d'autre alternative que d'isoler l'Etat national-raciste d'Afrique du Sud. De même, la seule démarche humaniste permettant d'offrir une solution digne pour tous au Proche-Orient consiste à refuser l'existence de l'Etat national-sioniste d'Israël !

Est-ce clair ? Il ne peut y avoir de répit dans la lutte tant que les israéliens n'abandonnent pas l'idée de vivre dans un pays à jamais « juif » au détriment d'autochtones chassés qui doivent chercher ailleurs où vivre pour satisfaire le désir de souveraineté des juifs sionistes !

Je vous laisse apprécier le réquisitoire prononcé il y a bien longtemps par Hannah Arendt dans l'épilogue de son « Rapport sur la banalité du mal » contre Adolph Eichmann et le nazisme :

*« Parce que vous avez soutenu et exécuté une politique qui consistait à refuser de partager la terre avec le peuple juif et les peuples d'un certain nombre d'autres nations – comme si vous et vos supérieurs aviez le droit de décider qui doit et ne doit pas habiter sur cette planète – nous estimons que personne, aucun être humain, ne peut avoir envie de partager cette planète avec vous (...) ».*⁸⁴

Cher lecteur, auriez-vous pu affirmer le « droit à l'existence » de l'Etat aryen d'Allemagne ? Est-ce que cela signifie que vous êtes pour la destruction de l'Allemagne ? Est-ce que Arendt est germanophobe lorsqu'elle exprime une pensée aussi radicale envers les dirigeants nazis ?

Bien sûr que non ! Or, aujourd'hui, ce qu'écrivait la philosophe s'applique mot pour mot aux dirigeants sionistes qui, dès la première moitié du 20^{ème} siècle, avaient décidé « *qui doit et ne doit pas habiter* » sur

⁸⁴ Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p31

la terre de Palestine et ont alors mis en œuvre « *une politique qui consistait à refuser de partager la terre avec le peuple ('arabe') et les peuples d'un certain nombre d'autres nations* ».

Vous ne pouvez soutenir le « droit à l'existence » de l'Etat juif d'Israël sans cautionner le « fascisme ethnique » inhérent à l'idéologie national-sioniste ! Ce qui ne signifie pas que vous souhaitez pour autant la destruction des israéliens !

A l'inverse, si vous défendez l'existence d'Israël, vous défendez aussi l'expulsion d'un peuple pour la mauvaise raison qu'il n'est pas de la bonne ethnologie. Plus encore, vous confirmez la vision raciste et méprisante que les sionistes se font des arabes et qui consiste à dire :

« Puisque ce sont des arabes, ils peuvent tout à fait aller vivre avec les autres arabes autour d'eux ! Alors que nous, juifs, n'avons que ce territoire ! ».

Et les arabes palestiniens devraient donc accepter cette idée méprisante que les sionistes se font sur eux, et que vous cautionnez en défendant l'existence d'Israël!

Pourquoi n'avez-vous pas demandé aux Noirs sud-africains, à l'époque de l'apartheid, de s'en aller dans les autres pays d'Afrique Noire du fait qu'ils partageaient la même couleur de peau ?

Bref, à quand l'expulsion des Wallons francophones vers la France pour laisser les Flamands dirigés seuls la Belgique, eux qui n'ont que cette terre.

Alors que les populations francophones sont nombreuses tout autour, en France et en Suisse, qui peuvent accueillir les wallons !

Et bien quoi ! Les Wallons et les Suisses francophones, n'est-ce pas un peu la même chose ?

Ne parlent-ils pas la même langue ?

Oui ? Non ?

Meron Benvenisti, homme politique israélien

« Un jour d'avril 1948, j'étais dans la rue King Georges, à Jérusalem, lorsque le Etzel (une organisation militaire nationaliste clandestine) tint sa parade de victoire, dans le centre ville, des camions transportant les survivants de Deir Yassine. Quand j'y repense, aujourd'hui, c'est terrible. Mais, à l'époque, cela ne m'avait pas semblé terrible ».

Il rajoute : « ... en 1955... je venais d'arriver dans un village situé près de Beit Guvrin. Ce village était totalement intact, complet. Simplement, il n'y avait personne. Pour la première fois, je me suis demandé où étaient ces gens, où étaient-ils partis ? Mais même cette stupeur ne fut que passagère. Cela ne m'a pas brisé la conscience ». ⁸⁵

Haim Hanegbi, activiste israélien

« ... Soudain, c'était à la fin de l'année 1947, ils (les arabes) disparurent. C'était en hiver, j'étais en classe de 4ème. Et, chose étrange, cela ne me traumatisa pas le moins du monde. Tout cela advint calmement, sans drame. On aurait dit qu'ils s'étaient tout simplement évaporés... ».

« Et là où travaillait mon père, la municipalité de Jérusalem, les Juifs et les Arabes travaillaient ensemble, là encore. Mon père m'emmenait faire des promenades dans Jérusalem et autour de la ville. Je me souviens très bien des villages palestiniens d'Ein Karen, de Malha, de Lifta, de Beit Mazmil. Vous l'aurez compris : jamais les Arabes n'ont été pour moi des étrangers. Ils ont toujours fait partie de mes souvenirs, de mon paysage. Du pays... » ⁸⁶

⁸⁵ Meron Benvenisti, politicien israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

⁸⁶ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

3- Contre les droits nationaux, pour les droits humains avant tout

Comme tout groupe colonial, les israéliens pensent que la préservation de leur culture et de leur identité passe nécessairement par la conservation d'une pleine souveraineté au sein d'un territoire homogène.

Les Blancs d'Afrique du Sud firent avant eux le même calcul. Et d'une façon quelque peu différente les pieds-noirs d'Algérie pensaient que la souveraineté française aussi serait la seule garante de leur spécificité culturelle.

Or, la seule chose que les « français » d'Algérie obtinrent fut de transformer le mouvement autonomiste pour les droits civiques algériens des années 1920-1930 en un mouvement souverainiste indépendantiste pour les droits nationaux !

En effet, la principale cause de la radicalisation du peuple algérien fut sans conteste l'idéologie national-souverainiste des grands colons !

Et ceci fut aggravé par le suivisme ou la passivité de la majorité des pieds-noirs ; du fait de leurs vues étroites, de leurs mentalités ségrégationnistes et parfois racistes, de leurs peurs, de leurs intérêts matériels aussi. Enfin de leurs illusions d'une souveraineté française à même de les protéger à jamais de leurs privilèges et de leurs spécificités.

D'où entêtement. Puis insurrection sanglante. Puis rupture et exil !

La chimère de la souveraineté française n'a pas protégé le peuple pied-noir de son annihilation après 132 ans de colonisation ? Est-ce après cela que court la nation israélienne, jeune peuple colonisateur de 60 ans ?

Les blancs d'Afrique du Sud auraient pu s'accrocher à la chimère de la souveraineté mais ils comprirent qu'un jour, les rapports de force changeraient, et qu'alors, ils auraient eût à fuir le pays devant une révolution noire en arme !

Mais, par sagesse, et – j'espère aussi – par humanité, ils décidèrent de garantir la sécurité et le plein épanouissement du peuple afrikaner blanc en

abandonnant leur prétention souverainiste et en pariant sur la coexistence et le principe du « multinationalisme » au cœur d'un Etat unique.

A partir de ces expériences, la question se pose pour le peuple israélien ? Que désire-t-il ? Veut-il terminer comme les pieds-noirs d'Algérie ont fini hier, ou au contraire aboutir à ce que les blancs d'Afrique du Sud ont réussi à construire aujourd'hui avec « l'autre » ?

Pour cela, il faut sortir de la logique du droit nationaliste pour adopter celle du droit naturel.

Meron Benvenisti, homme politique israélien, l'explique très bien :

*« ... nous avons affaire en réalité à un conflit entre une société d'immigrants et une société de natifs du cru... le problème de fond, ici, n'est pas une confrontation entre deux mouvements nationaux. Non. Il s'agit d'une histoire de naturels et de colons. C'est l'histoire d'indigènes qui sentent que des gens venus d'au-delà de la mer se sont infiltrés dans leur habitus naturel et les ont déposés ».*⁸⁷

Les Palestiniens ne doivent donc pas opposer l'idée nationale face au nationalisme juif mais bien plutôt le droit naturel. Et le point essentiel de cette lutte est le droit au retour pacifique des expulsés de 1948 et 1967.

Ainsi, à l'autre versant de la montagne, la question se pose aussi pour le mouvement palestinien. Pensent-ils que la souveraineté à tout prix offrira à leur peuple de plus grandes potentialités de développement en tant que nation ?

Regardez ! Certes, les pieds-noirs d'Algérie ont tout perdu. Mais, en réalité, les algériens autochtones ont aussi perdu beaucoup avec eux.

En effet, en bâtissant une nation sur la force des armes, peut-on espérer réellement voir advenir une société saine et harmonieuse ? Et, en laissant s'en aller tant de forces vives que représentait le peuple pied-noir, n'a-t-on pas oblitéré le développement futur du pays ?

⁸⁷ Meron Benvenisti, homme politique israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

Qu'ont-ils gagné les algériens par leur lutte ?

Des droits nationaux, effectivement...

Mais est-ce que ces droits leur ont amené les droits humains et civiques pleins et entiers ? Ou un rayonnement culturel et civilisationnel que nous pourrions aujourd'hui qualifier de « remarquable » ?

Certes, le peuple algérien s'est libéré et a vu ses conditions de vie s'améliorer, ce que le colonialisme français ne lui aurait jamais permis de faire aussi vite.

Certes aussi, jamais le FLN n'a désiré le départ des pieds-noirs. Mais à aucun moment, une véritable politique de garantie ne fut adoptée comme une priorité vitale. Car, la lutte pour le pouvoir faisait rage tandis que l'Algérie saignait !

Et la chimère de la souveraineté fit oublier à tous d'autres enjeux beaucoup plus essentiels pour une nation !

Et au final, la nation arabo-berbère algérienne a perdu du temps dans son cheminement civilisationnel – et peut-être que la présence des pieds-noirs aurait permis un meilleur départ pour la jeune nation ?

Observez ! Qu'ont gagné les palestiniens aujourd'hui avec l'autonomie tant attendue ? Des miettes de droits nationaux en contrepartie du bradage de leurs droits humains fondamentaux dont le premier est tout simplement de pouvoir vivre dans la maison de leurs parents !

Est-ce pour cela que l'OLP a combattu durant tant d'années et enduré tant de souffrances !

Que va leur donner ces semblants de droits nationaux ? Vu la pente prise par l'Autorité Palestinienne, les palestiniens vont avoir droit à une vie sous népotisme. Bref, tout... sauf une véritable émancipation !

Non, décidément, nous ne sommes ni pour le « droit à l'existence de l'Etat juif d'Israël », ni pour le « droit à l'existence de l'Etat arabe de Palestine » !

Réflexions : D'un problème européen à l'autre, arabe

L'Europe, en association avec le mouvement national-sioniste, a trouvé en 1947 la solution au recasement des milliers de réfugiés juifs de la boucherie nazie.

La première ne savait trop quoi en faire !
Les autres en voulaient un maximum !

Voilà comment le linge sale fut lavé sur le dos des arabes !

Voilà comment un problème essentiellement européen est devenu un casse-tête oriental !

C'est bien le Proche-Orient qui a vu lui tomber sur la tête la question juive d'Europe et c'est lui qui a vu des européens, par milliers, se déverser dans ses contrées avec une mentalité coloniale européenne !

Et c'est bien l'Europe qui a créé le problème ... et qui le défend corps et âmes. Et non pas l'inverse !

Les non-juifs de Palestine ont fait la guerre à ce nouvel impérialisme qu'est devenu le national-sionisme mais ils ont perdu.

Les non-juifs de Palestine ont fui leurs terres et abandonnés leur droit à la souveraineté pour permettre aux juifs européens d'exercer quant à eux, pleinement, leur souveraineté !

Mais jusque là en vérité, il n'existe pas de problème : ni arabe ni palestinien. Juste une injustice à combattre !

Car, ce sont bien les juifs qui ont toujours un problème.

C'est Israël, en effet, qui, en pleine contradiction entre son désir d'être en même temps un Etat Juif et un Etat Démocratique, refuse le droit naturel et imprescriptible des non-juifs de Palestine à revenir sur leurs terres, refusant de vivre avec eux dans la crainte que la Palestine perde l'exclusivité de son « caractère juif » !

D'ailleurs, contre le coup de force national-sioniste, la société palestinienne eût raison, par le biais de l'OLP, de défendre l'idée de l'Etat laïque et démocratique sous souveraineté palestinienne.

Toutefois, elle n'a pas vu se refermer sur elle le piège du temps et la constitution en face d'une véritable société israélienne de plus de 5 millions d'âmes aujourd'hui.

C'est donc entre temps que le vrai problème pour les Arabes est apparu. Et ils n'ont pas su le voir venir.

En effet, dans l'entre-temps du conflit, les israéliens se sont constitués comme une véritable nation sur cette partie de la Terre et la plupart d'entre eux ne sont plus des immigrants mais sont bien chez eux où ils sont !

Un défenseur des droits comme Ilan Halévy se rendra en Israël en 1966 « pour le combattre de l'intérieur. Il mettra 10 ans à comprendre « *que toute volonté de détruire Israël ne fait que le renforcer* ». A comprendre surtout qu'Israël est une véritable nation, pas une simple création coloniale ».

Beaucoup d'arabes ne peuvent admettre cela et n'ont rien su faire d'autre que d'appeler avec une infatigable constance à la « destruction de l'Etat d'Israël », qui n'a rien à envier à l'appel obsessionnel des pays européens au « droit à l'existence d'Israël ».

Cette position intransigeante renforce le dilemme sioniste et déplace dans le même temps le problème.

En effet, devant le nationalisme sioniste et la prétention à une « souveraineté juive » exclusive sur la Terre Sainte, certains répondent par la prétention à une « souveraineté arabe » exclusive sur la même terre.

Et ceci pose un nouveau problème qui se décline comme suit :

– comment demander réparation de l'injustice subie en faisant subir la même injustice à l'autre ?

– c'est-à-dire, comment exiger la souveraineté exclusive sur la Palestine entière sans devoir expulser les juifs !

– autrement dit, comment vouloir un Etat démocratique palestinien, donc de culture arabo-islamique, sachant que la nation israélienne, de

culture majoritairement judéo-occidentale, est aujourd'hui un fait incontestable aussi tangible que le fait national palestinien ?

L'Etat souverain palestinien n'est plus possible sauf à nier par la force le fait national israélien comme l'ont fait les nationaux-sionistes juifs avec le fait national palestinien en 1948, par l'expulsion et la destruction.

L'OLP a pris acte de cela mais plutôt que d'en arriver à la seule conclusion humaine et juste qui est le repositionnement de la lutte vers l'idée « binational », elle s'est entêtée dans sa quête de souveraineté même au prix du reniement des principes premiers que sont le refus de la partition de la Palestine et le droit de retour pour tous les palestiniens !

En se réglant sur des prétentions souverainistes, les palestiniens se sont disqualifiés. Une partie d'entre eux refuse de vivre sous juridiction israélienne pour des chimères de souveraineté tout comme les nationaux-sionistes juifs refusent l'éventualité de pouvoir partager la souveraineté avec des non-juifs !

L'Europe du 19^{ème} siècle, quelque peu antisémite, eût à faire face à la problématique nationaliste. Elle le régla par la promotion de la citoyenneté et de l'Etat de droit pour tous.

Tous les arabes n'ont pas su encore se diriger vers cet horizon. A leur décharge, l'arrogance et la violence israéliennes n'aident pas à atténuer la haine que la rue arabe, pour une bonne partie d'entre elle, porte au « juif ».

La question juive d'Europe est ainsi devenue la question juive du Monde Arabe !

Et le Monde Arabe du 21^{ème} siècle semble répondre à cette problématique de façon quelque peu réactionnaire, une façon qui charrie parfois avec elle des préjugés judéophobes.

Voilà le dernier problème, et il n'est plus sioniste cette fois-ci.

Le problème juif européen serait-il ainsi devenu un problème arabe ?

Un problème palestinien serait-il donc finalement né, répondant à l'insurmontable contradiction de la problématique israélienne ?

b. Les conditions de la justice : pour désamorcer le conflit

1 – Refuser la bantoustanisation

Et la première entité officielle qui, aujourd'hui, entretient la supercherie nationale-sioniste est l'Autorité Palestinienne. Elle est le premier voile qui permet au monde de ne pas voir la réalité du conflit en face.

Et pour pérenniser son pouvoir, elle a créé un vaste réseau de clientèle. Voilà ce qu'en dit Mustapha Barghouti :

« Ce qui est dangereux, c'est le troisième type de bourgeoisie, que j'appellerais la bourgeoisie parasitaire. Elle n'a aucune lien avec la production, elle ne fait tourner ni usines ni ateliers, elle n'a rien à voir avec le monde du travail.

Ce sont des gens qui ont construit leur fortune et leur pouvoir à travers les structures de l'OLP d'abord, puis de l'Autorité. Ils utilisent les monopoles conférés par Israël à l'Autorité, monopoles qui portent sur quatre-vingt marchandises essentielles comme l'essence, les cigarettes, le ciment, etc. Ils prélèvent 30 ou 40% sur tout nouvel investissement dans le pays, sans apporter la moindre contribution. Je ne sais même pas si on peut qualifier ces gens-là de bourgeoisie, ils forment plutôt une clique.

Ils représentent le groupe le plus nocif car il constitue la force de ceux qui cherchent à collaborer avec Israël sous couvert de mauvaises négociations, de mauvais accords. Ce sont eux qui étaient derrière les accords d'Oslo et qui sont maintenant partisans des prétendus protocoles de Genève.

Ils sont prêts à accepter n'importe quelle forme d'Autorité accordée par les Israéliens, même si elle ne comporte aucune souveraineté. La seule chose qui les intéresse, c'est leur revenu, leur pouvoir, leur capacité de contrôle. Ils noyautent les organismes du gouvernement, ils sont à l'origine de la corruption qui règne en Palestine. »⁸⁸

⁸⁸ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p42

Donc, la seconde étape de la lutte à mener, sera de réduire cette Institution de la Collaboration nationale-sioniste. L’Autorité Palestinienne est une fiction de la souveraineté palestinienne. Israël l’utilise dans sa politique de sécurité contre les indigènes mécontents de vivre dans des réserves au cœur de leur pays.

Aujourd’hui, l’Autorité Palestinienne utilise une très grande partie de son budget dans la sécurité. Et ainsi, une immense partie de l’aide à la construction de la société palestinienne sert en réalité à « faire le flic » pour Israël quand cela ne sert pas à acheter les consciences palestiniennes.

Ainsi, lors de l’attaque israélienne contre la bande de Gaza en janvier 2009, la police palestinienne était partout pour étouffer tout mouvement de révolte ou de résistance en Cisjordanie. « *Toutes les caractéristiques d’une police d’Etat sont en place, avant même qu’un Etat palestinien puisse prétendre à l’existence* » commente Leila Farsakh, professeure et journaliste palestinienne.

Les partisans du Hamas, « *seul parti de masse de la résistance* », « *sont tous clandestins, ou dans les prisons palestiniennes, ou encore dans les camps israéliens* », continue-t-elle avant de déplorer que « *pendant ce temps, l’Autorité Palestinienne continue de négocier sur les ruines du processus de paix d’Oslo.*

Elle a spéculé sur le silence d’un tiers de la population qui dépend des revenus qu’elle lui procure, sur la peur de beaucoup de voir se répéter l’invasion israélienne de 2002 et sur la capacité de sa police à réduire l’opposition au silence. Elle attend l’effondrement du Hamas pour aller reconstruire Gaza et organiser de nouvelles élections financés par l’Union européenne ».

« *Sa direction n’a jamais paru si fragile, sa légitimité aussi éphémère* », conclut Leila Farsakh⁸⁹.

Adel Samara, économiste palestinien, n’est pas plus tendre :

⁸⁹ « Nous n’avons plus que la persévérance », Le Monde Diplomatique, Février 2009. Leila Farsakh est professeure à l’université du Massachusetts, à Boston.

« Israël ne mettra pas fin à l'AP parce que pour eux c'est un rêve d'avoir des Palestiniens prêts à arrêter la lutte contre l'occupation et à simplement négocier avec Israël, repoussant les problèmes les plus importants pour l'avenir : le droit au retour, Jérusalem, les colonies... »

*L'AP est une reconnaissance explicite d'Israël dans les frontières de 1967, qui est la négation du droit des Palestiniens à habiter dans leur propre patrie, la négation du droit au retour ».*⁹⁰

Ainsi, nombre d'observateurs se rejoignent : l'Autorité Palestinienne (AP) est une supercherie !

... et toujours, l'Union européenne est là pour éviter l'effondrement de cette institution en ruine.

L'Europe joue parfaitement le jeu de l'Etat ethnique juif en continuant à financer l'Autorité Palestinienne et en maintenant ainsi ce cercle vicieux qui donne un peu de répit à Israël dans l'extension et la construction de nouvelles colonies juives.

Tant et si bien que la Cisjordanie n'est plus qu'un « *conglomérat de bantoustans refusé par l'Union Européenne*⁹¹ » !

Sari Nusseibeh, négociateur palestinien, décrit très bien cette situation:

*« L'occupation est terrible, le siège est partout, la pression. Actuellement, les Européens financent l'occupation. Et ils sont contents parce qu'ils sentent qu'ils font quelque chose, cela soulage leur conscience. Et les Israéliens sont contents parce que ce ne sont pas eux qui payent. Et les Palestiniens sont contents parce que leurs salaires sont payés. L'économie continue à fonctionner, et les gens s'en contentent. Mais c'est de l'argent mort qui court après de l'argent mort ».*⁹²

⁹⁰ Entretien avec Adel Samara. Par Julien Salingue et Amélie Boiteux.
http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=515

⁹¹ Serge Halimi, Monde Diplomatique, Février 2009, « Abandon de peuple ».

⁹² Interview de Sari Nusseibeh en août 2008,
<http://www.lapaixmaintenant.org/article1830>

Cet état de fait me fait penser, avec toutes les limites que renferme en elle-même une analogie, aux conseils juifs mis en place par les nazis durant la Seconde Guerre Mondiale.

Rappelez-vous :

« Heydrich, le chef de la police allemande, reprit la forme du reichsvertretung sous le nom de Judenrate (Conseil juif). Il les créa par décret en septembre 1939, quelques jours après l'entrée en guerre du Reich par l'invasion de la Pologne et au moment où la police ordonnait aux juifs de se regrouper dans ce qui allait devenir les ghettos ».

« Les nazis assignaient aux conseils la fonction de transmettre les ordres et règlements aux juifs et de faire passer les demandes des juifs aux allemands. Il s'agissait de mettre en place une réglementation stricte, une autorité reconnue, une administration et des moyens punitifs, pour relayer les exigences des Allemands et organiser les apparences d'un ordre social dans les ghettos, dans les villes et les pays concernés.

En Europe occidentale et centrale, la règle était d'instituer un Conseil juif par ghetto. En France, c'est l'UGIF (Union générale des israélites de France), créée par Pétain et non par les allemands, qui tenait ce rôle ».⁹³

Il est temps d'abandonner toute prétention politique ou de souveraineté et de mener un combat culturel et politique à l'intérieur du système d'occupation israélien, pour que plus jamais Israël n'utilise le désir de souveraineté palestinien à son compte, dans le seul but d'éviter les dépenses de ségrégation intérieure !

Les « Conseils juifs » durant la 2nd Guerre Mondiale ont joué le jeu du nazisme en espérant sauver les membres de leur communauté. Mais nous avons vu combien leurs espoirs étaient vains devant la folie nazie.

L'OLP a espéré de son côté qu'avec les accords d'Oslo, le peuple palestinien retrouverait un semblant d'existence nationale même si cela se faisait au détriment de son droit de vivre librement et souverainement sur l'ensemble du pays.

⁹³ Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p71

Mais devant l'obsession coloniale des nationaux-sionistes, nous voyons bien que ce fameux processus n'a permis que la multiplication des colonies juives sur les terres palestiniennes et rien d'autres !

C'est pourquoi, « *un rapport du Palestine Strategy Study Group (un groupe d'intellectuels et d'hommes politiques palestiniens) appelle à un changement radical de discours (...) Selon ce rapport, il faut parler de « résistance intelligente » et de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (...) Selon le Palestine Strategy Study Group, les Palestiniens doivent signifier clairement aux israéliens qu'ils ne veulent plus de cette solution à 2 Etats. Pour eux, si besoin était, il faudrait même dissoudre l'Autorité Palestinienne et laisser l'autorité légale, morale et financière aux mains des Israéliens. Leur argument se résume ainsi : utiliser des outils stratégiques afin de rendre plus difficiles les choix des Israéliens* ». ⁹⁴

Et Sari Nusseibeh surenchérit:

« *J'étais à Bruxelles. J'ai dit aux Européens : si vous voulez verser de l'argent, faites-le seulement à la condition que nous bâtissions un Etat, auquel cas cela a du sens que vous dépensiez de l'argent pour nous construire un aéroport.*

Mais si, au bout du compte, il ne va pas y a voir d'Etat palestinien indépendant, pourquoi gaspiller votre argent ? Gaspillez-le, si vous le devez, pour nous intégrer à la société israélienne. Cela a davantage de sens.

Donnez de l'argent pour nous permettre de faire partie de la société israélienne, d'avoir des droits égaux. Elevez notre niveau d'éducation, notre niveau de vie.

Mais que l'Autorité Palestinienne prenne tout cet argent et crée toute cette dette, cela n'a aucun sens. Peut-être les Européens doivent-ils lier leurs aides à de réels progrès dans les pourparlers de paix, pour créer un choc et que les Israéliens et les Palestiniens sortent de leur complaisance, de leur absence de courage ». ⁹⁵

⁹⁴ Daoud Kuttub, journal « Amin », Extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p39

⁹⁵ Interview de Sari Nusseibeh en août 2008,

L'Autorité Palestinienne, c'est l'histoire de « nationaux-arabistes » qui veulent exercer une souveraineté à tout prix mais qui n'ont pas la puissance des nationaux-sionistes et ne peuvent donc faire comme eux (i.e. expulser l'autre) et acceptent donc à la place, pour assouvir leur passion, d'être les autocrates de petits bantoustans palestiniens !

N'est-il pas temps d'arrêter cette mascarade en faveur des nationalistes des deux bords ?

N'est-il pas temps de prendre à la lettre les déclarations de Golda Meir ?

Née dans la ville de Kiev en Ukraine, ayant émigrée en Palestine en 1921, elle refusait de reconnaître que les Palestiniens étaient une réalité nationale de fait :

« Il n'y a rien de tel avec les Palestiniens, je suis moi-même Palestinienne », avait-elle l'habitude de dire quand elle était questionnée à ce sujet.

Bien que sa position fût motivée par des intentions nationales-sionistes, elle touchait du doigt le début de la solution.

Les Palestiniens ne peuvent être caractérisés par l'appartenance à une ethnie ou à une religion mais représentent l'ensemble des habitants du territoire de la Terre Sainte.

Et en ce sens, à partir du moment où Golda Meir y habitait depuis plus de 30 ans lorsqu'elle est devenue une figure majeure du paysage politique israélien, elle a raison de se considérer désormais comme une fille du pays.

Encore faudrait-il appliquer cette vision à tous et non uniquement aux juifs !

L'appliquer alors tout autant et même avec plus d'acuité encore, envers les milliers d'expulsés arabes qui, eux sont nés sur le sol de ce pays et y ont, pour beaucoup, une histoire multiséculaire !

Vous voyez ! Certes, nous refusons aux juifs la souveraineté exclusive. Et c'est pour cela que nous combattons l'Etat d'Israël !

Toutefois, nous allons également dans le sens de ce que sous-entendait Golda Meir en refusant de donner aux arabes une souveraineté sur le pays qui pourrait se faire au détriment des nouveaux juifs débarqués, considérés, à tort ou à raison, comme des envahisseurs !

D'accord donc, également, sur le refus d'une souveraineté exclusif pour les arabes, même sur une petite partie de cette Terre Sainte.

Ainsi, en parallèle à notre refus de l'idéologie national-sioniste, continuons le chemin de la lutte en nous opposant à ce qu'est devenue l'Autorité Palestinienne : le pilier de la politique de bantoustanisation voulue par Israël !!

Extraits : discours sur le rôle de l'Autorité Palestinienne

Gidéon Lévy, journaliste israélien à Haaretz, en 2003 déjà

« Si les chefs de l'Autorité Palestinienne étaient dotés de davantage de respect de soi, d'empressement à se dévouer et d'audace politique, ils auraient déjà annoncé depuis longtemps l'abolition de l'Autorité et confié toutes les clefs à Israël.

S'ils étaient davantage soucieux de ce dont ils sont censés avoir la charge, le bien-être de leur peuple, ils démissionneraient et ôteraient le masque à cette illusion de gouvernement et à celle d'un « Etat en gestation » ...

Au lieu de cela, ils s'attachent aux quelques honneurs et gratifications qu'Israël dispense encore à certains d'entre eux et ils continuent de prêter la main à cette grande supercherie selon laquelle existeraient une Autorité palestinienne souveraine et un gouvernement doté de pouvoirs.

Sous couvert de titres vides, ils collaborent à cette escroquerie - à laquelle beaucoup en Israël et dans le monde trouvent encore confortable de croire - qui veut que l'occupation israélienne dans les Territoires n'est pas redevenue pleine et entière, et qu'il y ait un gouvernement palestinien ».⁹⁶

Sari Nusseibeh, négociateur palestinien, en 2008 encore

« L'Autorité Palestinienne ne sert à rien. Si nous ne parvenons pas à un accord de paix avant la fin de l'année (2008), je pense qu'il vaudrait mieux revenir à la période où nous vivions heureux sous occupation. Nous avons une petite Administration civile, ...

Aujourd'hui, nous creusons d'énormes déficits, année après année. Nous dépensons des milliards, nous avons 160 000 fonctionnaires, dont la moitié dans la sécurité, qui ne nous apportent aucune sécurité d'aucune sorte, nous dépensons des sommes énormes sur des armes que nous n'utilisons que les uns contre les autres et qui ne nous apportent aucune sécurité non plus. C'est le foutoir absolu ».⁹⁷

⁹⁶ Gidéon Lévy, « le temps est venu de supprimer l'A.P. », Haaretz, 9 novembre 2003

⁹⁷ Interview de Sari Nusseibeh en août 2008,
<http://www.lapaixmaintenant.org/article1830>

2 – Refuser le morcellement des consciences

La première étape du rejet de l'idéologie sioniste et de l'Etat qui la pérennise, Israël, consiste à refuser la politique actuelle de « bantoustanisation » que permet le « processus de paix ».

Personne n'est dupe aujourd'hui.

L'objectif d'Oslo pour les israéliens consiste à utiliser un processus de paix qui n'en finit pas pour construire toujours plus de colonies raciales juives et de routes de contournement raciales juives, et enfermer les palestiniens dans des poches « à seule fin de pouvoir dénier les droits civiques des populations conquises ».⁹⁸

Les « nationaux-sionistes » juifs veulent éliminer « administrativement » les non-juifs de Palestine en les regroupant !! Il faut résister à cela !

D'autant plus que cette politique de « bantoustanisation » ne concerne pas que la terre mais également les consciences !

Ainsi, en plus du morcellement du territoire cisjordanien, la peur du retour des non-juifs en Palestine impose aux israéliens de morceler le mouvement national palestinien en séparant les négociations avec les gazaouis d'une part, les cisjordaniens d'autre part et les expulsés à l'extérieur enfin !

Voilà pourquoi Mustapha Barghouti, militant cisjordanien souligne que « l'un de nos soucis principaux, c'est justement d'éviter que les Israéliens ne parviennent à séparer Gaza de la Cisjordanie, de la même manière qu'ils essaient de séparer les Palestiniens de l'intérieur de ceux de la diaspora. »⁹⁹

Ainsi, entendons-nous dire par les israéliens et leurs relais en Europe que les gazaouis sont enfin libres et indépendants depuis le retrait de Gaza et s'indignent donc de la continuation de la politique hostile et

⁹⁸ Israël Shamir, 19 janvier 2001, cité dans un « Point d'Information Palestine »

⁹⁹ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p39

incompréhensible du Hamas et des autres groupes palestiniens à l'égard d'Israël.

Quant à la Cisjordanie, le « problème » serait a priori en cours de règlement, certes de façon laborieuse mais ce serait en cours (cf. la guerre des quantités de juifs). Il ne faudrait donc pas dramatiser la situation !

Enfin, pour les millions d'expulsés à l'étranger, ils font partie des « *questions restantes* », selon les termes mêmes des accords préliminaires à Oslo ! Et ceux-là peuvent bien attendre jusqu'à... leur mort.

Ainsi, « *pendant la période d'Oslo, il y a eu déconnexion : beaucoup de Palestiniens du dehors se sont sentis trahis parce qu'on ne parlait que de la Cisjordanie et de Gaza, parce qu'ils avaient le sentiment que l'Autorité les avait oubliés.* »¹⁰⁰

Mais plus que cela encore, la politique de bantoustanisation a fait oublier une quatrième classe de Palestiniens que sont les « arabes israéliens » !

Or, ils sont tout autant victimes du national-sionisme qui les a coupés de leurs familles expulsés en 1948 et qui les a relégués à un statut de citoyen de seconde zone – ils ne peuvent pas acheter des terres où ils veulent, ils n'ont pas le droit de ramener leur conjoint cisjordanien dans leur propre pays,...

Enfin, ils resteront en butte à la suspicion générale tant que l'Etat d'Israël se définira comme l'Etat des juifs et non comme celui de tous ses citoyens.

Cette ethnicisation d'Israël a entraîné naturellement, comme nous le rappelle M. Zimmerman, journaliste israélien, que « *la majorité juive soutient ce que l'on appelle par euphémisme l'« encouragement à l'émigration » de la population arabe du pays, ces centaines de milliers de citoyens israéliens qui constituent la minorité non-juive* » et par cette position, les juifs d'Israël pensent se poser « *en défenseurs de l'Etat, tout*

¹⁰⁰ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p58

simplement parce que les Arabes se posent, eux, en ennemis de l'Etat juif... »¹⁰¹.

Or, ils ne sont ennemis que parce qu'ils demandent la laïcisation de cet Etat, laïcisation vue, à raison, par les Juifs national-sionistes comme la volonté de détruire leur Etat ethnique. Mais les « arabes israéliens » peuvent-ils exiger autre chose ?

La politique de bantoustanisation n'est donc pas qu'une affaire territoriale à savoir sur quel morceau de Cisjordanie et de Gaza les non-juifs de Palestine seront-ils parqués ?

Mais l'objectif est de morceler également les consciences pour que demain les non-juifs de Gaza ne se battent plus avec ceux de Cisjordanie qui eux-mêmes oublieront le droit de retour des expulsés à l'extérieur de la Terre Sainte.

Et dans cette démission générale, tout le monde aura oublié aussi qu'il existe une minorité arabe en Israël victime des discriminations nationales-sionistes ; minorité qui elle-même doit oublier son lien avec ses « frères » des Territoires occupés et des camps d'expulsés à travers le monde.

Mais j'aimerais encore rajouter une dernière catégorie d'hommes à cet ensemble « palestinien » disloqué par le sionisme nationaliste. Il s'agit des juifs palestiniens et par extension de tous les juifs arabes coupés de leurs racines orientales !

L'une des catastrophes qu'a apportée ce conflit est d'avoir fait des identités « arabe » et « juif » des termes antagoniques.

Ainsi, témoigne Ella Habiba Shohat qui se dit Juive arabe et plus exactement irako-israélienne vivant aux Etats-Unis, « *ma grand-mère, qui vit toujours en Israël et continue de communiquer essentiellement en arabe, a dû apprendre à dire « nous » pour parler des Juifs et « eux » pour faire référence aux Arabes* ».

¹⁰¹ Moshe Zimmerman, journal « Maariv », extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p18

Pourtant, « pour les Moyen-Orientaux, le critère de distinction avait toujours été « musulman », « juif », « chrétien », mais ils n'opposaient pas les Arabes aux Juifs ». « Mais la guerre, déplore-t-elle, aime les oppositions binaires et ne laisse que peu de place aux identités complexes ».

Dans ce discours, l'Europe se complaît à entretenir la vision binaire du sionisme. Ainsi, poursuit Shohat, « être juif européen ou américain n'a jamais été perçu comme une contradiction, alors qu'être juif arabe est vu comme une subversion ontologique. En Occident, le discours intellectuel se plaît à mettre en avant la tradition judéo-chrétienne, mais reconnaît rarement la culture judéo-musulmane du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord ».¹⁰²

Et donc, les non-juifs de Palestine, qui se battent contre l'agression nationale-sioniste ne doivent pas oublier, et plus particulièrement les palestiniens des camps de réfugiés, que « par le même processus historique que celui qui a spolié les Palestiniens, les Juifs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont été dépossédés de leurs racines dans des pays musulmans ».

Shohat rappelle ainsi qu'« en tant que réfugiés – ou immigrés de masse -, nous avons été obligés de tout laisser derrière nous. Ce processus a également fait de nous des déracinés, nous positionnant de façon ambiguë au sein de l'Etat d'Israël, où nous avons été systématiquement victimes de discriminations de la part d'institutions qui déployaient constamment leurs énergies et leurs ressources à l'avantage des Juifs d'Europe et au détriment des Juifs d'Orient ».¹⁰³

Les victimes du sionisme nationaliste sont beaucoup plus importantes qu'on ne le croit au premier abord !

Les juifs irakiens furent ainsi les victimes d'une conspiration commune entre les « nazillons » sionistes de Ben Gourion, premier ministre d'Israël, et les « nazillons » arabo-nationalistes de Nuri Saïd, premier ministre d'Irak de l'époque qui dira en janvier 1951 :

¹⁰² Ella Habiba Shohat, extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p73

¹⁰³ Ella Habiba Shohat, extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p73

« Les Juifs ont toujours été cause de maux et de préjudices pour l'Irak. Ce sont des espions. Ils ont vendu leurs biens en Irak, ils n'ont plus de terres à cultiver chez nous. Que feront-ils s'ils restent en Irak ? Non, non, mon ami, il vaut mieux que nous nous en débarrassions tant que nous pouvons encore le faire ».

Vous comprendrez alors combien lui et Ben Gourion travaillèrent en symbiose. Pendant que l'un chassait les juifs, l'autre chassait les arabes !!

Bref, « gazaouis », « cisjordaniens », « palestiniens de l'extérieur », « palestiniens israéliens », « juifs arabes » et tant d'autres groupes ont été éparpillés par le rouleau compresseur sioniste !

Ceci est un fractionnement intolérable de la réalité palestinienne niée depuis plus de 60 ans maintenant !

Réflexions : le dernier problème ... et la première solution

La question juive d'Europe – qui a éclaté dans toute son horreur durant la Seconde Guerre Mondiale – a malheureusement provoqué une déflagration inattendue à des milliers de kilomètres de là, au Proche-Orient, et a accéléré la naissance d'un bébé qui était en gestation depuis le premier Congrès Sioniste en 1897.

Ce bébé est né de contradictions entre un objectif humaniste et les présupposés ethnico-fascistes qui ont présidé à sa réalisation. Donnons un nom à cette problématique originelle du conflit en Terre Sainte :

1. Le dilemme sioniste qui est devenu un problème judéo-israélien

Mais un malheur n'arrivant jamais seul, le nationalisme ethnico-religieux des juifs sionistes a réveillé les démons du nationalisme arabo-islamique engendrant par là un deuxième bébé tout aussi empêtré dans ses contradictions.

A la prétention sioniste de vouloir donner un refuge au peuple « juif » en niant et en expulsant un autre peuple, les arabes vont répondre dans un premier temps en niant toute légitimité à ce « peuple » fraîchement débarqué. Puis face à la toute-puissance du nouvel occupant, ils abandonneront l'objectif de souveraineté sur l'ensemble du territoire !

Cet autre bébé va alors grandir en nourrissant une contradiction de taille : persister dans l'idée de souveraineté nationale sans vouloir abandonner le droit au retour pour tous.

Donnons un nom également à cette problématique et appelons-la :

2. L'interrogation révolutionnaire qui est devenue un problème arabo-palestinien

Voilà le dernier problème né de toute cette genèse du problème européen avec les juifs !

Le dernier problème donc... et, me semble-t-il le premier qu'il va falloir résoudre pour avancer de nouveau sur les chemins de la justice et de la coexistence au Proche-Orient.

Car, en abandonnant leurs prétentions souveraines et en revendiquant désormais le seul droit naturel, les révolutionnaires palestiniens obligeront les gouvernements arabes et l'ONU à prendre leur responsabilité pleine et entière sans pouvoir brandir le prétexte d'un problème de souveraineté insoluble.

L'Europe, puis les Etats-Unis, ne pourront rien faire d'autres sinon de suivre à terme le mouvement, comme ils le firent au final lors de l'affaire de l'apartheid sud-africain.

Il ne restera plus alors qu'à régler le problème des israéliens. Ce sont eux, j'en suis convaincu, qui mettront fin à leurs chimères comme les blancs ont mis eux-mêmes fin à l'apartheid en Afrique du Sud !

Ainsi, le fait de poser la deuxième problématique, de la poser clairement aux résistants de Palestine, et d'attendre une réponse tout aussi claire, est le début de la solution :

« Voulez-vous abandonner l'objectif dépassé de l'Etat palestinien pour construire une société mixte au sein d'un nouvel ensemble à construire à deux ? ».

C'est l'épuisement de cette interrogation arabo-palestinienne qui obligera au dépassement du dilemme judéo-israélien.

3 – Contre la paix, pour la justice

« Mon Israël : vous ne connaîtrez jamais la paix, tant que vous n'aurez pas redécouvert ce qu'est la justice »

Arthur Miller, *The Times*, 03/07/2003

Nous arrivons presque à terme de notre étude puisque nous avons mis en lumière la source du conflit proche-oriental. Nous avons vu que le tarissement de cette source conflictuelle passait d'abord par la dénonciation du national-sionisme et par la lutte contre la chimère du souverainisme.

En comprenant cela, les termes du conflit changent. Faire tomber les murs et se diriger vers une solution binationale permettra enfin de se sortir des impasses violentes qui empoisonnent le Proche-Orient et obèrent l'avenir des deux peuples.

Pourquoi alors cette alternative ne s'impose pas au grand jour dans les débats entre israéliens et palestiniens ainsi qu'au sein de la communauté internationale ?

Écoutons une fois encore Uri Avnery, le symbole de la solidarité israélienne envers le peuple palestinien. Ce dernier sait que cette alternative est la meilleure et il nous la décrit comme suit :

« La majorité palestinienne se battra pour l'égalité. Le monde la soutiendra, comme il a soutenu la lutte sud-africaine contre l'apartheid. Ainsi nous parviendrons à un véritable Etat égalitaire ».

Pourtant, il rajoute : *« C'est un rêve. Les racistes blancs en Afrique du Sud étaient détestés par le monde entier. Contrairement aux Juifs israéliens, ils n'avaient aucune base arrière puissante. La communauté juive américaine a une immense puissance politique, économique et médiatique, et elle ne va pas la perdre avant de nombreuses années. Israël continue – et continuera encore longtemps – à compter sur le sentiment de culpabilité du monde chrétien inspiré par l'holocauste. Et en même temps les Arabes deviennent de plus en plus la bête noire du monde occidental. Il sera vraiment difficile d'exercer une pression internationale pour influencer la communauté juive qui dominera l'Etat binational... ».*¹⁰⁴

¹⁰⁴ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

Ce que je comprends de ce qu'écrit Monsieur Avnery – et j'ose à peine y croire – est qu'il existerait un lobby « juif » qui serait tellement puissant, ainsi qu'un complexe européen tellement profond et une haine contre les arabes tellement répandue, bref un monde tellement mauvais et hypocrite, que les palestiniens, et nous avec eux qui défendons le droit, n'avons plus qu'à nous coucher !

Supposons que le monde soit réellement ainsi ! Pourquoi donc ne lutterions-nous pas malgré tout contre ces « forces du mal » que nous dévoile Monsieur Avnery ? Qu'avons-nous à gagner en ravalant notre dignité et nos principes ?

Avnery nous donne la réponse à la suite :

*« On peut prédire que la lutte pour le pouvoir dans l'Etat binational génèrera des violences graves, comme cela s'est produit en Afrique du Sud ».*¹⁰⁵

Et voilà pour quoi : pour la paix pardi ! Le nouveau gros mot - avec celui de la souveraineté - qui permettrait de régler le problème israélo-palestinienne.

On vous l'avait dit : le but n'est ni la paix, ni la justice, ni la dignité des hommes et encore moins leur droit !

Si l'alternative « binationale » ne fait pas recette aujourd'hui, cela est dû tout simplement au fait que même la gauche de la gauche israélienne n'est pas sevrée de l'idéologie nationale-sioniste ! Et en face, les anciens révolutionnaires palestiniens courent aussi après une souveraineté qui ferait d'eux des potentats et pour cela sont prêts à sacrifier la dignité et les droits de leur peuple.

C'est tout cela qui empêche le monde extérieur de voir la réalité du conflit. Et pour occulter tout cela, tous ce beau monde se cachent derrière l'alibi de la recherche de la paix !

¹⁰⁵ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

Uri Avnery, dans cet exercice, se surpasse. Continuons à l'écouter :

*« Ainsi un Etat binational serait un régime d'occupation sous une nouvelle forme qui masquerait à peine une réalité d'exploitation et de répression économique, culturelle et probablement politique. La situation des citoyens arabes en Israël, après 55 ans, n'est pas très encourageante. Donc je ne crois pas que cette solution, si même elle était possible, mettrait fin au conflit. Elle ne ferait que le mettre sur une voie différente, peut-être encore plus mauvaise et plus violente ».*¹⁰⁶

Plus mauvaise ? Une solution qui tient compte tout d'abord du droit mais également de l'humain serait plus mauvaise qu'une solution qui dénie le droit des non-juifs à retourner vivre chez eux et qui conforte l'inhumanité israélienne qui, sous prétexte du désir de vivre entre eux, adopte une attitude ségrégationniste, voire raciste ?

Même concernant la violence, nous ne voyons pas comment nous pourrions obtenir une situation plus violente que celle d'aujourd'hui. Quoiqu'il en soit, si nous devons passer, Monsieur Avnery, par une situation plus violente pour obtenir une situation moins mauvaise, alors il me semble que le jeu en vaut la chandelle.

Ce concept de « paix » sert à cacher le véritable objectif de cette campagne : il s'agit de la pacification !

C'est un peu ce que nous vendaient les idéologues de l'apartheid qui parlaient du principe de « *rapport de bon voisinage* ». L'apartheid, c'était le meilleur moyen selon eux pour qu'il y ait la paix entre blancs et noirs. Etre bon voisin mais chacun chez soi !! Et les blancs accusaient les noirs de l'ANC de pratiquer la violence et de refuser le bon voisinage et la paix !

Or dans cette imposture que constitue l'alibi de la paix, la communication israélienne aujourd'hui excelle : « *les palestiniens ne veulent pas la paix* » s'époumone l'establishment sioniste pour donner l'impression que, finalement, les arabes sont bien fourbes dans leurs

¹⁰⁶ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

intentions : « Regardez, disent-ils, les palestiniens s'engagent dans un processus de paix mais ne veulent pas la paix réellement ! »

Mais qui a dit le contraire ?

Les termes du processus d'Oslo étaient pourtant clairs et ont été avalisés par le gouvernement israélien et l'ensemble de la population israélienne. Et que dit ce processus ?

« La terre contre la paix » !

Ce qui signifie bien : le gouvernement israélien donne de la terre et l'OLP leur fiche la paix ! C'est Rabin qui voulait la paix et Arafat voulait de la terre. Le deal était on ne peut plus clair ! Les palestiniens n'ont jamais demandé la paix mais uniquement la terre !

Or, Israël, 15 ans plus tard, ne s'est toujours pas retiré de Cisjordanie et pire encore a accéléré la colonisation des fameuses « terres promises », rendant l'émergence de l'Etat palestinien impossible, et réclame aujourd'hui la souveraineté sur une grande partie du territoire prévu initialement pour cet Etat !

Comment les palestiniens pourraient-ils leur donner la paix ?

Et d'ailleurs, quel slogan abominable que « la terre contre la paix » ! Ne signe-t-il pas le forfait national-sioniste ? Quel genre de personnes est-ce donc que ceux-là qui veulent acheter la paix avec de la terre sinon des gens « coupables » cherchant à acheter le silence sur leur forfait ?

En fait, la paix est devenue un outil pour finaliser le viol de la terre palestinienne en imposant une séparation définitive : « *Non pas la séparation comme moyen pour arriver à la paix mais la paix comme moyen de garantir la séparation !* »¹⁰⁷

¹⁰⁷ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p18

Tant et si bien qu'avec Amnon Raz-Krakotzkin, « on peut affirmer qu'aujourd'hui en Israël, croire en la paix signifie être anti-arabe. L'idée de la paix est assimilée à celle de se débarrasser des arabes. »¹⁰⁸

L'OLP, et les palestiniens, n'ont jamais voulu de la paix mais bien la reconnaissance de leur existence et le retour de leur peuple sur leurs terres. Et Israël devait recevoir en échange la paix. Mais comme nous venons de le voir, ce que veut vraiment Israël, ce n'est pas la paix toute seule mais surtout la soumission des palestiniens !

« M. Olmert et son gouvernement sont partisans de la paix – du type de celle imposée, au 19^{ème} siècle, par le gouvernement des Etats-Unis aux tribus indiennes » notera judicieusement Alain Gresh¹⁰⁹.

Dit autrement, Israël recherche non pas la paix mais la pacification.

Surtout, il crie à tue-tête son désir de faire la paix parce qu'il n'a nul désir de rendre la justice... ni même les terres d'ailleurs ! A moins que ces quelques terres – celles où il y a vraiment trop d'arabes – lui permettent de ne pas avoir, quoiqu'il arrive, à faire justice.

Or c'est bien sur ce seul point là que nous devons nous arrêter : la justice ! Et à aucun moment sur la paix.

Honte donc sur Oslo et à bas le slogan du national-sionisme :

« La terre contre la paix » ... sinon la soumission.

Non ! Et encore non ! Ce sera :

« La justice contre la paix »... sinon la résistance !

C'est clair qu'il faudra continuer à se battre et peut-être plus que jamais.

Mais alors les objectifs seront clairs.

¹⁰⁸ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p169

¹⁰⁹ Le Monde Diplomatique, Février 2009, « Contrecoups imprévus de la guerre livrée aux Palestiniens ».

Nous nous battons contre l'apartheid et notre cause ne sera plus entachée par des objectifs incompatibles avec les idéaux d'humanité tels que la négation de l'autre ... même s'il nous a nié le premier.

Il me plaît en cela à rappeler les articles de la déclaration du Fatah, le parti d'Arafat, rédigés en 1969, du temps où il était encore révolutionnaire :

« Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fatah ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël considéré comme l'expression d'une colonisation fondée sur un système théocratique, raciste et expansionniste, et comme l'expression du sionisme et du colonialisme (...) »

« (...) Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fatah proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'État palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur religion, jouiront de droits égaux ».¹¹⁰

En revenant ainsi à la stratégie de lutte pour la justice et le droit naturel, la stratégie de communication des faux partisans de la paix deviendra obsolète et leur hypocrisie apparaîtra au grand jour !

¹¹⁰ Déclaration du Comité Central du Fath, article 2 et 5 – 1969

Le droit au retour

« Le droit au retour est un droit humain et universel et, à ce titre, et comme c'est notre droit à tous, il nous revient à tous de le défendre... »

« ... il n'appartient même pas aux Palestiniens de le brader, car il ne leur appartient pas de créer un tel précédent dans l'Histoire de l'humanité... »

« ... précédent sur lequel n'importe quel tyran pourra s'appuyer demain pour nous déposséder tous de ce même droit. »

« Bien sûr, chaque réfugié palestinien a le droit de choisir d'y renoncer librement et à titre personnel, mais en tant que droit humain et collectif nul ne peut le marchander ou le négocier ». ¹¹¹

M.F. Baratli

Pourtant d'un côté :

« Des milliers d'Israéliens dont les grands-parents étaient citoyens allemands ont demandé avec succès le droit au retour en Allemagne, la citoyenneté allemande, et ont reçu pleine compensation pour la propriété pillée. Le résultat étant que la population juive de l'Allemagne est passée de 27 000 au début des années 90 à plus de 100 000 l'année dernière ».

« La Belgique a aussi passée une loi « permettant le retour à leurs propriétaires des biens qui appartenaient à des familles juives ». Elle a aussi accepté de payer à la communauté juive locale une restitution de 55 millions d'euros pour les propriétés volées qui « ne peuvent être restituées » et pour les « les polices d'assurances non réclamées à des victimes de l'Holocauste » ». ¹¹²

¹¹¹ M.F. Baratli, « Genève : la paix en Irak », article sur le net, 11 décembre 2003

¹¹² Omar Barghouti, « Une humanité relative », article sur Znet, 16 décembre 2003

Tandis que de l'autre :

Rien jusqu'à aujourd'hui ! Aucun retour des palestiniens planifié.

Et aucune indemnisation proposée.

La majorité des juifs israéliens ne veulent pas en entendre parler !

Dans le cadre des accords d'Oslo, Israël veut bien « faire un effort » pour recueillir un nombre très limité d'entre eux. Quant à l'indemnisation, Israël veut mettre à contribution la communauté internationale !

Israël fut admis à l'ONU suite à son engagement à permettre le droit au retour. Il est honteux que la communauté internationale reconnaisse l'Etat d'Israël alors que les expulsés ne sont pas autorisés à retourner chez eux, et ce depuis plus de 60 ans.

Résolution 194, article 11 - 1949

L'ONU « décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, ...

... et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers ...

... et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables ».

c. Les conditions de la paix : pour amorcer la coexistence

1 – Refuser la partition de la Palestine

Rappelez-vous ! La partition ségrégationniste du pays fut imposée :

- par la minorité juive national-sioniste ...
- contre la majorité non-juive de Palestine,
- contre les juifs antisionistes,
- et contre les sionistes « culturels » !

Face à ce coup de force, la résistance palestinienne a tenue dans un premier temps un discours très clair, comme dans sa charte de 1964:

« Le partage de la Palestine en 1947 et la création d'Israël sont des décisions illégales et artificielles quel que soit le temps écoulé, parce qu'elles ont été contraires à la volonté du peuple de Palestine et à son droit naturel sur sa patrie »¹¹³.

Jusque là, les palestiniens ont raison d'invoquer le seul « droit naturel » sur le sol où eux et leurs ancêtres sont nés, droit que nul ne peut leur dénier !

Toutefois, la puissance de feu israélienne ainsi que l'abandon de la communauté internationale et des pays voisins a fait primer le « droit du plus fort ».

Et ainsi c'est encore la force seule qui a amené Arafat au reniement des principes de justice pour son peuple. Uri Avnery nous explique le pourquoi de son évolution :

« La guerre du Kippour d'octobre 1973 a constitué un autre tournant dans sa façon (à Arafat) de voir les choses (...) [La défaite] l'a convaincu qu'Israël ne pouvait pas être vaincu par les armes.

Par conséquent, (...), Arafat a commencé sa troisième révolution (...) [qui] le mettait devant un défi historique : convaincre le peuple palestinien

¹¹³ Charte Nationale palestinienne, article 17, 1964

d'abandonner sa position historique qui niait la légitimité de l'Etat d'Israël et de se contenter de 22% seulement du territoire de la Palestine d'avant 1948.

Bien que non explicite, il était clair que cela supposait également l'abandon du retour des réfugiés sans aucune limite sur le territoire d'Israël ».¹¹⁴

En effet, les objectifs des dirigeants palestiniens changèrent de forme mais également – mais cela nous le voyons pas encore à ce moment – dans le fond. Ainsi, le 12^{ème} Conseil national palestinien stipule en 1974 :

« L'OLP emploiera tous les moyens, et en premier lieu la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et établir l'autorité indépendante, nationale et combattante pour notre peuple, sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée ».¹¹⁵

Certes, la réunification de la Palestine n'est pas encore reniée mais nous sentons déjà à cette époque que le but n'est plus de vivre dans un seul Etat avec les juifs qui sont devenus, eux aussi, nombreux, mais de s'accommoder d'un espace où exercer leur désir de souveraineté.

Certes, si certains dirigeants de l'OLP comprenaient cela comme une simple étape vers la réunification, beaucoup d'entre eux entrevoyaient déjà la possibilité d'usurper un pouvoir qu'une lutte pour le droit rendait intouchable à court terme.

Ainsi donc, le combat pour le droit naturel de tout être humain à exercer pleinement sa citoyenneté dans son pays se dévoya imperceptiblement vers une lutte pour l'exercice d'une souveraineté ... même limitée !

Arafat aurait-il rejoint les nationaux-sionistes dans leur idéologie ? « Eux chez eux, et nous chez nous » ? En restant fixé sur une telle idéologie, vers quel type de société les palestiniens se dirigent-ils ? Cela ne vous rappelle-t-il pas l'histoire d'une autre nation ?

¹¹⁴ Uri Avnery, « Un homme et son peuple », 6 novembre 2004, cité dans « Point d'information Palestine » N° 245 – 13/11/2004

¹¹⁵ 12^{ème} Conseil national palestinien, article 2 – 1974

Rafraîchissement de mémoire.

Ben Gourion s'adresse à l'UNSCOP en 1947 : « *Nous sommes prêts à considérer la question d'un Etat juif sur une partie significative de la Palestine tout en réaffirmant notre droit sur toute la Palestine* »¹¹⁶

Voilà une déclaration qui pourrait très bien être faite par un Arafat au commencement du processus d'Oslo, non ?

En 1947, la solution à 2 Etats n'a jamais été autre chose pour les nationaux-sionistes qu'une transition pour recouvrer le droit de « leur » peuple sur **toute** la Palestine.

Et où cela les a-t-il menés ? A la guerre, à l'expulsion de l'autre, à sa destruction, à la négation du non-juif de Palestine et aujourd'hui à sa ségrégation !

Va-t-on rejouer aujourd'hui le même jeu côté palestinien ?

Et pourquoi cet engrenage sans fin ?

Parce qu'à l'angoisse « israélienne » dont le remède serait une souveraineté exclusive répond la frustration « palestinienne » qui doit se libérer aussi par l'exercice d'une souveraineté exclusive occultée et déniée par l'invasion sioniste ... et l'hypocrisie internationale !

Et cela, le poète palestinien Mahmoud Darwich, a su le voir, qui, selon le témoignage d'Elias Sanbar, aurait fortement averti Arafat, avant qu'il ne prenne la décision, dans le cadre des accords d'Oslo, de rentrer au sein des Territoires :

« Ne rentre pas ! Tu as le choix entre deux choses : soit tu deviens un Moïse palestinien ; soit tu deviens un président de municipalité à qui on va demander de s'occuper de la voirie et des égouts. Fais rentrer ton peuple d'abord, et rentre après lui ».

¹¹⁶ « Le Pêché Originel d'Israël », Dominique Vidal, éditions de l'atelier, p48

Elias Sanbar rajoute : « *Arafat est rentré tout de suite parce que l'OLP était une organisation de réfugiés assoiffés de retour. L'appareil est rentré, mais pas son peuple. C'est une contradiction difficile à vivre* »¹¹⁷.

Pourtant, une autre attitude était possible devant l'impasse du souverainisme et Joël Kovel nous l'explique en mentionnant l'expérience sud-africaine :

« Pour moi, la grandeur de Mandela découle de son rejet de la version sud-africaine de la solution à 2 Etats : le système des bantoustans (...)

Tout le système était enveloppé d'une rhétorique raciste utopique et garanti par le développement d'institutions parallèles assurant l'éducation, la justice,... etc., entre les Bantoustans et l'Afrique du Sud blanche.

Inutile d'ajouter que la force armée demeurerait le monopole du régime d'apartheid, tandis que les territoires représenteraient une source de main d'œuvre à bon marché pour faire tourner les usines et les mines, par-delà la frontière des bantoustans, d'une manière très similaires à la situation régnant dans les territoires occupés (palestiniens).

Ce système, Mandela ne voulait pas en entendre parler (...)

Il prédit, avec une intuition étonnante, que ce qui attendait les Sud-Africains, c'était « un programme sinistre d'éviction de masse, de persécution politique et de terreur policière », résultats familiers aux observateurs des développements de la situation en Israël/Palestine, tout comme le sont l'opportunisme et la corruption inhérents à ceux qui se contenteraient volontiers de ces objectifs misérables.

*En fait, c'est bien là que nous pouvons mesurer la différence de niveau entre les leaderships d'Arafat et de Mandela : le premier, cerné par une forme d'acceptation, le second grandi par son refus catégorique d'un système du type des bantoustans... ».*¹¹⁸

¹¹⁷ Elias Sanbar, interviewé dans « Politis », numéro spécial, mars-avril 2010, p4.

¹¹⁸ Joël Kovel, « A propos de l'antisémitisme de gauche et du statut spécial d'Israël », in Tikkun, 9 mai 2003.

Voilà l'attitude première à adopter et à ne jamais perdre de vue, celle qui reste fidèle au combat des premiers palestiniens ainsi qu'à la vision du sionisme « culturel » des philosophes juifs tels Buber ou Magnes.

En revanche, ceux qui veulent aujourd'hui 2 Etats séparés en Palestine espèrent finaliser le programme criminel du « national-sionisme » de 1948!

D'ailleurs, cela est prouvé par cette rengaine incroyablement cynique : « *l'Etat palestinien est indispensable à l'existence d'Israël* ».

Ce leitmotiv du camp de la paix israélien montre que l'Etat palestinien est avant tout pour eux une entité qui va permettre de consommer le viol d'un territoire en établissant définitivement la légitimité de la purification ethnique ayant permis la création et la perdurance de l'Etat d'Israël !!

Battons-nous donc pour la vision que les « autochtones » de Palestine avaient opposé initialement à la volonté national-sioniste de diviser le pays sur des bases ethnico-religieuses.

Revenons à la déclaration faite en 1947 par le Haut Comité Arabe représentant les palestiniens :

*« Les Arabes de Palestine sont fermement déterminés à s'opposer par tous les moyens à leur disposition à tout projet qui aboutirait à la dissection, à la ségrégation ou à la partition de leur pays ou donnerait à une minorité des droits et un statut spéciaux et préférentiels ».*¹¹⁹

Et si la force de l'adversaire est insurmontable alors il faut jouer sur ses contradictions. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il plie sous l'effet d'une force extérieure. Sa destruction s'initiera en lui-même au travers de ses contradictions internes.

Israël Shamir, journaliste israélien, nous donne ici la clé du départ :

« Il est inutile de crier à l'usurier qui se noie : « tends-moi la main ! ».

Il n'a jamais rien donné, et il ne le fera pas plus maintenant qu'il se noie.

¹¹⁹ « Le Pêché Originel d'Israël », Dominique Vidal, éditions de l'atelier, p50

Criez-lui donc plutôt : « Prend ma main ! », il ne tardera pas à s'y accrocher ».

Tel était le conseil du sage soufi Hajji Naçr Ed-din.

L'establishment israélien ne donnera jamais rien.

Les Palestiniens et leurs alliés juifs doivent dire : « Prend ! »

Et exiger que la Terre sainte ne soit plus jamais divisée ».¹²⁰

¹²⁰ Israël Shamir, 19 janvier 2001, cité dans un « Point d'Information Palestine »

Le jugement de Salomon

« ... Deux prostituées vinrent vers le roi et se tinrent devant lui.

L'une des femmes dit : " Monseigneur ! Moi et cette femme nous habitons la même maison... Or le fils de cette femme est mort une nuit parce qu'elle s'était couchée sur lui... » [...]

« ... Elle se leva au milieu de la nuit, prit mon fils d'à côté de moi pendant que ta servante dormait ; elle le mit sur son sein, et son fils mort elle le mit sur mon sein... »

« ... Je me levai pour allaiter mon fils, et voici qu'il était mort ! Mais, au matin, je l'examinaï, et voici que ce n'était pas mon fils que j'avais enfanté ! »

Alors l'autre femme dit : « Ce n'est pas vrai ! Mon fils est celui qui est vivant, et son fils est celui qui est mort ! »

Et celle-là reprenait : « Ce n'est pas vrai ! Ton fils est celui qui est mort et mon fils est celui qui est vivant ! » [...]

« Apportez-moi une épée », ordonna le roi.

Et on apporta l'épée devant le roi, qui dit : « Partagez l'enfant vivant en deux et donnez la moitié à l'une et la moitié à l'autre. »

Alors la femme dont le fils était vivant s'adressa au roi, [...]

« Monseigneur ! Qu'on lui donne l'enfant, qu'on ne le tue pas ! »

Mais celle-là disait : « Il ne sera ni à moi ni à toi, partagez ! »

Alors le roi prit la parole et dit :

« Donnez l'enfant à la première, ne le tuez pas. C'est elle la mère. »

Tout Israël apprit le jugement qu'avait rendu le roi, et ils révérent le roi car ils virent qu'il y avait en lui une sagesse divine pour rendre justice ».

(Bible, Premier livre des Rois, chap. 3 ver. 16 à 28)

2 – Refuser l'idéologie séparatiste et souverainiste

« Ecoutez la parole que le Seigneur prononce sur vous, gens d'Israël ! Ainsi parle le Seigneur : *« Ne vous conformez pas aux murs des nations ! Devant les signes du ciel, ne vous laissez pas accabler ! Ce sont les nations qui se laissent accabler par eux : mais les principes des peuples sont absurdes »*. **Livre de Jérémie**

Le dévoiement du sionisme, le sionisme nationaliste, consiste donc à croire que seule la souveraineté politique exclusive serait le gage de la réussite du développement d'une culture juive nationale.

Pourtant, les israéliens, autant que les palestiniens d'ailleurs, doivent comprendre que le souverainisme nationaliste enferme et égare bien trop souvent la conscience humaine !

Ce qui peut être vu au départ comme un idéal – et le sionisme est un idéal – peut se transformer en idéologie macabre.

Les sionistes obéissent aujourd'hui à la raison d'Etat d'Israël dans le « noble » but du « *développement et du retour à l'histoire du peuple juif* », de la même manière qu'Eichmann, le « spécialiste » nazi de la question juive, disait qu'il avait obéi aux consignes du Reich uniquement « *pour le renforcement du peuple allemand* ». ¹²¹

Lors de son procès en Israël, au juge Halevi qui lui demande si l'idéaliste qu'il prétend avoir été « *signifiait exécuter au mieux ce qui était ordonné d'en haut* », il avouera :

« *J'entendais par là l'adhésion au nationalisme qui était prêché, et en tant que nationaliste, faire mon devoir en accord avec mon serment. C'est ainsi que je le comprenais. Aujourd'hui je suis conscient que tout nationalisme poussé à l'extrême conduit au pire égoïsme, et de là, il n'y a pas loin jusqu'au radicalisme* ». ¹²²

¹²¹ Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p119

¹²² Rony Brauman Eyal Sivan, « Eloge de la désobéissance », Editions Le Pommier, Paris, 2006, p157-158

Je le dis en tant qu'enfant d'algériens. La souveraineté pour la souveraineté est un leurre très dangereux pour les peuples !

Et c'est ce à quoi s'accroche encore nombre de palestiniens comme Hassan Khatib, ancien ministre de l'Autorité Palestinienne qui prétend que « *l'approche binationale signerait la fin de nombreuses réussites des Palestiniens en termes de construction de leur Etat et de ses institutions* »¹²³.

Autrement dit, on a donné aux indigènes quelques « friskies » institutionnels et ils auraient peur de les perdre pour avoir mieux que cela : la citoyenneté pleine et entière dans l'ensemble de leur pays.

Les institutions et autres « réussites » dont Hassan Khatib nous parle, nous voulons les construire sur l'ensemble de la Palestine,... et avec les juifs, parce que nous ne sommes pas racistes et voyons l'existence de notre nation palestinienne comme un désir commun de développer l'héritage de nos pères.

Et s'il faut partager cet héritage avec un autre peuple, nous sommes prêts au compromis pour arriver enfin à partager la souveraineté avec une autre nation devenue amie et même alliée, que dis-je compatriote !

Et puis, cette idée de partage n'est pas nouvelle, ni extérieure au sionisme.

Dés 1926, des intellectuels, dont Arendt, « *fondent l'association Brit Shalom (Alliance pour la paix). Sous l'influence d'Ahad Haam, ils pensent que le but du sionisme doit être avant tout la création d'un centre intellectuel et spirituel, et non une solution à la question juive.* »¹²⁴

Des voix juives israéliennes, aujourd'hui encore, soutiennent cette voie. Ainsi, pour les sionistes « culturels », leur désir de faire rayonner un foyer national juif se marie parfaitement avec le désir de partager le territoire de Palestine avec les autres composantes de cette région, en l'occurrence ici les arabes palestiniens. Ecoutez donc ce que nous dit Meron Benvenisti :

¹²³ Hassan Khatib, ancien ministre du plan dans le gouvernement de l'Autorité palestinienne, « La seule alternative aux deux Etats est le conflit », <http://www.lapaixmaintenant.org/article1832>

¹²⁴ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p175-177

« ... c'est un pays où il y a toujours eu des habitants arabes. C'est un pays dans lequel les Arabes constituent le paysage, sont les indigènes. Aussi, je ne les crains absolument pas. Je n'envisage pas une seconde de pouvoir vivre ici sans eux. A mes yeux, sans les Arabes, ce pays ne serait rien d'autre qu'une lande désolée ». ¹²⁵

Hanegbi renchérit en parlant de « ce sentiment terrible que sans eux, sans les Arabes, ce pays est vide, défiguré, discrédité, un pays qui a causé la disparition d'une nation entière ». ¹²⁶

Que reste-t-il à faire ? « ... le premier acte d'expiation des colons en direction des natifs de ce pays doit être de les réinstaurer dans leur dignité première, dans leur mémoire, dans leur bon droit », répond sans hésiter Hanegbi.

La solution paraît donc clairement pour lui : « ... seul un partenariat binational peut nous sortir de là. C'est la seule manière de nous transformer, d'étrangers sur notre terre que nous sommes, en fils du pays ». ¹²⁷

Le but n'est donc pas de stigmatiser la communauté juive mais d'en faire une « fille du pays ». D'ailleurs, Meron Benvenisti prévient clairement que s'il regrette l'expulsion des arabes palestiniens, il n'est pas question pour lui de laisser quelqu'un penser qu'il ne puisse faire partie intégrante du pays.

« Je ne laisserai dire à personne que je ne suis pas d'ici, même pas les palestiniens. Je suis en tout point ce que mon père voulait que je sois : un indigène. Il voulait que je grandisse comme un arbre né du sol de ce pays. Il voulait que je fasse partie intégrante du paysage naturel. Et il risque fort bien d'y avoir réussi, le bougre : je suis un enfant du pays ».

Hanegbi ne dit pas autre chose :

¹²⁵ Meron Benvenisti, homme politique israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

¹²⁶ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

¹²⁷ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

« ... dans les années 60, lorsque nous parlions du principe d'égalité, au Matzpen, je ne pensais pas seulement en termes de socialisme ou de concepts universalistes. Pour moi, ce dont il était question, c'était de « baladi », de mon pays, des parfums et des souvenirs de mon enfance ».

Mais exiger son droit à l'existence et à l'épanouissement en tant qu'individu, communauté et culture n'est pas incompatible avec la reconnaissance du droit de l'autre à la même existence sur le même territoire.

Et c'est en refusant, comme nous l'avons fait dans les chapitres précédents, l'idéologie ségrégationniste du national-sionisme et la bantoustanisation qui va avec, ainsi qu'en refusant la partition raciste et injuste de la Palestine que nous changerons les termes du conflit.

Il ne s'agira plus d'une guerre entre deux souverainetés inconciliables se battant pour l'exclusivité de leur prétention sur tout ou partie du pays mais d'une négociation/conciliation entre deux peuples ou deux cultures qui certes s'opposent aujourd'hui mais sont appelés demain à trouver des lieux de compromis pour vivre ensemble sous une souveraineté unique à définir.

En attendant, l'avatar souverainiste du nationalisme sioniste israélien et du nationalisme arabe palestinien contraignent les deux entités à ne jamais pouvoir dépasser leurs contradictions... celles d'accepter une partition qu'ils récusent et combattent tous deux en réalité !

Cette impasse, les sionistes l'ont vu avec perspicacité et Itzhak Rabin a eu raison – pour une fois – lorsqu'il n'a fait que reconnaître le mouvement national palestinien et non pas l'Etat palestinien.

L'erreur s'est trouvée chez Arafat. Il n'aurait jamais dû reconnaître l'Etat d'Israël, car cela signifie qu'il reconnaît le droit des juifs à avoir un espace vital homogène au détriment des autres êtres humains de la région.

Il faut donc au plus vite que l'OLP rende caduque cette disposition et revienne sur la reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël. En revanche, de la même manière que l'entité sioniste l'a fait pour le mouvement national palestinien, l'OLP doit reconnaître le mouvement national israélien !

A partir de là, les négociations peuvent débiter sur le « comment vivre ensemble » dans le même pays de sorte à garantir, et la sécurité, et l'épanouissement des deux mouvements nationaux ?

L'ONU doit revenir sur sa décision de la partition d'un pays uni par une histoire commune et formant la Terre trois fois sainte. Nous savons que ceux qui n'étaient pas les vrais enfants du pays (nationaux-sionistes) acceptèrent le dépècement.

Seuls ses vrais fils (palestiniens « juifs, chrétiens, musulmans, druzes », sionistes « culturels ») refusèrent un tel crime au risque de tout perdre. Et effectivement, ils perdirent tout.

Car l'ONU n'eut pas la sagesse de Salomon pour voir que ceux qui refusaient le partage du pays étaient ceux-là même qui en étaient les vrais héritiers. L'ONU, noyauté et irresponsable, a tué le pays de Palestine au lieu de prendre la parole et de trancher :

« Donnez l'enfant à la première, ne le tuez pas. C'est elle la mère. »

Mais, il est encore temps de revenir sur ses erreurs...

Extraits : la culture nationale juive

Donnons la parole à des juifs israéliens abordant le problème du souverainisme.

Le rabbin Schach, un maître du judaïsme orthodoxe

« Nos méthodes et nos comportements n'auraient pas dû mener à une telle haine envers les Arabes, et nous aurions pu vivre en paix avec eux car nous ne sommes pas venus leur enlever quoi que ce soit mais nous établir sur l'antique concession de nos patriarches. Mais eux (les sionistes), en venant conquérir et occuper, ils ont pris une chose que ces derniers considéraient à juste titre comme la leur, les Arabes n'eurent donc pas d'autre choix que se battre avec les armes politiques habituelles. » ¹²⁸

Amnon Raz-Krakotzkin, écrivain israélien

« Il faut rappeler à ce propos ce que disait Shmuel Hugo Bergman : « C'est justice que le Saint, Son Nom soit béni, a faite à Israël en faisant de sa partie la patrie de deux peuples. » Autrement dit, ce n'est pas une simple question de compromis, c'est une question d'essence. Pour lui comme pour d'autres membres du Brit Shalom, le fait que la terre d'Israël soit binationale était un point primordial pour la définition de l'identité juive. » ¹²⁹

Haim Hanegbi, activiste israélien

« Nous devons apprendre à intégrer la réalité qui veut que nous vivrons ici en tant que minorité : une minorité juive qui ne sera plus coincée, à l'avenir, entre Hadera et Gedera, mais qui pourra s'installer à Naplouse, à Bagdad et à Damas aussi, et participer à la démocratisation du Moyen-Orient. Cela voudra dire avoir la possibilité de vivre et de mourir ici, de créer des villes mixtes, des quartiers mixtes et des familles mixtes. Mais avant que cela soit possible, Ari, il aura fallu au préalable renoncer au rêve fou de la souveraineté ». ¹³⁰

¹²⁸ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p110

¹²⁹ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p194

¹³⁰ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

Enfin,

Jeff Halper, activiste israélien

« L'idée d'un Etat juif a apporté la démonstration qu'elle était politiquement, et finalement, moralement, injustifiable. Il est grand temps de sauvegarder les aspects positifs d'Israël ; sa culture nationale vibrante, sa société, ses institutions et son économie, en le débarrassant de ce qui ne peut être maintenu : la « propriété » exclusive d'un pays dans lequel les juifs représenteront, sous peu, une minorité...

... Un Israël appartenant à tous ses citoyens et, au-delà, un Etat démocratique d'Israël/Palestine nous libérera enfin de l'angoisse de la « bombe démographique » et nous conduira à nous engager de manière productive dans la région du Moyen-Orient...

... Ce « retour à la maison » n'était-il pas, après tout, un des buts cardinaux du sionisme, comme l'était la création d'une culture et d'une société israéliennes qui ne pouvaient connaître leur épanouissement que dans les conditions du développement régional ?

... Comme l'ont affirmé avec force des sionistes culturels tels Ahad Ha-am, Martin Buber et Judas Magnes, l'identité nationale juive ne requiert aucun Etat propre, mais seulement un espace culturel où elle puisse se développer et s'épanouir. En dépit de toutes ses insuffisances, l'Etat d'Israël a assuré cet espace culturel...

... La vitalité de la culture, de la société, de la vie politique et de l'économie israéliennes ne dépend plus désormais d'une structure étatique, d'une sorte de « pépinière » politique...

... L'« israélité » a atteint un stade de maturité tel qu'elle n'a plus besoin de la protection d'un Etat et qu'elle est même, en réalité, freinée par cet Etat, étant donné que les conflits que l'Etat génère obèrent un développement culturel et social normal ». ¹³¹

¹³¹ Jeff Halper, « Un (seul) Etat : Il faut nous préparer à la lutte post-feuille de route, contre l'apartheid », 16/09/2003

3 – Contre les murs, pour la coexistence

Contrairement aux discours rafraîchissants que nous venons d'entendre de la part d'acteurs juifs israéliens, Yossi Alpher, un autre militant de la paix israélien, mais qui n'arrive pas à se départir de son national-sionisme, nous explique paternellement que les palestiniens ont tout à gagner à renoncer à leur patrie.

Ainsi, « même si, miraculeusement, pareil Etat (nda : laïque) venait à naître, il est probable que les Palestiniens y formeraient une classe défavorisée. Pire, avec une histoire pleine de violences entre Juifs et Arabes, il est aisé de prédire que leur relation dégènerait en un conflit entre communautés ».

Ce qui est dit ici est que les juifs ne peuvent faire autre chose que d'opprimer les non-juifs de Palestine.

Pire encore, il nous dit sans honte que les juifs et les arabes sont incapables de s'entendre et ne peuvent cohabiter sainement et de façon adulte entre eux. Ils seraient comme le chat et la souris. Deux espèces différentes que Dieu a créées pour que l'une mange l'autre ??

C'est ce qui avait été avancé par nombre de membres pseudo-humanistes de la communauté blanche en Afrique du Sud pour refuser de remettre le pouvoir à la majorité noire.

Les Blancs opprimeraient toujours les Noirs.

Mais finalement, on s'est rendu compte que les « méchants » afrikaners n'étaient pas si élitistes que cela mais avaient surtout peur de voir leur culture disparaître.

Et comme cela n'a pas été le cas après des années de pouvoir de l'ANC, il n'y a pas eu de guerres ouvertes. Et, surtout, voilà que les gens ont découvert que ces fameux racistes blancs n'étaient pas si méchants que cela !

De même, les blancs se sont rendus compte que la majorité des noirs n'était pas intrinsèquement hostile mais que leur hostilité provenait du fait qu'ils étaient niés dans leur existence et opprimés dans leur être !

Il en est de même pour la majorité des palestiniens aujourd'hui.

Ce qui a été possible en Afrique du Sud entre des êtres humains est possible en Israël/Palestine entre d'autres êtres humains.

Pourquoi crie-t-on donc à l'absurdité ?

En vérité, cette vision du monde provient de l'idéologie national-sioniste dans laquelle sont bercées toutes les générations israéliennes et qui leur apprend qu'ils ne peuvent vivre et s'épanouir qu'en se séparant des autres.

A tel point que Yossi Alpher peut écrire sans honte : « *L'immense majorité des Israéliens juifs n'accepteraient pas de vivre dans un Etat binational. Par pure hypothèse, si pour une quelconque raison apocalyptique, ils ne pouvaient pas vivre dans un Etat juif et démocratique, ils préféreraient une nouvelle diaspora à un Etat judéo-arabe (essentiellement judéo-musulman)...* ».

Tout est dit.

Et une fois de plus, ce qui justifie l'argumentation et évite à la société israélienne de considérer la tendance raciste de leurs propos et de leurs positions, c'est la « barbarie » supposée des arabes !

Tant et si bien que les juifs préféreraient une nouvelle diaspora à ce fameux Etat judéo-arabe : « ... *qui, par définition, ne serait plus sioniste et qui, presque certainement, relèguerait les juifs au statut de minorité persécutée. Et les Israéliens n'ont d'ailleurs aucune intention de laisser arriver cette "raison apocalyptique"* ».¹³²

¹³² Yossi Alpher, « Un Etat binational n'est absolument pas une option », <http://www.lapaixmaintenant.org/article1832>

En vérité, l'un des facteurs de blocage dans cette affaire est la peur réelle mais aussi fabriquée qui parcourt toute la société israélienne. David Grossman, écrivain israélien, le constate pertinemment : *« l'idée fondamentale avec la création d'Israël était que les juifs ne soient plus jamais victimes. Or, nous sommes victimes de nos peurs, de notre histoire, de notre traumatisme. Je ne veux plus être victime »*.

Les israéliens doivent travailler à ne plus avoir peur ! Et dans cette perspective, les palestiniens doivent redoubler d'efforts pour communiquer avec eux !

Le mur de la peur est le premier obstacle à éliminer !

Et que les supplétifs de l'Etat d'Israël ne nous opposent pas le prétendu radicalisme arabe car, comme le souligne Michel Warschawski, le programme de l'OLP des années 1960-70 était un *« projet généreux, puisqu'il prône la coexistence avec ceux qui, par un processus de colonisation et d'expropriation et au terme d'une guerre d'épuration ethnique, ont imposé leur existence sur une terre qui n'était pas la leur. Comme il se doit, les réfugiés retourneront dans leur pays et se réinstalleront dans leurs villes et leurs villages, mais ils seront prêts à accepter la cohabitation sur la base d'une égalité citoyenne avec ceux qui les avaient poussés à l'exil. »*¹³³

Les non-juifs palestiniens doivent continuer sur ce chemin originel et comprendre qu'il faut avoir *« le courage d'oublier »* ! Comme le relève pertinemment Sami Michaël, écrivain israélien, *« un cœur qui garde rancune et un cœur qui glorifie le souvenir finissent toujours par se dessécher »*.¹³⁴

Mais là encore, les défenseurs de l'Etat juif se démènent pour étouffer dans l'œuf toute tentative de premiers pas en décourageant cette initiative.

¹³³ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p77

¹³⁴ Sami Michaël, extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p81

Ainsi, Alpher continue : « *les Palestiniens qui parlent de la solution d'un Etat binational n'ont aucun partenaire juif avec qui négocier...* »¹³⁵

Nous répondrons que les palestiniens n'avaient personne avec qui négocier dans les années 70 pour faire valoir leur simple droit à être reconnu en tant que réalité national.

A cette époque, aucun dirigeant israélien de premier plan ne reconnaissait l'existence d'un peuple palestinien ni aucun de leurs droits nationaux même pas sur la plus infime partie du Grand Israël.

Pourtant, les israéliens ne purent se dérober bien longtemps devant la force de l'évidence. Et bientôt, les palestiniens trouvèrent, ô miracle M. Alpher, un « *partenaire juif avec qui négocier* » !

Et puis, à bien y regarder, même les sionistes n'avaient pas de partenaire avec qui négocier en 1948 lorsque l'ONU décréta la partition de la Palestine. Et pourtant, ils sont arrivés à obliger les palestiniens à renoncer à leur pays, à obliger l'OLP à reconnaître l'Etat juif d'Israël et plus encore sans jamais rien leur donner en contrepartie !

Comment des gens qui préconisent le déni de droit et la négation d'un peuple arrivent-ils à leur but « *sans partenaire avec qui négocier* » ? Et comment nous qui sommes dans le droit et pour la justice devrions-nous considérer cette solution comme irréalisable parce que « *sans partenaire avec qui négocier* » ?

La société israélienne veut imposer un mur du silence. Voici donc un second mur à briser. Il faut obliger les israéliens à entendre les palestiniens !

Nous attendons donc du côté israélien une remise en cause, non pas seulement des méthodes brutales de leur Etat, mais de l'idéologie même qui a légitimité cet Etat.

¹³⁵ Yossi Alpher, « Un Etat binational n'est absolument pas une option », <http://www.lapaixmaintenant.org/article1832>

Bien sûr, les palestiniens doivent reconnaître de bon cœur le fait national israélien et pardonner les erreurs passées. Et ils devront également comprendre les peurs israéliennes et le choc de l'Holocauste dans l'imaginaire juif.

Le mur commencera alors à se briser, et les gens sincères comprendront que le conflit ne provient pas d'une opposition - supposée intrinsèque - entre deux peuples mais d'un déni de droit.

Mustapha Barghouti, activiste palestinien, témoigne :

« Pas une fois je n'ai entendu dire de mal des juifs chez moi : mon père nous parlait toujours de ses amis juifs, des séjours qu'il faisait avec eux à Tibériade... »

*Il me semble que c'est cette influence qui a façonné ma vision du conflit israélo-palestinien : non pas en termes d'un conflit entre deux peuples, mais d'un point de vue de justice sociale. Et aussi – c'est quelque chose que je perçois chez beaucoup de camarades – avec un fort sentiment de dignité : nous ne sommes pas des mendiants quand nous réclamons notre liberté. C'est une exigence normale, qui ne va ni contre Israël ni contre les juifs mais contre l'injustice, contre l'oppression, contre l'occupation. »*¹³⁶

La majorité des dirigeants et intellectuels palestiniens persévèrent dans un discours de modération malgré les années d'humiliation et d'exil.

En parallèle, la société israélienne se perd dans le national-sionisme tout comme la société allemande s'égarait dans le national-socialisme. On ne les aide donc pas en les encourageant dans leurs angoisses et en criant avec eux à tue-tête au « droit à la judaïté exclusive du sol de Palestine », ce fameux « droit à l'existence d'Israël » ! On ne fait que renforcer le mur ethno-religieux qui s'est refermé sur eux depuis bien trop longtemps déjà.

Et le mur par essence enferme !

¹³⁶ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p11

Le nazisme isolait les allemands du reste de l'Europe. En le détruisant, la nation allemande avec sa culture et sa civilisation ne s'est pas éteinte ... bien au contraire. Elle est plus forte que jamais ! Et ceci du fait de l'abandon de l'idéologie ethnico-nationaliste qui l'amenait à perdre son humanité ...

C'est ce que comprend bien Hanegbi qui voudrait prendre le même chemin du multiculturalisme :

*« Par essence, le principe de la binationalité est l'antithèse la plus absolue du mur. Le mur vise à séparer, à isoler, à emprisonner les Palestiniens dans des poulaillers. Mais le mur emprisonne les Israéliens aussi. Il transforme Israël en ghetto ».*¹³⁷

Israël Shamir, citoyen israélien, antisioniste de longue date, souligne non sans pertinence :

« La suppression de la ligne verte serait une bonne chose pour tout le monde, même pour les colons. Ils doivent pouvoir rester là où ils se trouvent et vivre en égaux dans notre commonwealth.

*Sans l'armée pour imposer leur supériorité, ils devraient bien choisir entre devenir de bons voisins ou partir ».*¹³⁸

En effet, l'une des choses que permet un mur est de pouvoir cacher sa lâcheté.

¹³⁷ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

¹³⁸ Israël Shamir, 19 janvier 2001, cité dans un « Point d'Information Palestine »

La peur israélienne

L'un des principaux négociateurs palestiniens (Saëb Erekat si mes souvenirs sont bons) raconte une entrevue qu'il eût avec l'ancien président de l'Etat d'Israël Erzog durant les interminables négociations du processus de paix.

Voici en substance le dialogue qu'il rapporte :

« Un jour, j'ai été invité à déjeuner par le président Erzog, il m'a demandé quelle était la solution selon moi.

Je lui ai répondu : « J'aimerais vivre dans un Etat où tout le monde serait à égalité devant la loi. Aujourd'hui, c'est vous le président, ce serait peut être moi demain... mais nous sommes tous égaux ».

Il m'a répondu : « non, non, non, nous voulons un Etat juif, nous nous sommes battus toutes ces années pour cela... 3000 ans d'exil... pour avoir un Etat à nous : un Etat juif ».

J'ai répondu : « si vous insistez alors nous devons avoir 2 Etats, un en Cisjordanie et Gaza pour les palestiniens et Israël pour vous ».

Il m'a demandé : « Toute la Cisjordanie ».

Je lui ai fait : « Bien sûr ».

« En Cisjordanie, m'a dit-il, il y a certaines zones stratégiques pour nous. Si vous installez une batterie à Tulkarem, vous pouvez atteindre Tel-aviv ».

Alors je lui ai dit : « j'ai une meilleure solution »

« Ah oui, laquelle ? »

« Eh bien, j'ai dit, nous allons complètement évacuer la Cisjordanie et envoyer tous les palestiniens à l'Est du Jourdain. Est-ce que dans ce cas, vous vous sentirez en sécurité ? »

Il m'a regardé... : « ??? »

Alors, j'ai ajouté : « Je vais aller encore plus loin pour vous, je vais vous faciliter la tâche ».

« Nous pousserons les gens de Jordanie vers l'Irak. Est-ce que vous serez tranquille comme ça ? »

Il m'a encore regardé et il m'a dit : « Qu'est-ce que ça veut dire ? »

Et là, je lui ai dit : « Monsieur le Président ! Même si on envoyait tous les palestiniens en Chine, jamais vous ne vous sentirez en sécurité. La sécurité, ça vient du fond de soi et c'est ce à quoi vous devez vraiment travailler ».

BINATIONALISME
Ne plus se tromper de guerre

2^{ème} partie

... à la lutte finale

a. Du retour aux principes

1 – Penser large

*« Rien n'arrête une idée
dont le temps est venu ».*

Leader noir sud-africain

Hypothèse des 2 Etats Séparés

Réfléchissons par l'absurde et posons l'hypothèse suivante :

« La solution de deux Etats séparés est la meilleure ».

Avançons maintenant. Les israéliens sont contents d'être, chez eux, une majorité juive qui permet le fameux droit à l'autodétermination exclusif du peuple juif sur le territoire d'Israël.

Reste que 20% de la population israélienne est (encore) arabe. A côté de cela, nous avons une forte proportion d'israéliens originaires de Russie qui ne se considèrent pas comme juifs. Il est fort probable que l'ensemble de ces populations non juives atteignent d'ici peu 40% de la population totale. Supposons que cette population forme un parti antisioniste et monte au pouvoir par les urnes.

Que faire ?

Mettre un terme à la démocratie et imposer une dictature juive !

Et s'ils refusent ?

Proposer une fois de plus la partition du territoire en deux pour que les juifs puissent avoir droit à leur autodétermination (78% de 78%) ?

Soutenir la guerre des juifs contre les non-juifs, arabes et russes israéliens et procéder à de nouvelles expulsions pour défendre le « droit à l'existence d'Israël » ?

Comprenez-vous qu'assister les israéliens dans leur lubie « ethnico-fasciste » ne les aide en rien à régler leur problème de fond ? Il faudra toujours partitionner et expulser et se condamner à ne jamais être en paix !

A moins que « *les Palestiniens ne deviennent... finlandais* » !¹³⁹

En effet, si Israël permet le développement naturel de toutes les composantes nationales de la terre de Palestine, il se condamne à se partitionner toujours et encore, ou du moins tant que les non-juifs de la Terre Sainte auront encore le droit de faire des enfants !

Jusqu'à quand faudra-t-il encore découpé ce minuscule territoire ?

D'autant plus que, comme l'écrit Tom Segev, « *les peuples israélien et palestinien se définissent tous les deux en fonction de la Terre sainte toute entière. Tout compromis territorial obligerait les deux parties à abandonner une part de leur identité* »¹⁴⁰.

Ainsi, en plus de cautionner la vision « ethnico-fasciste » du nationalisme, la solution des 2 Etats séparés nie l'aspiration des deux parties à vivre sur l'ensemble du territoire de la Palestine.

Voilà pourquoi Israël, tout en refusant de prendre en charge les arabes de Cisjordanie et de Gaza (désir de conserver une homogénéité juive), garde toutefois l'ensemble de ces territoires sous contrôle (aspiration au Grand Israël) en imposant un apartheid de fait permettant de circonscrire et de juguler le développement de la population non-juive.

En fait, ce problème que rencontrent aujourd'hui les nationalistes israéliens parce qu'ils sont les plus forts se posera aux nationalistes palestiniens demain s'ils devaient devenir à leur tour les plus forts.

Il faut donc sortir de cette impasse et c'est la conclusion à laquelle aboutit Meron Benvenisti, homme politique israélien, qui nous prévient que si nous restons dans cette logique des 2 Etats séparés, « *l'alternative est d'une simplicité redoutable : soit une nation ne sera pas, soit l'autre nation ne sera pas, ou bien encore une nation assujettira l'autre et se condamnera à une inimité perpétuelle...* ».

¹³⁹ Expression reprise à Charles Enderlin, correspondant de la chaîne France 2, qui a dit exactement : « *Sharon fera la paix... quand les Palestiniens seront finlandais.* » – Libération, 20 octobre 2004

¹⁴⁰ « A Gaza, Goliath parle hébreu », Le Monde Diplomatique, Février 2009. Tom Segev est journaliste et historien israélien.

La solution alors ?

*« ... ou bien encore, termine-t-il, les deux nations dépasseront leur exigence de pleine souveraineté. C'est ce que Sharon demande désormais aux (seuls) Palestiniens. C'est ce que je propose aujourd'hui, mais en ce qui me concerne, tant aux juifs qu'aux Palestiniens, sur une base d'égalité ».*¹⁴¹

D'ailleurs, en s'obligeant à conserver une certaine mainmise sur l'ensemble du territoire, c'est la politique même d'Israël qui mène irrémédiablement à l'unification du pays.

Une nouvelle hypothèse de réflexion : le Binationalisme

L'unification du pays ? Cela vous paraît étrange ? Laissons la parole ici à des acteurs israéliens et palestiniens pour mieux apprécier cette idée.

Et commençons par Michel Warschawski, militant israélien :

« Le multinationalisme (...) garantit la défense de cette spécificité (juive), indépendamment du nombre et des changements démographiques. Cela permettrait (...) une approche moins frileuse de la question des réfugiés palestinien, et de leur retour au pays, sans menacer pour autant l'autonomie, l'autogestion voire l'autogouvernement de la communauté juive.

Le refus d'envisager le droit au retour des réfugiés palestiniens est avant tout l'expression de la peur de perdre la majorité juive, cette exigence de majorité étant perçus comme la condition sine qua non du maintien de cet « espace constitutionnel de liberté et d'expression ».

Si un tel espace peut exister indépendamment du nombre, et c'est ce que le binationalisme signifie en conjuguant égalité individuelle et égalité entre collectifs organisés, il n'y a plus lieu de craindre une majorisation par une autre communauté. »

¹⁴¹ Meron Benvenisti, homme politique israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

Il faudrait donc « *créer une articulation entre unité et autonomie.* »¹⁴²

Amnon Raz-Krakotzkin, de son côté, explique que la notion de binationalisme n'implique pas le choix de l'Etat unique mais seulement le refus de l'idéologie séparatiste et ségrégationniste.

*« Dans le contexte actuel, le principe binational est d'autant plus utile qu'on peut s'y référer indépendamment de la création d'un Etat commun. Bien avant toute solution concrète, il faut voir dans le binationalisme un ensemble de valeurs et de principes indispensables à la recherche d'une solution fondée sur l'égalité et le sens de la responsabilité historique. »*¹⁴³

Le binationalisme n'anticipe donc pas encore ici sur la forme que l'on voudrait pour l'Etat d'Israël/Palestine et ne se veut pas un ennemi de la création de 2 Etats.

Comprenez : *« l'idée de binationalisme n'est pas une conception qui s'oppose à la solution politique de deux états, mais une grille d'analyse, un outil critique pour décrire une réalité et définir des responsabilités. Le binationalisme s'oppose au mode de pensée actuel basé sur le principe de séparation.*

*Seul le binationalisme propose un cadre conceptuel alternatif global préalable à tout règlement entre juifs et Palestinien, fondé sur la reconnaissance réciproque et l'égalité des peuples et des citoyens. »*¹⁴⁴

Ainsi, *« la seule façon pour que juif et démocratique deviennent un jour des termes complémentaires est de penser dans le cadre binational, qui fait passer l'égalité par la reconnaissance des différences et des droits nationaux. (...) La réconciliation historique entre les deux peuples une fois acquise, les différences entre les diverses solutions politiques apparaîtront secondaires. »*¹⁴⁵

¹⁴² Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p114-115

¹⁴³ A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p167

¹⁴⁴ A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p24

¹⁴⁵ A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p213

A partir de cette base, le regroupement des gens de bonne intention sera aisé. Chacun ayant ensuite des vues différentes sur la forme finale que prendra le processus de réconciliation.

Donnons dès maintenant quelques pistes entendues.

La solution des 2 Etats partenaires

En acceptant des propositions larges, nous voyons que nous sommes en mesure d'aller vers la gauche pacifiste israélienne et le mouvement prôné par Uri Avnery qui écrit :

« Au début des années 50, quand nous avons relancé, après la guerre de 1948, l'idée de deux Etats, nous ne parlions pas de « séparation ». Aujourd'hui aussi nous rejetons absolument ce terme.

Nous parlons de deux Etats ayant une frontière ouverte entre eux, avec la libre circulation des personnes et des marchandises (soumise bien sur à des accords mutuels).

*Je suis convaincu que, à la lumière des faits géographiques et politiques, un processus naturel conduira à un ensemble organique – peut-être une fédération – et plus tard, par consentement mutuel, à une communauté régionale comme l'Union européenne ».*¹⁴⁶

Cette solution est à mon sens une alternative minimale. Elle nécessite quelques clarifications, vu les ambiguïtés qu'elle contient et que nous avons évoqué plus haut au cours de cette écrit lorsque nous avons relevé certains arguments tendancieux (à notre sens) avancés par Uri Avnery.

Michel Warschawski, lui, utilise un autre argument en faveur de cette solution minimale et qui est d'ordre pragmatique dans le processus d'émancipation du peuple palestinien :

« La lutte, politique, militaire et diplomatique, pour un Etat palestinien indépendant sur une partie de la Palestine historique n'est donc pas

¹⁴⁶ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

seulement une réponse pragmatique à un rapport de forces défavorable, mais une nécessité d'autodéfense face à un pouvoir dont la supériorité non seulement militaire mais technologique et économique ferait, dans l'état actuel des choses, de toute structure d'intégration une nouvelle forme de domination. C'est bien la raison pour laquelle l'indépendance nationale est une étape nécessaire dans le processus d'émancipation du peuple palestinien. »¹⁴⁷

Et pour étayer sa position, l'auteur montre que même parmi les intellectuels palestiniens cette solution est aussi bien acceptée que celle de l'Etat unique. Ainsi :

« Dans un appel à l'opinion publique israélienne publié en avril 2000 dans le quotidien Haaretz, près de cent trente intellectuels palestiniens partageant des opinions politiques diverses expliquaient pourquoi l'échec relatif du processus d'Oslo pourrait remettre à l'ordre du jour la solution binationale :

« Nous le disons sans aucune ambiguïté : il n'y que deux options pour un juste règlement de la question palestinienne.

La première, c'est la formation d'un Etat palestinien indépendant jouissant d'une souveraineté complète sur l'ensemble des territoires occupés en 1967, avec Jérusalem pour capitale, le droit au retour des réfugiés palestiniens et la reconnaissance par Israël de sa responsabilité dans l'injustice commise envers le peuple palestinien. (...)

L'autre option est l'établissement, sur le territoire de la Palestine historique, d'un Etat démocratique et binational pour les deux peuples. »¹⁴⁸

Dans le discours de ses promoteurs, le concept de 2 Etats partenaires à égalité s'insère toujours dans une période transitoire qui devrait mener à une nouvelle configuration allant de la fédération du type de celle de l'Union Européenne jusqu'à la réunification complète.

¹⁴⁷ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p91

¹⁴⁸ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p19-20

Il s'agirait de laisser les deux nations prendre conscience de leur destinée commune irrémédiable.

« Si le combat contre l'occupation et la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est un acte d'autodétermination, la création d'un Etat démocratique et binational doit être le résultat d'une négociation d'où émergera un projet commun aux deux peuples. » pense Michel Warschawski.¹⁴⁹

Mais attention, le passage par une phase d'auto-détermination au sein de 2 Etats partenaires doit apparaître comme une simple étape vers la justice.

Cela signifie que les colons sionistes doivent pouvoir rester en Cisjordanie et les expulsés palestiniens doivent pouvoir rentrer au fur et à mesure en Israël. Voilà la base sur laquelle doit se fonder la création de deux Etats partenaires pour ne pas s'éloigner de la voie de la justice !

*« Je suis convaincu, pense pour sa part Avnery, que le XXIe siècle apportera de grands changements dans la structure du monde et dans le mode de vie de la société humaine. L'importance de l'Etat-nation diminuera graduellement. Un ordre mondial, un système juridique mondial et des structures à l'échelle mondiale joueront un rôle central. Je crois qu'Israël prendra part de tout cœur à la marche de l'humanité. Nous ne serons pas en retard. Mais il n'y a aucun sens à attendre des Israéliens qu'ils aient 50 ans d'avance sur leur époque. »*¹⁵⁰

Une fois de plus, j'aimerais relever l'ambiguïté de l'approche « avneryenne ». Effectivement, nous ne pouvons demander aux israéliens d'être en avance de 50 ans sur leur temps et d'accélérer leur intégration dans une Grande Union du Moyen-Orient que même les Arabes n'ont pas encore initialisé en rêve.

En revanche, nous leur demandons tout de même de ne pas être en retard de 100 ans et de promouvoir encore l'Etat-nation chauvin et ethno-

¹⁴⁹ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p94

¹⁵⁰ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

homogène du 19^{ème} siècle européen ! C'est ici qu'Uri Avnery n'est pas clair. Car il semble souvent que sa démarche vise à préserver malgré tout cet espace « juif » créé dans le sang et l'expulsion de 1948, et qui rappelle bien des épisodes nationalistes du 19^{ème} siècle !

Bref, nous préférons quant à nous un Etat unitaire de type centralisé ou fédéral – peu importe – car comme le souligne Jeff Halper :

*« Bien que l'échec de la feuille de route signale la fin de deux nationalismes – le nationalisme juif israélien et le nationalisme palestinien – la perspective d'un Etat démocratique unitaire offre l'intégration, la sécurité, le développement, un mode de vie bien plus orienté vers le monde moderne que des Etats étroits et sectaires ».*¹⁵¹

Entre l'Etat Démocratique Unitaire et l'Etat Binational

Notons tout d'abord que les palestiniens, et ce depuis le début de la tragédie, ont toujours eu une préférence pour un Etat unique qui ne prendrait pas en compte les groupes « nationaux ».

Cette solution, ancienne puisque datant du Haut Comité Arabe, est en l'état irréalisable à court et moyen terme.

Notons ensuite que la solution qui s'en rapproche le plus, la solution binationale est elle aussi ancienne mais est spécifique cette fois-ci au courant « culturelle » du sionisme.

C'est ce que nous rappelle Leila Farsakh :

« L'idée d'un Etat binational n'est pas nouvelle. Elle est née dans les années 1920 au sein d'un groupe d'intellectuels sionistes de gauche, [...] ils considéraient le sionisme comme une quête pour la renaissance culturelle et spirituelle des juifs, laquelle ne pouvait se réaliser sur une injustice. Il était donc essentiel de fonder une nation et non nécessairement un Etat juif indépendant, surtout pas aux dépens des habitants d'origine.

¹⁵¹ Jeff Halper, « Un (seul) Etat : Il faut nous préparer à la lutte post-feuille de route, contre l'apartheid », 16/09/2003

[...] Ils s'opposèrent vivement à cette proposition (de partition), défendant l'option d'un Etat binational rattaché à une Fédération arabe. Pour sauvegarder les aspirations nationales juives à une autonomie culturelle et linguistique, les binationalistes proposèrent une structure fédérale qui ne compromettrait pas les droits fondamentaux de tous les citoyens.

Ils prônaient, conformément à l'esprit du mandat britannique, la création d'un conseil législatif sur la base d'une représentation proportionnelle, promouvant certes les droits nationaux mais sans le faire au détriment de l'égalité des droits politiques entre citoyens ».¹⁵²

Plus proche de nous, nous pouvons apprécier l'ébauche que nous propose depuis peu Meron Benvenisti :

« Ce que j'envisage, c'est une combinatoire entre une division horizontale (partage du gouvernement) et une division verticale (partition du territoire) (...)

L'exécutif du gouvernement fédéral de la Palestine devra établir un équilibre entre les deux groupes nationaux. Personnellement, cela ne me dérangerait pas outre mesure que la base de cet équilibre soit l'égalité : à un contre un ».¹⁵³

Chaque canton aura ses propres prérogatives et la manière dont cela se fera, l'étendue du pouvoir de chacun au sein de la confédération, tout cela est laissé à l'appréciation des palestiniens et des israéliens qui devront seuls trouver le meilleur terrain d'entente.

Rajoutons une proposition qui me semble importante pour l'avenir d'un tel processus et que nous expose ici Jeff Halper, que je trouve toujours très bien inspiré.

Ecoutez :

¹⁵² Leïla Farsakh, « L'heure d'un Etat Binational est-elle venue ? », Le Monde Diplomatique, Mars 2007.

¹⁵³ Meron Benvenisti, homme politique israélien, interview de Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

« L'autre objection à un Etat unique tourne autour de la question du refuge (pour les juifs). « Où les juifs pourraient-ils trouver refuge en cas de besoin ? » est une question pertinente étant donné l'expérience juive (...)

Si la vision d'un Etat unique est fondée sur la conviction que les juifs israéliens et les Palestiniens peuvent vivre ensemble en paix, cette préoccupation devrait être prise en compte par un article de la constitution du nouvel Etat spécifiant que tant les juifs que les Palestiniens jouissent du droit à revenir dans le pays, et que les membres des deux peuples ayant besoin d'y trouver refuge y seront acceptés de droit.

*La simple adoption d'une telle loi contribuerait dans une très grande mesure à assurer chacun des deux peuples des bonnes intentions de son partenaire ».*¹⁵⁴

Enfin, je me permets de noter que la solution fédérale permet à Jérusalem de rester une et indivisible et capitale – éternelle si ça plaît aux sionistes – du pays...

... que j'appellerai bien, pour ma part, les Etats-Unis de la Terre Sainte.

¹⁵⁴ Jeff Halper, « Un (seul) Etat : Il faut nous préparer à la lutte post-feuille de route, contre l'apartheid », 16/09/2003

Là où il n'y a pas de vision, le peuple périt...

« La vision, c'est la capacité d'anticiper une réalité qui n'existe pas encore ».

« C'est quelque chose d'extrêmement difficile pour une personne ordinaire, vivant dans une réalité donnée, et qui ne peut en envisager d'autre. Tout particulièrement si la réalité présente a existé pour des générations successives ».

« Theodor Herzl, le créateur du sionisme moderne, un virtuose de l'imagination, en était très conscient ».

« S'étant rendu compte du fait que les Juifs n'étaient nullement impressionnés par le « modeste » projet présenté dans son ouvrage « L'Etat Juif », il écrivit une nouvelle, « Altneuland », présentation romancée de la réalité qu'il imaginait ».

« Sur la page de garde, il fit figurer sa devise désormais célèbre :

« Si vous le voulez vraiment, ce n'est pas un conte de fées ».

« La vision était inspiratrice,...

... et sans inspiration, il n'y a pas de révolution possible ».

Uri Avnery¹⁵⁵

¹⁵⁵ Uri Avnery, « Là où il n'y a pas de vision, le peuple périt... », La Maison d'Orient n° 7, Juin 2001

2 – Etre ferme

*« On tient compte de **tout le monde**. Toute négociation engagée doit l'être sur cette base, qui doit être proclamée avec force lors de sa conclusion, et non laissée dans le non-dit ou dans l'implicite, comme ce fut le cas dans le processus d'Oslo sponsorisé par les Etats-Unis. Les Nations-Unies doivent en constituer le cadre ».*
Edward W. Saïd

Certes, nous sommes larges et ouverts à toutes les solutions politiques proposées plus haut, mais nous ne transigerons pas sur certains principes que voici.

1. Avant tout, le refus de la séparation est au cœur de notre démarche et rappelons que le binationalisme est le concept pragmatique qui s'oppose le mieux au principe de la séparation.

« Il est d'autant plus nécessaire que le discours de paix actuel en est la négation absolue. » nous rappelle Amnon Raz-Krakotzkin.¹⁵⁶

La lutte doit donc être menée avant tout contre l'idéologie séparatiste imposée par le mouvement national-sioniste. Cette lutte passe nécessairement par une série de « sous-refus » : refus du « droit à l'existence d'Israël » qui signifie « droit au nettoyage ethnique perpétuel des non-juifs de cette région », refus de l'essentialisation des identités, refus de la partition ségrégationniste.

2. Ensuite, le refus de la fatalité de l'expulsion des palestiniens. Cela également est au cœur du combat des partisans du droit en Palestine... avant tout autre considération.

D'ailleurs, dès le départ, il s'est agi pour les expulsés « d'une affaire palestinienne, entre le peuple et sa terre, entre les réfugiés et leurs maisons ; il suffisait (...) de fermer la parenthèse, il n'était pas question de développer (...) un programme politique. Que les Juifs restent ou qu'ils partent (...) la majorité des Palestiniens ne s'en préoccupait pas. En ces années 50 et 60, ils ne voulaient qu'une chose : retrouver leur Palestine

¹⁵⁶ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p168

dont on les avait déposés. C'était une affaire entre les Palestiniens et leur pays, une séparation forcée à laquelle il fallait mettre fin »¹⁵⁷.

A cela, nous devons rester fidèles ! En mémoire à tous les « expulsés » de ce pays qui n'ont pu revoir la terre de leur enfance jusqu'à aujourd'hui !

3. Tout ceci, le refus de la séparation et le retour des expulsés s'insèrent dans un combat plus large pour la liberté. J'aime rappeler le programme politique proposé par Mustapha Barghouti.

A la question : « *Supposons que vous et vos amis ayez réussi à créer en Palestine un grand mouvement unifié de résistance, laïque, démocratique, orienté vers la justice sociale, soucieux du respect des lois. Quelle serait votre plate-forme, que demanderiez-vous ?* », Barghouti répond : « *La libération du peuple palestinien. La liberté de mouvement, la liberté de vivre, de travailler, d'investir, d'étudier, les libérations de tous les prisonniers politiques. Le phare, c'est la liberté.* »¹⁵⁸

D'une certaine façon, nous nous contrefichons des droits nationaux des israéliens et des palestiniens de ce pays car ceci reste leurs problèmes et c'est à eux de les régler de la façon dont ils l'entendent : Etat binational, fédéral, unique,...

Palestine ou Israël, peu importe en vérité !

Mais ce que nous demandons en tant qu'observateurs et citoyens du monde est que chacun puisse retourner chez soi et circuler librement sur cette terre qui n'appartient pas exclusivement aux juifs.

Même si la réaction de défense des israéliens est naturelle, elle ne peut être une caution à leur « ségréga-sionisme ». Comprendre les israéliens ne doit pas nous empêcher de les bousculer.

Et refuser de reconnaître la légitimité de l'Etat dont ils pensent – à tort – qu'il est leur seul protecteur ne signifie pas que nous serions contre la

¹⁵⁷ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p76

¹⁵⁸ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p75

promotion d'une culture et d'une société juive au Proche-Orient, bien au contraire.

Il faut être clair là-dessus également.

4. Nous refusons donc aussi la diabolisation de l'autre. Ainsi, nous ne nous positionnons contre aucune culture ni religion.

Les Blancs d'Afrique du Sud restèrent longtemps aveugles à l'injustice faite à la population noire, et seule la pression internationale leur montra combien leur attitude était détestée dans le monde entier. Est-ce que cela signifiait que le monde s'opposait à la culture afrikaner dans ce pays ?

De même, sans la guerre et la défaite, le peuple allemand n'aurait peut-être pas pu prendre du recul aussi rapidement par rapport à la chimère nazie. Est-ce que, pourtant, les Alliés voulurent, ne serait-ce qu'un instant, la destruction de la nation et de la culture allemande ?

Alors qu'actuellement, « *le débat sur Israël est généralement présenté sous forme d'une alternative simple : ou bien il reste la puissance souveraine d'aujourd'hui, ou bien il est irrémédiablement détruit* », et que « *ceux qui n'acceptent pas Israël tel qu'il existe actuellement sont accusés de vouloir sa destruction totale* », rappelons donc que « *l'approche binationale, au contraire, ouvre des possibilités entre ces extrêmes : elle vise à créer les conditions de l'acceptation de l'existence juive, et donc à assurer sa pérennité.* »¹⁵⁹

Soyons clair. « *L'existence d'une collectivité nationale israélienne et d'une culture israélienne hébraïque est un fait sociopolitique incontestable.* »¹⁶⁰

Et, le binationalisme est la réponse à cette donnée incontestable :

¹⁵⁹ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p217

¹⁶⁰ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p20

« Il faut voir dans l'approche binationale une sorte de demande –la demande des juifs israéliens que ces droits soient reconnus, avec ceux d'une culture hébraïque qui a vu le jour dans ce pays.

A première vue, il peut sembler absurde, voire cynique, qu'une telle demande émane de ceux qui sont en position de force et dénie leurs droits aux autres.

Mais cette démarche est indispensable pour briser l'hégémonie et le processus de destruction : elle constituerait un acte de redéfinition de la collectivité juive, de reconnaissance de l'entité israélienne sur une base de réciprocité. »¹⁶¹

Ainsi, il faut rappeler sans cesse que « la reconnaissance de l'existence israélienne, du droit des juifs à l'autodétermination, est la condition de la reconnaissance des droits des Palestiniens. »¹⁶²

Nous ne nions donc pas le besoin du peuple juif à se sentir en sécurité. Il l'est aujourd'hui en Europe et aux Etats-Unis ! Et il doit l'être aussi en Palestine, nous en convenons !

Bien que nous puissions être opposés à une conception nationaliste du monde, nous ne voulons pas nié aussi le besoin sioniste d'entrer dans l'histoire en tant que nation, et c'est pourquoi nous acceptons le développement d'une véritable nation « juive » en terre de Palestine.

Voilà pourquoi nous proposons le compromis d'un Etat fédéral où coexisteraient toutes les communautés, et dans lequel chacune s'épanouirait pleinement en tant que nation tout en faisant partie d'un ensemble politique plus large mais égalitaire.

Le but n'est pas de combattre le sionisme en soi, car le but n'est pas de nier un mouvement qui est vu de l'intérieur comme libérateur mais au contraire de reconnaître la légitimité de leur entreprise car toute aspiration populaire contient en elle-même une légitimité.

¹⁶¹ A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Ed. La fabrique, Paris, 2007, p217-218

¹⁶² A. Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Ed. La fabrique, Paris, 2007, p217-218

Toutefois, il faut lutter dans le même temps contre les avatars ségrégationnistes de l'idéologie sioniste pour qu'elle ne se développe pas au détriment des autres habitants du pays.

« *Une campagne pour un Etat démocratique est destinée à garantir les droits de tous les habitants du pays ; elle ne saurait être dirigée contre le peuple israélien ni chercher d'une quelconque manière à délégitimer la société ou la culture israélienne* » : prévient Jeff Halper¹⁶³

¹⁶³ Jeff Halper, « Un (seul) Etat : Il faut nous préparer à la lutte post-feuille de route, contre l'apartheid », 16/09/2003

3 – Voir clair

« Il faut choisir son camp ! » crient les repus de haine. « Ah, je l'ai choisi ! J'ai choisi mon pays, j'ai choisi l'Algérie de la justice, où les Français et les Arabes s'associeront librement ».

Albert Camus, « Trêve pour les civils », 1956

Devant la nouvelle lutte qui nous attend, nous devons être en mesure de bien distinguer nos alliés de nos ennemis, côté israéliens comme côté palestiniens ... pour pouvoir bien choisir son camp !

1. Côté israélien, il faut comprendre tout d'abord les contradictions du bloc national-sioniste.

D'un côté, le rêve de la droite est le Grand Israël et rien ne doit pouvoir interdire cet objectif et surtout pas les droits nationaux des palestiniens. Si la gauche demain décide de laisser un véritable Etat palestinien viable en Judée-Samarie avec des frontières sûres et indépendantes avec la Jordanie et l'Egypte, c'est la guerre civile en Israël. La gauche se garde donc bien de mettre en œuvre une telle politique.

De l'autre, la gauche, certes, aime aussi l'idée du Grand Israël, mais elle préfère tout de même vivre dans un territoire plus petit mais qui est assuré d'être ethniquement le plus homogène possible. Si demain, la droite décide d'annexer toute la Cisjordanie (certains extrémistes de droite le réclament), créant ainsi une situation de parité démographique, ce sera de même la guerre civile en Israël.

Observez encore, côté palestinien !

Le rêve du Hamas, c'est la Palestine historique et rien ne doit pouvoir interdire cet objectif et surtout pas les prétentions nationales des israéliens. Lorsque le Fatah a décidé d'accepter de créer l'Etat palestinien uniquement en Cisjordanie/Gaza, la confrontation devint immédiatement inévitable.

Israël n'a plus eu qu'à créer un contexte de violence et de paupérisation pour que la guerre civile éclate en Palestine.

De même, le Fatah, certes, aime aussi l'idée de la Palestine historique, mais il préfère tout de même vivre dans un territoire plus petit mais dans

lequel ils sont assurés d'exercer leur souveraineté. C'est pour cela que les dirigeants du Fatah dans leur grande majorité s'opposent à l'idée du binationalisme comme nous l'avons vu plus haut avec les déclarations de M. Khatib.

Lorsque nous aurons su faire apparaître cette bipolarisation nationaliste et religieuse que l'on retrouve dans les deux camps, nous pourrons soutenir clairement l'émergence d'une troisième force qui promeut la légitimité des deux peuples sur l'ensemble du territoire.

Il ne restera plus alors qu'à unir cette troisième force chez les israéliens et chez les palestiniens.

La ligne de fracture n'est donc pas entre gauche et droite ni même entre laïque et religieux, du côté israélien autant que du côté palestinien. En fait, il faut pouvoir extraire auprès de chaque camp ceux qui sont prêts en réalité à une véritable coexistence de ceux qui ont une vision peu ou prou « ethnico-fasciste ».

Et la situation aujourd'hui est mûre, au moins du côté palestinien. Ainsi, *« si l'on considère les sondages d'opinion dans le pays depuis 1994 (...) on peut voir trois évolutions. La première est le déclin du Fatah, qui est passé de 60% à 24%, en termes de soutien populaire. Les groupes d'extrême gauche ont eux aussi beaucoup baissé, par exemple le FPLP qui est passé d'environ 11% à 2,5%. La deuxième tendance est la montée du Hamas, qui est passé de 8% à 24%, c'est-à-dire au même niveau que le Fatah. Et la troisième tendance, c'est l'augmentation spectaculaire de ceux qui ne se reconnaissent dans aucun mouvement existant : ils sont passés de 10% à près de 45% »*¹⁶⁴

On voit combien les lignes de démarcation sont très mouvantes dans ce conflit où la complexité du terrain et les luttes de pouvoirs entretiennent l'indécision au sein des populations palestiniennes.

Côté israélien, l'émergence d'une troisième force est plus difficile du fait que ce sont eux qui profitent de ce système injuste ... comme les pieds-

¹⁶⁴ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p43-44

noirs à l'époque de l'Algérie française ou les afrikaners à l'époque de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

En effet, la violence, pour l'instant, trompe les populations israéliennes sur les termes du conflit et les empêche de voir les égarements de leur parti respectif.

Mais, la facilité avec laquelle certains rabbins ultra-orthodoxes ont rejoint en 1967 les visées nationales-sionistes en Cisjordanie tandis que d'autres rabbins du même camp ont conservé des positions anti-sionistes jusqu'à aujourd'hui nous montre combien la ligne de fracture est floue.

Tout est donc possible dans un sens comme dans l'autre. A nous de montrer que la coexistence de deux mouvements nationaux sur la même terre est le seul chemin véritable vers une paix juste et humaine.

2. Pour cela, il faudra rester lucide face aux arguments et aux obstacles que poseront devant nous les divers groupes d'intérêts qui n'ont aucune envie de voir le droit naturel et la justice être rétablis.

Ainsi Hasan Khatib, palestinien, cherche à étouffer l'élan de l'idée binationale en brandissant des menaces d'avenir incertain.

« Il y a plusieurs dangers liés à l'appel à un Etat binational. L'un est qu'Israël mette en œuvre des solutions pratiques à cette solution binationale, mais seulement en Cisjordanie, qui comprend déjà des Palestiniens et des colons juifs. Un autre est qu'Israël ne prenne cet appel au pied de la lettre dans la seule Jérusalem, contribuant à l'israélisation de la ville et réalisant ainsi son annexion illégale »¹⁶⁵

Comme si ce n'était pas le cas aujourd'hui ! L'israélisation de la ville n'a jamais cessé et est aujourd'hui plus forte que jamais !

Mais, analysez plutôt la rhétorique :

¹⁶⁵ Hassan Khatib, ancien ministre du plan dans le gouvernement de l'Autorité palestinienne, « La seule alternative aux deux Etats est le conflit », <http://www.lapaixmaintenant.org/article1832>

– Au début du 20^{ème} siècle, les nationaux-sionistes ont implanté des colonies juives en Palestine puis ont expulsé les habitants non-juifs du territoire pour construire leur Etat sur 78% de celui-ci.

– Au début du 21^{ème} siècle, il est demandé soit de reconnaître et d'accepter cette séparation forcée, soit alors les nationaux sionistes continuent d'implanter des colonies juives sur les 22% restants avec comme conséquence à terme un nouveau déplacement des habitants non-juifs permettant d'agrandir l'Etat juif de quelques pourcents encore.

Ainsi donc, les nationaux-sionistes modérés (gauche et extrême-gauche) nous disent : « acceptez de prendre et de vous contenter d'un petit morceau de votre pays sinon les nationaux-sionistes « extrémistes » (droite et extrême droite) vont faire ce que nous vous avons fait (Ben Gourion et la gauche israélienne¹⁶⁶) en 1948 : ils vont vous prendre les dernières terres qu'ils vous restent ! ».

Et bien sûr, la gauche national-sioniste trouve des palestiniens corrompus pour accepter cela et se battre pour pouvoir exercer leur pouvoir sur quelques terrains vagues plutôt que d'exercer leur médiocrité citoyenne dans un Etat de droit sur l'ensemble de la Palestine.

Mais l'argument de nos pacifistes israéliens ne se termine pas là. Ecoutez encore Yossi Alpher :

« Il est vrai qu'il y a un petit nombre d'Israéliens à la marge de la société qui, soit défendent, soit s'accommoderaient d'un Etat binational, parmi eux des anti-sionistes de gauche ou ultra-orthodoxes, ainsi que des colons qui pensent pouvoir survivre dans un Etat juif non-démocratique dans lequel les Arabes seraient de perpétuels citoyens de seconde zone. Je ne conseille pas aux Palestiniens de compter sur eux en tant que partenaires potentiels »¹⁶⁷.

Une fois de plus, les « modérés » nationaux-sionistes (gauche israélienne) font du chantage :

¹⁶⁶ Cf. l'expulsion manu-militari des habitants de Lod et Ramleh par l'homme modéré de gauche et de paix Itzhak Rabin.

¹⁶⁷ Yossi Alpher, « Un Etat binational n'est absolument pas une option », <http://www.lapaixmaintenant.org/article1832>

– soit vous acceptez la solution à 2 Etats avec des partenaires « modérés » comme nous,

– soit vous risquez un seul Etat binational où vous serez considérés comme des citoyens de seconde zone et vous serez brimés par les extrémistes nationaux-sionistes (droite israélienne).

Dit autrement :

– soit vous capitulez et construisez de vos mains votre ghetto.

– soit vous continuez le combat mais les souffrances continueront au risque de tout perdre cette fois-ci.

Comment pourrions-nous accepter la première solution qui n'offre en compensation de notre soumission que des miettes ? Comment cautionner votre ségrégationnisme et vos prétentions à la suprématie juive ?

Nous préférons la deuxième solution ! Car dans celle-là, certes, nous nous condamnons à lutter encore longtemps mais en même temps nous restons fidèles à nos idéaux et si pour cela nous nous mettons de nous-mêmes en position de citoyens de seconde zone, en quoi cela nous rabaisse-t-il puisque c'est l'autre, c'est vous, les oppresseurs et nous ne faisons que combattre votre oppression !

Mais, quoiqu'il arrive, nous refusons d'être nous-mêmes les instruments de notre propre capitulation ! Et sûrement pas sous l'égide du dieu de la paix !

3. Restons lucide aussi sur un autre point. Les thuriféraires de la séparation des peuples veulent déjà étouffer l'initiative binationale dans l'œuf et pour cela ressortent toujours la même rengaine fataliste :

« Cette idée n'a aucun soutien sur le plan international, annonce-t-il en cœur. Aussi bien les Etats-Unis que l'Union européenne et la Ligue arabe soutiennent une solution à deux Etats ».

C'est là que nous devons, une fois de plus, être très clairs.

C'est nous qui dictons nos objectifs et c'est aux autres de suivre. Et ce n'est sûrement pas les Etats-Unis complices qui proposeront une solution juste, ni même une Union Européenne complexée et encore moins des gouvernements arabes lâches et cyniques !

Ici, Uri Avnery nous offre un autre argument du national-sionisme :

« Il sera vraiment difficile d'exercer une pression internationale pour influencer la communauté juive qui dominera l'Etat binational. Cela prendra des générations et, pendant ce temps, l'expansion des colonies se poursuivra sans arrêt ».

*« Dans un Etat binational, chaque Juif pourra, bien sur, s'installer où il veut. Les Palestiniens continueront à perdre sur le plan économique et le fossé entre les deux peuples s'approfondira ».*¹⁶⁸

Ici, je préfère laisser Israël Shamir, écrivain et journaliste israélien, lui répondre :

« ... Avnery marque une nouvelle révolution dans le discours public et proclame : les juifs ne peuvent vivre avec des non-juifs. Le Juif et le Goy sont comme le loup et l'agneau [...] »

« Avnery ne nous laisse aucun doute possible : s'ils vivent ensemble, le Goy se fera avoir par le Juif. Selon ses propres termes, « Dans un Etat commun, s'il doit y en avoir un jour, les Juifs domineront l'économie et la plupart des autres aspects de l'état, et ils feront tout afin de préserver leur situation. »

« Eh bien, dites-moi : n'est-ce pas là ce que pensent bien des gens, dans bien des pays ? Ils font remarquer la domination juive sur Hollywood et les médias, ainsi que dans la banque et les finances, depuis Moscou, avec ses oligarques, jusqu'à New York et Washington, et ils concluent, à l'instar d'Avnery :

... les juifs ne peuvent vivre dans un seul Etat avec les non-juifs, car les juifs finiront par dominer l'économie et la plupart des autres manifestations de l'Etat [2].

*Généralement, ces gens en appellent au transfert des juifs, eux aussi... ».*¹⁶⁹

¹⁶⁸ Uri Avnery, « L'Etat binational : le loup doit vivre avec l'agneau », 12/07/2003, <http://www.lapaixmaintenant.org/article493>

¹⁶⁹ Israël Shamir,

<http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BR&langue=1&id=20626>, 20 juillet 2003

Revenons à la raison et au cœur.

Le problème « juif » doit être réglé en fournissant à cette communauté toutes les garanties de sa sécurité mais aussi de son épanouissement.

En tout cas, c'est ce problème et en priorité ce problème qu'on tente de résoudre et pas un autre : car il est au cœur de toutes les autres problématiques du Proche-Orient !

*« Désionisés, les « juifs d'Israël » deviendraient des Palestiniens, à l'instar des juifs américains, lesquels, désionisés, deviendraient tout simplement des Américains. Mais en aucun cas ils ne peuvent créer une nouvelle nation ».*¹⁷⁰

4. Par ailleurs, on ne cesse de nous répondre avec condescendance que cette solution est idéaliste et impossible ! Et alors ? Je ne vois même pas où est l'argument dans cette réponse ?

En effet, il ne s'agit pas, entre deux choses, de choisir le moindre mal mais entre la justice et l'injustice, de prendre parti. Que les étapes se doivent d'être empreintes de réalisme, j'en conviens et nul ne le nie.

Mais, je ne vois pas en quoi la prétendue impossibilité de cet objectif juste et humain nous obligerait à nous fixer un autre objectif injuste et ségrégationniste consistant à séparer deux peuples en forçant l'un des deux à vivre hors de ses terres parce que l'autre peuple voit un inconvénient à partager avec lui la souveraineté !

Bref, éloignons de nous ces arguments cyniques servant à consolider les intérêts invouables de groupes et de gouvernements.

Libre à eux de promouvoir la séparation.

Mais ils ne nous leurreront plus avec leur rhétorique humaniste !

¹⁷⁰ Israël Shamir,

<http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BR&langue=1&id=20626>, 20 juillet 2003

Nous nous sommes quant à nous fixés un but alliant justice et humanité.

Ce but est-il surhumain ? Eh bien, il devient d'autant plus impératif de se préparer à ce long chemin que d'autres peuples l'ont parcouru avant nous et dont la figure symbolique n'est autre que Nelson Mandela qui purgea 27 années de prison pour avoir refusé de se séparer des Blancs !

En donnant de la largeur et de la souplesse à l'issue de la lutte, l'ONU sera plus encline à maintenir une pression sur Israël.

En tout cas, quelque soit la solution sur laquelle les israéliens et les palestiniens se mettront d'accord, la reprise de la lutte sous forme civique est le début de la solution.

Nouvelle perspective sur le jugement de Salomon

Rappelez-vous :

« Deux prostituées qui vivaient dans la même maison se battent pour la possession d'un nourrisson. Elles avaient chacune un bébé, l'un d'eux est mort dans la nuit. Son petit cadavre est étendu devant le roi Salomon qu'elles sont venues consulter.

Elles prétendent toutes deux que l'enfant survivant est le leur.

A cette époque, pas de test ADN, c'est donc Salomon qui va avoir le privilège régalién de trancher. Et c'est ce qu'il ordonne :

« Qu'on tranche l'enfant vivant et qu'on en donne la moitié à l'une et la moitié à l'autre ».

Mouvement d'effroi du public présent.

Une mère se tord les mains et gémit, l'autre approuve la décision de Salomon et vocifère :

« Il ne sera ni à moi ni à toi, partagez ! »

Un soldat attrape par un pied l'enfant vivant à sa mère putative. Il s'esclaffe et le tient pendu par le pied, la tête en bas. Il le présente braillant à l'assistance telle une pièce de gibier. Il dégaine son épée.

Salomon attend, il a posé ses mains sur les accoudoirs de son trône, le buste avancé, prêt à se lever pour vaquer à d'autres occupations de roi. L'enfant crie, mais les cris déchirant d'une des femmes couvrent ses pleurs.

Elle implore le roi :

« Monseigneur, qu'on lui donne l'enfant, qu'on ne le tue pas ! »

Salomon se lève et déclare :

« C'est elle la mère, qu'on lui donne cet enfant ».

Salomon, par cette décision, ne sacrifie pas l'enfant sur l'autel de la possession d'état car son jugement distingue la **maternité** de la **maternalité** et dissocie la **filiation naturelle** de la **parentalité**.

Il décide qu'une mère n'est pas mère parce qu'elle a mis au monde un enfant mais parce qu'elle l'aime, serait-elle une prostituée, et qu'elle saura le protéger même d'elle-même». ¹⁷¹

Aujourd'hui, en Terre Sainte, il ne s'agit plus de savoir qui sont les enfants naturels de ce pays mais qui sont ceux qui l'aiment réellement et donc se battent pour que tous ses enfants – sans exception – profitent de son parfum et de sa géographie, et qui sont ceux qui ne recherchent qu'à s'accaparer un lieu qu'ils ont violé !

Faut-il donc que nous arrivions à devoir procéder à des tests ADN sur des populations entières de la région pour savoir qui descend de qui ?

En tout cas, les sionistes seraient surpris du résultat... bien que le problème n'est pas là !

¹⁷¹ Docteur Daniel ROUSSEAU, pédopsychiatre attaché, Service de Pédopsychiatrie CHU Angers, ce récit du jugement de Salomon fait partie d'un travail sur « les figures de la parentalité dans la peinture occidentale et les arts visuels », adresse: <http://www.med.univ-angers.fr/discipline/pedopsy/ASE/parentalite/parentalitepeinture05.htm>

b. Vers une nouvelle guerre ?

1 – Repenser la lutte

« La situation en Palestine est soluble, en elle-même, puisque ce sont les hommes qui font l'histoire et non l'inverse ».

Edward W. Saïd

Pour démarrer sur un bon pied, il est indispensable d'analyser correctement la situation et d'abord celle des territoires de Cisjordanie et Gaza qui se trouvent au cœur des turbulences.

Il faut pouvoir tenir compte de leur situation réelle à l'heure actuelle ainsi que de leur position symbolique dans l'histoire palestinienne autant que juive.

Ces territoires se trouvent au cœur de l'histoire juive et la Bible connaît même la Cisjordanie sous le terme de Judée-Samarie. Mais en même temps, ces territoires sont devenus aujourd'hui le symbole de la lutte palestinienne pour la reconnaissance de son existence et de sa culture.

Cette double référence entraîne sur le terrain une lutte qui fait chavirer le statut de ces territoires tantôt vers une fausse autonomie palestinienne et tantôt vers une véritable occupation israélienne, entre séparation d'avec le reste de la Palestine et annexion au reste du grand Israël.

Bref, ces territoires que l'on a voulu qualifier d'« autonomes » puis d'« occupés » ou même encore de « dévastés » sont en réalité, à bien analyser, des Territoires au jour d'aujourd'hui « Non Identifiés » (TNI).

Le problème est clair. Un mouvement « national-sioniste », prônant donc le nationalisme ethnique juif, est venu en Terre Sainte et a transférée les habitants non juifs du pays vers l'Est puis a construit un « mur de violence » pour les empêcher de revenir.

Et ce qu'ils firent pour les hommes du pays, ils l'accomplirent de la même façon pour les terres de ce même pays.

Ainsi, ils ont repoussé et repoussent toujours un peu plus les terrains de Palestine non « judaïsés » vers l'Est s'accaparant toujours un peu plus d'espaces à rattacher à tout jamais à Israël et détachant définitivement de leur aire vitale les terres « impropres », c'est-à-dire non « judaïsables ».

La bande de Gaza, la première, a été tout simplement exclue de la Terre Sainte et de la collectivité palestinienne.

La Cisjordanie se voit de son côté repoussée toujours plus vers l'Est étant grignotée irrémédiablement par des implantations juives. Et depuis peu, la phase de séparation a débuté avec la mise en œuvre du fameux mur de béton qui va bientôt finaliser l'exclusion de la Cisjordanie du reste de la Palestine.

La Cisjordanie et Gaza deviennent donc ce qui a été appelé en Afrique du Sud des bantoustans, c'est-à-dire des réserves auxquelles la population « non prévue » (noire ou arabe) par le « fascisme ethnique » (afrikaner ou juif) doit dépendre administrativement et pour lesquelles la loi prévoit une autonomie sous contrôle !

Ainsi, de territoires en cours d'identification, Israël veut arriver à faire de la Cisjordanie, pour partie de nouveaux espaces vitaux à annexer à la sphère juive et pour l'autre partie des territoires à exclure.

Gaza est déjà un **TE** (Territoire Exclu). Quant à la Cisjordanie, elle est un **TCE** (Territoire en Cours d'Exclusion) et devrait former à terme une annexe israélienne avec en son sein 8 nouveaux TE (à l'image de Gaza) regroupés autour des 8 villes palestiniennes les plus importantes.

A cette étape-là, que représentent un territoire comme celui de Gaza ou comme celui des espaces qui s'étendent autour des 8 grandes villes cisjordaniennes sinon des **TNI** (Territoires Non Identifiés) puisque exclus de leur prolongement naturel qu'est la Palestine historique, et n'ayant aucun statut juridique clair !

Comment réagir ?

Il faut avant tout distinguer les différentes tendances existantes parmi les acteurs du conflit.

Notons d'abord que les « nationaux-sionistes » déclarés sont clairs dans leurs discours. L'issue du conflit consiste en un échange de population en bonne et due forme. Les juifs dans les futurs espaces aménagés par les colonies et les non-juifs dans les TNI. Avec ces gens-là, seule la confrontation est possible. Et nous ne ferons rien pour eux sinon les combattre !

Avec eux – je dis bien « avec » eux – il y a les souverainistes arabes, que l'on retrouve nombreux au sein de l'Autorité Palestinienne, et qui se contentent bien entendu du marché de dupe national-sioniste et se battent uniquement pour voir l'étendue de leurs prérogatives élargie au sein de leurs bantoustans.

Après cela, il y a tous les autres qui n'ont pas forcément une idée claire de la situation et qui sont entraînés par les événements : les israéliens par les peurs et les palestiniens par les frustrations. Les opportunistes jouent sur ces peurs et ces frustrations dans les deux camps pour polariser le conflit dans un sens ethnique.

Face à cela, il faut tenir le discours clair qui fut le nôtre durant cette étude.

D'abord, sortons des schémas souverainistes afin de faire éclater les hypocrisies et voir qui recherchaient réellement la préservation de sa culture et de son identité dans la souveraineté et qui se cachaient derrière le droit à l'autodétermination dans une optique ségrégationniste et souvent raciste.

Les véritables clivages apparaîtront alors. Les lignes de fractures entre les deux camps en présence n'auront plus rien à voir avec les identités religieuses ou ethniques. Ce ne sera plus un combat entre palestiniens et israéliens mais il s'agira bien plutôt (je dirais « enfin ! ») d'une confrontation entre deux visions du monde :

D'un côté, les adeptes de la suprématie ethno-religieuse ; que celle-ci se fasse par l'écrasement de l'autre ou au travers de la solution raciste des 2 Etats séparés. De l'autre, les adeptes de la coexistence égalitaire.

Sélim Nassib, « juif libanais », explique que d'une certaine façon, ceux pour qui « la confession fait l'identité », « *nous rendent service. Il est toujours bon d'avoir une ligne de partage entre ceux qui sont racistes et ceux qui ne le sont pas. Cette ligne dessine deux camps, elle permet de choisir son appartenance à titre individuel...* ». ¹⁷²

En un mot, nous voulons les israéliens de bonne foi avec nous, que nous considérerons comme des compagnons de lutte – que dis-je – comme des compatriotes. Alors que nous déclarerons la guerre à tous les palestiniens qui rêvent encore de rejeter les juifs à la mer !

La vraie lutte peut alors commencer.

Que proposer comme solution face aux murs et à la philosophie de la séparation proposés par les chantres de la 1^{ère} vision ?

Il semble évident que nous devons opposer aux « murs » des « ponts » et combattre l'idéologie de la « séparation » par l'idée du « binationalisme ».

Ce dernier concept est le seul qui permette la réintégration de Gaza et de la Cisjordanie « remplies de non-juifs » au sein de la Palestine historique ou d'Eretz Israël. Et c'est cela seul qui pourra arrêter les tensions, car leur rattachement est voulu par les deux peuples.

En effet, la seule façon de leur redonner une réalité juridique stable, de les « identifier » enfin, est de les faire revenir dans le giron qui n'a jamais cessé d'être le leur, et qu'aucun arabe palestinien ni aucun juif israélien ne peut nier !

Pour cela, il faut réunir de nouveau la Palestine en refusant quoiqu'il arrive sa partition. Gaza doit s'unir de nouveau avec la Cisjordanie ! Et ces deux Territoires Non Identifiés (TNI) doivent se battre pour leur réintégration pure et simple à l'ensemble de la Palestine au sein même de la collectivité israélienne.

Dénonçons donc les accords d'Oslo qui se fixent comme but la séparation des morceaux de Cisjordanie et de Gaza contre tout bon sens !

¹⁷² Sélim Nassib, journal « An Nahar », extrait du Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p75

2 – Exclure Israël ?

En attendant la mise en place véritable de ce mouvement révolutionnaire, j'aimerais parler d'une action qui me semble capitale.

Pour cela, écoutons une fois encore Adel Samara :

« Je pense que tous ceux, tous les groupes qui veulent affirmer leur solidarité avec les Palestiniens, mais qui préconisent la solution des deux Etats, acceptent la politique israélienne et font une sorte de charité, ce n'est pas de la solidarité. La solidarité doit considérer qu'Israël occupe toute la Palestine et que le Peuple palestinien a le droit au retour.

*Si on veut être politiquement solidaire et aider le Peuple palestinien, c'est la seule approche possible. Toute autre approche est inutile et, en définitive, n'est qu'un soutien masqué à Israël ou un soutien à l'Autorité palestinienne, les deux étant contre les intérêts du Peuple palestinien ».*¹⁷³

Certes, je n'ai pas la prétention de proposer les modes d'action les plus pertinents, et je répète que le mouvement doit obligatoirement trouver son impulsion originelle à partir de l'intérieur de l'Israël/Palestine pour déborder sur l'international, mais il me semble qu'il existe un point, qui va dans le sens de la citation ci-dessus de notre économiste palestinien, dont la réalisation incombe à tous les acteurs internationaux et ceci, en priorité.

Il s'agit de l'exclusion d'Israël de la communauté internationale. Nous espérons avoir démontré dans notre étude comment le conflit est passé d'un combat entre des autochtones et une colonisation brutale nationale-sioniste à un combat entre deux mouvements nationaux devenus tout autant légitimes et pour lesquels la seule issue consiste à trouver les moyens de leur coexistence à égalité sur la même terre et dans une même confédération.

Car, dans le cas contraire, nous assisterions à la victoire de l'ethnocentrisme sioniste au Proche-Orient. Et l'Etat d'Israël est aujourd'hui le pilier de cette idéologie nationaliste radicale. A côté de cela,

¹⁷³ Entretien avec Adel Samara. Par P. Salingue. http://www.palestine-solidarite.org/interview.Adel_Samara.101107.htm

l'Etat Palestinien ne serait qu'un rejeton de cette politique « séparationniste » imposée par les juifs nationaux-sionistes.

A partir de là, nous devons tout faire pour ne pas reconnaître d'Etats séparés. Et cela doit commencer par le seul des deux Etats qui existe aujourd'hui juridiquement et qui défend cet état de fait : l'Etat d'Israël.

Et si demain nous aboutissons, après une véritable réconciliation, à l'émergence de deux Etats partenaires, ils devront faire leur entrée à l'ONU ensemble. Ni la Palestine ne peut être créée au détriment d'Israël, ni Israël n'aurait dû être reconnu alors que la Palestine disparaissait sous les décombres de la guerre !

Si Israël n'est pas un Territoire Non Identifié à l'image de la Cisjordanie et de Gaza, c'est uniquement parce que l'ONU fut achetée et prise en otage par les grandes Puissances de l'époque.

En reconnaissant Israël sans un accord conclu avec tous les non-juifs palestiniens, la communauté internationale a pris partie dans le conflit, et qui plus est, pour le colonisateur.

Lorsque les deux mouvements nationaux se mettront d'accord, à ce moment-là l'ONU devra ratifier l'existence de l'entité juridique négociée à égalité entre les deux nations.

En attendant, il faut sortir Israël de l'ONU ne serait-ce que pour la simple raison de son mépris de la résolution 194 appelant au retour des expulsés dont seule l'application aurait dû lui donner le droit d'entrer dans le concert des nations.

Seule une telle position de la communauté internationale pourra obliger le mouvement national israélien à reconsidérer ses positions et à s'éloigner des thèses extrémistes du national-sionisme qui aujourd'hui l'a pris en otage au cœur d'un Etat arrogant et expansionniste !

En effet, ce qui permet au parti national-sioniste de violer impunément les lois internationales et de mettre en application leur politique raciale sans avoir trop à craindre pour la remise en cause de leur mouvement est bien l'appui d'un appareil d'Etat –Israël -, reconnu par la communauté

internationale et qui empêche la situation d'évoluer dans le sens de l'unification et du partage de la souveraineté.

Tant qu'Israël existera, jamais le peuple palestinien ne pourra exercer pleinement ses droits nationaux. C'est une conséquence inéluctable.

Reconnaître Israël, c'est reconnaître la légitimité de l'expulsion des arabes de Palestine, et c'est donc nier le peuple palestinien !

Le juif et les arabes

« Je suis en train de lire un ouvrage d'Eliezer Beerî sur le début du conflit et l'origine de l'entreprise sioniste.

Arrivé à un certain point de son exposé, il décrit de quelle manière, le 3 novembre 1878, tandis qu'il labourait le premier sillon dans le sol de Petah Tikva, Yehuda Raab eut le sentiment d'être « le premier à diriger une charrue juive dans la terre des Prophètes après les longues années de l'exil (juif) ».

Mais voyez ce qu'écrit Eliezer Beerî, à ce sujet : « Les Arabes vinrent eux aussi se joindre à Yehuda Raab, en ce grand jour, du début du labourage. A lui seul, avec sa charrue attachée à des animaux de trait, il n'aurait pu labourer un champ de plusieurs dizaines d'hectares. Aussi 12 fallâhîn (paysans) arabes vinrent lui prêter main forte ».

Qu'est-ce que tout cela signifie, Ari ? Dis-moi, toi, ce que ça veut dire. Tu ne vois pas ?

Eh bien ce que cela veut dire, je vais te le dire moi : c'est que lorsque Yehuda Raab vint tracer le premier sillon après 2000 ans d'exil, il n'avait pas la force d'accomplir seul ce travail. Il avait besoin de l'aide des fallâhîn, et 12 d'entre eux vinrent l'aider.

En lisant cela, je me dis que je sais tout de ce Raab, je sais qui sont ses descendants, et je sais aussi comment son projet a été mené à bien.

Mais je ne sais absolument rien des 12 fallâhîn. Ils font leur apparition, dans cette histoire, à la manière d'extraterrestres, et ils disparaissent de la même manière, ni vus ni connus, sans pratiquement laisser de trace. Ils ont été exclus de l'histoire par le sionisme.

Qui étaient-ils ? Où sont-ils partis ? Où sont-ils aujourd'hui ? ».

Haim Hanegbi¹⁷⁴

¹⁷⁴ Haim Hanegbi, activiste israélien, interview d'Ari Shavit, Haaretz, 18 août 2003

3 – Disqualifier l’Autorité Palestinienne ?

De même, la supercherie de l’Autorité Palestinienne (AP) doit cesser.

Nous en avons déjà assez parlé plus haut mais rajoutons encore que l’AP est aujourd’hui en regard de la résistance légitime palestinienne ce que Vichy était à la Résistance française durant la seconde guerre mondiale.

Soutenir l’AP aujourd’hui ou avoir soutenu Vichy hier est équivalent. Il s’agit dans les deux cas de faire perdurer l’occupation et enterrer l’idée de justice et de dignité au travers de la création d’une structure de normalisation face à l’agression d’une idéologie conquérante et ethno-fasciste : le national-socialisme hier, le national-sionisme aujourd’hui.

Cette AP est un outil de chantage contre les palestiniens et leur esprit de résistance. Abdelbari Atouan l’explique très bien dans un article de « Al Quds Al Arabi » :

« L’Autorité n’a pas d’argent. Les cent soixante mille fonctionnaires reçoivent leurs salaires avec retard, et le seul moyen d’éviter une aggravation durant les mois à venir consiste à céder aux pressions américaines. Ainsi, le plus grand « succès » de l’Autorité est d’avoir transformé les habitants de la Cisjordanie (...) en esclaves de leurs salaires. Ils sont désormais soumis à une opération mensuelle de chantage.

« (...) Aujourd’hui, les habitants de la Cisjordanie ne connaissent plus d’Intifada et ne disposent plus d’aucune option alternative à la ligne de l’Autorité, à savoir négocier afin de percevoir les salaires à la fin du mois »¹⁷⁵.

Certes, sa dissolution n’est pas souhaitable dans ses conséquences économiques directes sur la population des Territoires. Mais il faut l’obliger à renoncer à son statut d’embryon étatique.

¹⁷⁵ Extrait de l’article « Mahmoud Abbas illégitime et menteur », tiré du « Courrier International » n°1035 du 2 au 8 septembre 2010, p33

Non ! L'AP ne peut être autre chose qu'un organisme de gestion administrative des Territoires Non Identifiés et doit se présenter dorénavant comme tel.

Ce n'est pas tant les individus que la structure de l'Autorité Palestinienne elle-même qui s'intègre dans la logique d'occupation.

Ainsi, précise Adel Samara, « *le peuple doit certes se battre contre l'AP, mais contre son rôle politique. Nous devons dire que cette Autorité ne représente pas la question politique palestinienne et que sa fonction est uniquement de s'occuper de la vie quotidienne du peuple palestinien* ».

Et Samara continue en interpellant les dirigeants de l'Autorité :

« *Vous devez choisir entre être à la direction politique du gouvernement indépendant, l'autonomie, sous le parapluie des accords d'Oslo, ou être à la direction politique du peuple, par la lutte, hors d'Oslo, hors du compromis, menant le peuple vers la libération* »¹⁷⁶

L'AP doit donc laisser la véritable résistance palestinienne mener, et la lutte, et les négociations.

Cette résistance était portée par l'OLP mais celle-ci doit maintenant être dissoute au profit d'un FRTSS à venir en association avec le regroupement des mouvements israéliens convertis au bi-nationalisme pour une véritable coexistence. La lutte doit se faire autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires, et notamment sur le sol israélien même ...

Israël a fait des accords d'Oslo le moyen de créer une espèce de « *Judenrat* » des non-juifs de Palestine.

Soit !

Que les palestiniens le prennent comme tel et utilise l'Autorité Palestinienne comme un simple organisme de régulation pour éviter une catastrophe humanitaire à leur peuple comme certains juifs ont accepté de

¹⁷⁶ Entretien avec Adel Samara. Par Julien Salingue et Amélie Boiteux. http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=515

faire fonctionner les « *judenrat* » – imposés par les nazis durant la seconde guerre mondiale – pour limiter les dégâts, sachant pertinemment que la résistance se passait ailleurs en Europe et dans le monde !

Ainsi, termine Samara :

« Tout groupe palestinien qui veut participer à ces élections doit faire une liste avec des personnes qui ne traitent pas des problèmes politiques, qui ne font pas semblant qu'elles dirigent le peuple palestinien ou qu'elles représentent les palestiniens au titre de régime politique :

... des personnes qui traitent de l'économie, qui sont prêtes à combattre la corruption, qui sont capables de s'occuper de la vie quotidienne des gens, des problèmes sociaux. Une vraie autonomie.

*Dans ce cas, la direction de l'AP ne serait pas habilitée à négocier avec Israël ni à s'occuper de l'avenir du problème palestinien. Ce pourrait être l'OLP en dehors, ou alors quelque chose de différent pourrait être créé pour représenter la cause politique palestinienne en tant que telle ».*¹⁷⁷

Mahmoud Abbas doit donc proclamer au plus vite l'incompétence de l'AP à négocier avec Israël au nom du peuple palestinien.

Autant l'Etat d'Israël, construit aujourd'hui au détriment des droits nationaux palestiniens, n'est pas légitime, autant un Etat palestinien que l'on construirait dans un futur hypothétique au détriment des droits nationaux israéliens ne serait pas légitime.

Nous reconnaissons la légitimité des mouvements nationaux israéliens et palestiniens.

Mais, nous dénonçons l'existence de l'Etat d'Israël tant que l'ensemble des habitants actuels et anciens de la Palestine historique ne sont pas reconnus par cet Etat comme membres à part entière.

¹⁷⁷ Entretien avec Adel Samara. Par Julien Salingue et Amélie Boiteux. http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=515

Ainsi, l'« Etat d'Israël » - autant que l'« AP » d'ailleurs - doivent être abordés comme des « entités politiques » et non des représentants étatiques.

Ou si l'on veut, nous pourrions parler d'une **Autorité Israélienne** comme nous parlons actuellement d'une **Autorité Palestinienne**.

Voilà le début de la coexistence à égalité !

Difficultés de leadership

« La lutte des Palestiniens se délite et la Palestine risque de n'être bientôt plus qu'une idée. Les gens sont en colère mais sans direction, sans leadership. Tout le monde essaie de faire quelque chose, mais rien ne se transforme en projet d'émancipation politique.

J'ai attendu la mobilisation des partisans du Hamas en Cisjordanie, mais ils sont tous dans la clandestinité, ou alors dans les prisons palestiniennes, ou dans les camps israéliens.

(...) Les intellectuels ont continué à se réunir, ils ont appelé à l'unité nationale, condamné la corruption, le silence et même la complaisance de l'Autorité palestinienne. Beaucoup ont encore une fois demandé la dissolution de l'Autorité palestinienne, d'autres ont à nouveau souligné les graves conséquences économiques et politiques qu'entraînerait une telle décision.

Personne ne veut prendre le risque d'un scénario à l'irakienne, d'une guerre civile qui ne dit pas son nom. Les forces progressistes se sont jointes à Mustafa Barghouti (chef de l'Initiative palestinienne), aux représentants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du Parti du peuple et du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) ainsi qu'à des groupes islamiques indépendants pour condamner la guerre d'Israël à Gaza.

Les manifestations hebdomadaires à l'intérieur de la Ligne verte (**arabes israéliens**) étaient stimulantes mais aucun lien n'a été établi entre l'intérieur et l'extérieur de la Ligne verte pour vaincre le Mur. Eux aussi manquent de direction ou de leadership.

Car malgré tous les sacrifices à Gaza, les manifestations en Cisjordanie et le soutien populaire international que les atrocités de Gaza ont suscité, il semble qu'il n'y ait pas de force politique capable ou désireuse de mettre à profit cette mobilisation pour bâtir un projet politique clair.

Le Hamas demeure le seul parti de masse de la résistance, aux côtés de tous ceux qui croient encore en la résistance. Mais il est trop pris par la guerre, par ses deux guerres, celle contre Israël et celle contre l'Autorité palestinienne. Les autres partis sont trop faibles ou dans l'incapacité de s'organiser (...)

Le sens même de la politique a changé. Ce qu'elle signifie, ce qu'elle cherche à faire, comment elle va libérer : rien n'est évident désormais.

(...) En fait, personne ne sait ce qui se passe ni ce qui va se passer. Tout le monde attend. Quoi, ce n'est pas encore très clair :

Que Dieu ait pitié ? Que ceux qui sont au pouvoir restent ou partent ? Que ceux de l'extérieur prennent les choses en main ? Qu'un leader miraculeux émerge ? Que M. Obama trouve une solution ?

Personne ne sait.

Nous revenons à une politique de la persévérance, que les Palestiniens n'ont jamais abandonnée. Cette fois-ci, pourtant, nous n'avons plus qu'elle. Est-ce suffisant ?

Est-ce que nous n'allons pas perdre encore plus, n'y a-t-il rien d'autre au service de la cause que la seule persévérance ? Ici, personne ne sait.

Personne ne sait et personne en ce moment ne veut savoir »

Leïla Farsakh¹⁷⁸

¹⁷⁸ Leïla Farsakh, « Nous n'avons plus que la persévérance », <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/FARSAKH/16768>

c. Résistance

1 – La résistance citoyenne israélo-palestinienne

Après le coup d'Etat de Louis Bonaparte, réunion des opposants pour initier un mouvement d'opposition : « Une voix s'est élevé pour qu'on l'appelât comité d'Insurrection. *« Non, a dit Victor Hugo, comité de Résistance. L'insurgé, c'est Louis Bonaparte ».*

Comment diriger la lutte alors ?

Il me semble que vient le moment d'initier un mouvement de résistance sur l'ensemble du territoire d'Israël/Palestine, c'est-à-dire un mouvement qui considère l'unité du territoire de la Terre Sainte et donc considère les habitants de toutes les régions de ce territoire comme des compatriotes à fédérer pour une lutte commune contre le « fascisme ethnique » et l'ethnocratie israélienne qui en est issue.

Ce n'est donc pas un mouvement palestinien uni qu'il faut mais un mouvement israélo-palestinien uni ! Nous avons besoin d'une nouvelle Organisation de Libération plus large, à échelle humaine et non simplement nationale, dont le but est de libérer la Terre Sainte – israéliens et palestiniens confondus – de l'idéologie nationale-sioniste :

L'OLIP : Organisation de Libération de l'Israël/Palestine.

Pour cela, il faut détecter toutes les forces humanistes des deux côtés du front et tenter de les fédérer dans un mouvement unique de résistance.

Israël Shamir, écrivain et journaliste israélien, franchit le pas et parle de la création d'un mouvement qui rassemblerait dans un même combat les forces antifascistes des deux côtés de la ligne d'armistice de 1967. Il parle ainsi d'une nouvelle ANC à la sauce israélo-palestinienne. Et il demande aux dirigeants palestiniens de bonne foi de jouer les premiers rôles dans cette révolution. Écoutons-le :

« La création d'une version palestinienne de l'ANC de Mandela est de première urgence : elle intégrerait toutes les forces non élitistes dans un front uni. Le leadership palestinien autochtone devrait abandonner sa

*vaine quête de la Fata Morgana de l'« Etat palestinien indépendant » et assumer la position clé dans cette nouvelle alliance ».*¹⁷⁹

Nous revenons ici à notre idée de la troisième force que l'on retrouve tant en Israël qu'en Palestine. Ces 2 mouvement doivent s'unir pour ne plus faire qu'un et transcender toutes les barrières dans un combat humaniste.

Cela signifierait que le mouvement arabe en Israël, les mouvements antisionistes israéliens ainsi que les partis sionistes qui désirent encore une véritable coexistence à égalité doivent être en lutte de façon plus dynamique et plus urgente encore. Comme s'ils étaient sous occupation. Car en fait, ils le sont. Tous les israéliens le sont tant que tous les palestiniens le seront.

De même, tous les protagonistes qui se trouvent sur la Terre Sainte doivent aussi se considérer comme des réfugiés tant qu'il reste des réfugiés palestiniens dans les pays alentours.

Ce mouvement à initier doit donc regrouper toutes les personnes qui sont d'accord sur les objectifs « très larges » mais « très clairs » que nous avons débattus plus haut.

Cela fait du monde et surtout de la disparité. Le mouvement est donc une sorte de « front » qui résiste et propose « Tout Sauf la Séparation (TSS) » : appelons-le alors le **Front de Résistance « TSS »**.

Ce front doit poser des actes de résistance à la haine et à la séparation. Comment procéder ?

Notons tout d'abord que la politique du mur entre les deux nations engendre des violences meurtrières. Le raid sur Gaza de janvier 2009 est là pour nous montrer que cette mascarade des 2 Etats coûte trop chère en vies humaines. Il a fait plus de mort que les 7 ans de la première intifada.

¹⁷⁹ Israël Shamir,

<http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BR&langue=1&id=20626>, 20 juillet 2003

Regardez combien une résistance civique est moins coûteuse en vies humaines et surtout plus efficace politiquement puisque c'est la première intifada qui a obligé Israël et Rabin à reconnaître le « palestinien » – certes à moitié mais à le reconnaître tout de même !

Les vies palestiniennes autant qu'israéliennes doivent devenir chères ! Car, en plus de participer à une même humanité, elles appartiennent de façon inéluctable à un même devenir !

La non-violence comme ligne d'action première doit être une évidence pour tous. Cela n'exclut pas l'utilisation de la violence certes, mais la relègue en arrière-plan. La non-violence doit pouvoir suffire à faire éclater la vérité et la justice.

La résistance devra être multiforme : politique, économique, sociale, culturelle, juridique, sportive,... etc.

Posons pêle-mêle quelques éléments épars et simplement indicatifs :

– Nusseibeh dit que jusqu'à aujourd'hui, les Palestiniens s'étaient opposés à toute participation aux élections municipales de Jérusalem par crainte de nuire au lien entre les Arabes de Jérusalem Est et les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Maintenant, compte tenu de l'amenuisement des chances d'une solution à deux Etats, il est peut-être temps pour les Palestiniens de reconsidérer la question : *« Pourquoi les habitants [arabes] de Jérusalem devraient-ils se rattacher à la Mouqataa, à Ramallah ? Il n'y a aucune raison. L'élection municipale de Jérusalem pourrait servir de point de lancement de la lutte pour l'égalité des droits dans un Etat bi-national. Nous commençons par Jérusalem, non comme une entité en soi, mais comme un fer de lance de tout le corps palestinien. Pourquoi pas ? Pourquoi ne pas faire de la faiblesse une force ? »*¹⁸⁰ Voici une initiative politique bienvenue et incontournable à mon sens.

– Edward Saïd proposait une initiative politique évidente :

« Nous ne nous sommes jamais adressés au public israélien – en particulier, ces citoyens troublés par les événements actuels, qui condamnent Israël à une guerre permanente, c'est vrai – pas plus que nous

¹⁸⁰ Interview de Sari Nusseibeh en août 2008, <http://www.lapaixmaintenant.org/article1830>

avons quelque chose à dire, malheureusement, par exemple, à ces réservistes israéliens qui refusent, par centaines, de faire leur service tant que l'Intifada continuera. Il y a des courants d'opinion, en Israël, qu'il faudrait conduire à s'engager exactement de la même manière que l'ANC (African National Congress) qui avait mis à son ordre du jour politique la mobilisation des Blancs dans la lutte contre l'apartheid »¹⁸¹.

– Btselem, l'organisation israélienne des droits de l'homme, a distribué 150 caméras vidéo à des Palestiniens de Cisjordanie pour leur permettre de filmer les agressions dont ils sont victimes de la part des colons israéliens. Utilisés par les familles palestiniennes comme moyen de défense non violent, certains de ces enregistrements sont diffusés à la télévision israélienne, devenant ainsi un outil de dissuasion et de justice.¹⁸²

– Créer une université mixte dans les TNI et inviter les étudiants israéliens à venir y étudier est une autre initiative possible d'ordre culturel.

– Un syndicat nouveau serait le fait d'une union des travailleurs juifs et non-juifs de l'ensemble de la Palestine.

– Les israéliens impliqués dans ce réseau **FRTSS** devraient proposer à leurs compatriotes des séjours dans ces TNI.

– Organiser des manifestations conjointes entre citoyens israéliens et citoyens palestiniens qui se rejoignent aux frontières et demandent la réunification de leurs marches au mépris des fausses frontières de 1967.

– Uri Avnery évoque un chapitre de l'histoire du Canada qui me plaît. Écoutons-le : « *Voilà 43 ans, le gouvernement canadien a pris une mesure extraordinaire pour réconcilier la majorité anglophone et la minorité francophone du pays [...]*

(il) a décidé de remplacer le drapeau national canadien, formé sur l'Union Jack britannique, par un drapeau complètement nouveau, orné de la feuille d'érable. A cette occasion, le président du Sénat a déclaré : « le drapeau est le symbole de l'unité de la nation, car il représente sans l'ombre d'un doute tous les citoyens du Canada, sans distinction de race, de langue, de croyance ou d'opinion ».

¹⁸¹ Edward W. Saïd, « Les voilà, les réalités... », La Maison d'Orient n° 7, Juin 2001.

¹⁸² Courrier International, Hors-Série Février-Mars-Avril 2009, p45

L'une des initiatives forte à faire par le Comité de résistance est bien de construire, lorsque le mouvement aura pris suffisamment d'ampleur pour réunir une grande partie de la population israélo-palestinienne, un drapeau de ralliement qui puisse regrouper tous les éléments de cette Terre Sainte sous un symbole reconnu de tous !

Voilà une initiative d'ordre symbolique appréciable dans la lutte pour les droits civiques et collectifs de toutes les composantes de ce pays !

Tout cela ne se fera pas sans difficulté ni souffrance mais c'est pour cela que le Front est un mouvement de « résistance ». Et dans toutes les initiatives qui seront prises il ne faudra pas oublier cette mise en garde de Mustapha Barghouti :

« Rien n'est plus important pour l'avenir de la Palestine que de garder notre sens de l'humanité »¹⁸³

¹⁸³ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p59

2 – La résistance citoyenne mondiale

« Vous ne voulez pas du progrès ? Vous aurez les révolutions ! Aux hommes assez insensés pour dire : l'Humanité ne marchera plus...

... Dieu répond par la terre qui tremble ! ».

Victor Hugo à l'Assemblée Nationale

Le mouvement de résistance globale qui sera initié devra irrémédiablement s'appuyer sur des relais internationaux pour être en mesure de contrer la puissance écrasante qu'a acquise la mouvance national-sioniste, et contrebalancer son influence que ce soit non seulement en Israël mais également à l'étranger auprès des principales capitales du monde.

En effet, il existe une connivence de fait entre le national-sionisme et certaines forces impérialistes. Déjà en 1931, Scholem écrivait :

« *Un mouvement de renaissance (le sionisme) peut-il s'allier aux vainqueurs de la guerre, ou plus exactement s'abriter sous leur ombre ? [...]* », avant de mettre en garde le courant sioniste auquel il adhère pourtant :

« *Il vaut mieux que le mouvement redevienne modeste mais sache où il va avec un avenir devant lui, plutôt que de continuer à se dénaturer, à se désintégrer pour mourir avec les puissances réactionnaires auxquelles il a emboîté le pas au temps de son péché originel qui a nom fausse victoire.* »¹⁸⁴.

Discours étonnamment actuel !

En 2006, Adel Samara, économiste et écrivain palestinien, dénonce le même phénomène :

« *Ce n'est pas une guerre entre Israël et les pays arabes, affirme-t-il. C'est une guerre entre la périphérie et le centre de l'impérialisme. C'est pourquoi Israël est soutenu par tous les moyens par ce centre. En conséquence de quoi les Palestiniens ne pourront pas battre Israël seuls. Ce n'est pas une tâche facile parce que battre Israël signifie battre les Etats-Unis* ».¹⁸⁵

¹⁸⁴ Amnon Raz-Krakotzkin, « Exil et souveraineté », Editions La fabrique, Paris, 2007, p178-180

¹⁸⁵ Entretien avec Adel Samara. Par Julien Salingue et Amélie Boiteux. http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=515

Le combat des israélo-palestiniens contre le national-sionisme juif est donc aussi un combat contre l'impérialisme et les forces régressives de la région du Proche et Moyen-Orient.

Mustapha Barghouti le décèle parfaitement lorsqu'il affirme qu'il faut à tout prix « *faire prendre conscience au monde entier que notre cause est une cause internationale, c'est notre seul moyen de contrebalancer l'énorme disproportion des forces entre Israël et nous.* »¹⁸⁶

Et il note judicieusement : « *La mondialisation, c'est le stade le plus avancé du capitalisme, le moyen d'exploiter les travailleurs à travers le monde entier. Mais c'est aussi l'ouverture d'un nouvel espace de lutte, l'émergence de nouvelles opportunités.* »¹⁸⁷

Autant le national-sionisme a usé en son temps des appuis internationaux (américains, russes et français entre autres) pour réaliser son projet fasciste, autant la riposte doit utiliser toutes les forces progressistes internationales.

Dans cette optique, les propositions intelligentes de Jeff Halper, activiste israélien, sont de propos :

« *Nous devons faire passer le point focal de nos efforts de la fin de l'occupation (chose dont, la feuille de route ayant échoué, tout le monde devrait admettre qu'elle ne se produira jamais) à la réalisation d'un Etat démocratique. Le slogan « Une Personne = Une Voix » devra fournir la base d'un appel à la mobilisation générale pour un mouvement international qui doit ambitionner d'atteindre l'ampleur et l'efficacité de la campagne contre l'apartheid sud-africain.* »¹⁸⁸

De l'autre côté, l'observateur palestinien intransigeant qu'est Adel Samara en arrive à la même conclusion :

¹⁸⁶ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p71

¹⁸⁷ Mustapha Barghouti, « rester sur la montagne », Editions La fabrique, France, mars 2005, p57

¹⁸⁸ Jeff Halper, « Un (seul) Etat : Il faut nous préparer à la lutte post-feuille de route, contre l'apartheid », 16/09/2003

*« Comment les Palestiniens devraient-ils agir pour construire un grand front dans la région arabe et dans le monde entier ? C'est une autre question. Jusqu'à présent, je pense que ce n'est pas le mouvement palestinien de résistance qui peut réaliser cela. Ce serait la tâche d'un mouvement (...) [internationaliste] mais aussi implanté localement »*¹⁸⁹.

Je rajouterai même qu'à partir du moment où un **FRTSS** se sera mis en place en Israël/Palestine, le mouvement international contre le nationalisme devra obligatoirement se fédérer autour de ce Front et être le véritable relais de sa lutte.

Par conséquent, même si les organisations internationales doivent, sans plus attendre, organiser des événements concertés et simultanés à l'échelle mondiale, la véritable révolution se fera lorsque le FRTSS israélo-palestinien naîtra et que les organisations « pour la justice en Israël/Palestine » se regrouperont en ce temps autour d'un **FRTSS Section International**.

Quoiqu'il en soit, il ne peut y avoir de lutte internationale efficace si au cœur même du pays israélo-palestinien, il n'existe pas une structure puissante qui fédérerait et orienterait les combats à l'étranger.

Cette configuration – un front intérieur relayé par un front international –, nous l'apercevons dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) qui a été lancée par l'ensemble de la société civile palestinienne et qui est aujourd'hui portée par différents mouvements à travers le monde.¹⁹⁰

En tout cas, aujourd'hui, il existe bien une multitude d'associations à travers le monde qui activistent avec beaucoup de courage et de persévérance pour faire connaître et aider le mouvement de résistance palestinien.

¹⁸⁹ Entretien avec Adel Samara. Par Julien Salingue et Amélie Boiteux.
http://agircontrelaguerre.free.fr/article.php3?id_article=515

¹⁹⁰ Voir l'annexe 3 sur le mouvement Boycott Désinvestissement Sanction.

En France même, nous pouvons saluer la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine qui regroupe une quarantaine d'associations nationales membres ou observateurs.¹⁹¹

Nous retrouvons les mêmes plateformes de regroupement à travers nombre de pays dont Ittijah en Israël même, ou encore PNGO dans les Territoires Non Identifiés.

Reste que ce qu'il manque aujourd'hui est un véritable mouvement politique fédérateur qui prendrait racine directement auprès des populations d'Israël/Palestine. La priorité des actions est de se mettre en contact avec toutes les forces humanistes de la Terre Sainte et d'appeler à leur regroupement dans un front uni, autour d'un leadership local respecté et légitime auprès de tous¹⁹² !

¹⁹¹ Un autre mouvement intéressant (Mouvement Global de Résistance Non Violente) vient de voir le jour et ambitionne de fédérer les bonnes volontés autour de 7 principes fondamentaux. Pour plus de précisions, voir :

<http://www.tariqramadan.com/spip.php?article10496>

¹⁹² Sûrement la direction de ce front de résistance serait bicéphale : un israélien et un palestinien !

3 – Association for One Democratic State

Dans l'optique qui est la nôtre en cette fin d'ouvrage, je voudrais parler du mouvement « **Association for one Democratic State** »¹⁹³ qui me semble être aujourd'hui le parti le plus proche dans sa philosophie et son mode d'action de ce que j'entends par « nouvelle lutte ».

Il est constitué d'arabes palestiniens autant que de juifs israéliens pour ensuite accueillir les résistants du reste du monde. Voilà bien qui préfigure un FRTSS. Ecoutez donc le résumé de leur présentation :

« Nous sommes les Palestiniens qui, malgré des décennies de brutalités n'avons pas perdu notre sens de l'humanité et ne sommes pas devenus racistes ou exclusivistes. Nous appelons à la Paix, la Réconciliation et l'Egalité avec les Israéliens dans une seule entité politique (...) »

« Nous sommes des Juifs à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël qui avons résisté et vaincu l'endoctrinement sioniste et ne voulons pas supporter un Etat brutal et raciste (...) Nous sommes les Israéliens qui réalisons que nous pouvons nous développer et prospérer dans un pays en paix avec ses voisins (...) Nous sommes les Juifs qui désirons un Foyer spirituel et culturel en Israël/Palestine plutôt qu'un Etat militaro-mercenaire qui existe pour combattre et détruire (...) »

« Nous sommes les Européens et les Nord-Américains qui sommes conscients du rôle joué par leurs pays dans l'établissement et le maintien d'un Etat colonial en Palestine au détriment de sa population indigène. (...) Nos Etats se fondent sur la citoyenneté et non sur l'ethnicité, et nous ne sommes pas prêts à supporter un Etat prônant la suprématie et l'exclusivisme en faveur d'un groupe ethnique. »

« Nous sommes des membres de la communauté internationale qui sommes conscients de la menace que ce conflit représente pour la paix mondiale. Nous voulons qu'il se résolve de la même manière que les autres expériences coloniales, dont le plus récemment en Afrique du Sud, ont été résolues : un pays, avec « un homme, une voix », et sans apartheid ! »

¹⁹³ <http://www.odspi.org>

« Nous adhérons tous fortement aux principes les plus hauts du droit humain. Nous ne méprisons, ni ne dénigrons ou ne faisons de discrimination envers aucun groupe.

« Nous ne sommes pas de naïfs rêveurs, car nous savons que la route est rude, mais c'est le seul chemin vers la paix et la justice (...) »

Voilà !

Les diagnostics convergent et l'union est voulue un peu partout.

Il n'y a plus qu'à...

Résolution : aller jusqu'au bout

Voici la prophétie d'un millionnaire juif américain, fondateur en 1930 du Fonds américain pour les institutions en Palestine. Il fut recteur de l'université hébraïque entre 1939 et 1943.

Il s'appelle Edward Norman et le texte suivant date de **février 1934**, c'est-à-dire plus de 20 années avant l'expulsion des Palestiniens en 1948!! Il écrivait :

« Si les juifs parviennent un jour à acquérir une majeure partie de la terre d'Israël,... (1)

... par la force des choses un grand nombre d'Arabes devra quitter le pays (2)... et trouver des foyers ailleurs... (3)

... S'ils sont poussés dehors de force, inexorablement, sous l'effet de pressions juives, ils s'en iront de mauvais gré... (4)

... et entretiendront sans doute une inimitié à l'encontre des juifs,... (5)

... qui pourrait subsister pour des générations,... (6)

... et qui rendrait la position de la patrie juive précaire... (7)

... Le reste du monde, d'ailleurs, pourrait lui aussi facilement sympathiser avec les Arabes. (8) »¹⁹⁴

Les 6 premières prophéties se sont réalisées.

Les deux dernières, la (7) et (8), ont pris forme mais de façon trop timide du fait d'un manque de communication de la part des défenseurs du droit et de la justice dans cette région du monde.

A nous d'y remédier et de faire en sorte de donner raison à Edward Norman, non pas contre la patrie juive, mais contre l'ethnocratie nationale-sioniste...

... et ce, jusqu'au bout.

¹⁹⁴ Texte repris dans la « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p19

BINATIONALISME
Ne plus se tromper de guerre

Fin de la 2^{ème} partie

Comme mode de coexistence : le Binationalisme

Comme solution officielle : une Fédération à définir

Comme future réalité : unité, égalité, multiculturalité

AFRIQUE DU SUD – ACTE 2

Lors du référendum ouvert uniquement aux Blancs et leur demandant de se prononcer pour ou contre l'apartheid, ces derniers votèrent dans leur majorité pour la fin d'une telle politique après des années de peur et de haine sur fond de racisme.

Voilà ci-dessous le discours du 1^{er} ministre de l'époque qui fut pourtant un partisan sincère de la logique de séparation, prononcé après l'annonce des résultats et consacrant la fin de l'apartheid et le début d'une nouvelle coexistence entre blancs et noirs sur le territoire sud-africain :

« Certains ont désapprouvé, d'une façon ou d'une autre, que le référendum fût limité aux blancs...

... J'estime personnellement que c'est justice que ceux qui ont ouvert ce long chapitre de notre histoire soient invités à refermer le livre de l'Apartheid (...)

« ... Ce qui débuta par un idéal de justice car c'était bien l'intention de départ du développement séparé n'a pu garantir l'équité à tous les Sud-Africains...

... Il fallait donc abandonner et remplacer ce système par la seule politique viable dans ce pays...

... le partage du pouvoir afin de bâtir une nation dans une Afrique du Sud unie ».

Frederik DE KLERK, Premier Ministre Sud Africain, 1994

CONCLUSION

Que dire de plus ?

Repenser la lutte dans une perspective d'unification, après tant d'années d'épreuves et de bipolarisation de la violence entre les deux entités israélienne et palestinienne, n'est pas évident.

Pourtant, c'est la seule perspective humaine et juste, au travers de laquelle un homme honnête, me semble-t-il, peut aborder ce conflit.

Et puis, les protagonistes doivent comprendre qu'il ne peut y avoir un vainqueur et un vaincu mais bien deux vainqueurs... sinon, deux vaincus.

Et dans cette nouvelle phase, il ne faudra pas oublier que ce n'est pas de force dont nous avons manqué depuis 60 ans, mais bien plus de lucidité. Et ce n'est pas de courage dont nous avons besoin, mais d'imagination !

En cela, un véritable travail de fond reste encore à faire pour éveiller les consciences des hommes de tous horizons : israéliens et européens sincères, palestiniens et arabes de bonne foi ainsi que tous les autres citoyens du monde qui doivent prendre conscience de l'enjeu idéologique qui se cache derrière la fausse apparence de deux peuples qui se battraient à égalité pour se partager au mieux une terre.

Seule la connaissance des véritables causes du problème et des stratégies en cours pour faire perdurer l'injustice de l'expulsion de tout un peuple, sur des bases purement ethnico-religieuses, montrera aux hommes combien seule la solution binationale est acceptable pour des gens de justice et d'universalité !

Plus de lucidité donc...

Il faut que chacun d'entre nous commence le combat contre sa propre société. Nous avons vu que le règlement du problème israélien qui demeure la source de la violence ne peut être réglé que suite au règlement du problème des palestiniens et des arabes à revoir leur perception des juifs israéliens comme des envahisseurs.

Par effet domino, la clarification de la position arabe mettra l'ONU et l'Europe devant leurs propres hypocrisies. L'effondrement du soutien honteux de la communauté internationale au national-sionisme par le maintien coûte que coûte de l'existence d'un Etat juif pour les juifs et au détriment des non-juifs précèdera la disparition de la puissance nationale-sioniste...

Donc, en tant que franco-algérien, je m'élève avant tout contre la lâcheté des Etats arabes et la démagogie de leurs peuples ainsi que face à la politique honteuse de la France. En tant qu'europpéen, je dénonce l'hypocrisie de l'Union Européenne. Et, en tant que citoyen du monde, je me révolte contre cette ONU bien trop souvent inconséquente dans ses décisions et bien impuissante dans tous les cas.

Il faut comprendre que ce n'est pas deux peuples qui se battent pour le même territoire mais un mouvement dévoyé qui a agressé une région au nom d'un impératif ambiguë de préservation de l'identité d'un peuple.

Mais surtout il faut voir que cette agression a trouvé des alliés auprès des Etats arabes voisins et même auprès de nombre de dirigeants palestiniens actuels.

Enfin, il faut comprendre qu'au final, les victimes ne se comptent pas uniquement parmi les palestiniens mais également parmi la plus grande partie des israéliens.

La lutte ne doit pas se faire contre les israéliens et pour un Etat palestinien mais contre le fascisme autant israélien que palestinien et pour la construction d'une société égalitaire et fraternelle.

Ce ne sont pas les israéliens qui pensent se défendre contre le radicalisme arabo-musulman et qui ne comprennent pas forcément tous les enjeux du conflit qu'il faut combattre mais bien plutôt ceux qui veulent la paix avec les arabes mais par l'imposition d'une séparation ethnique.

Ce ne sont pas les palestiniens qui appellent à la reconquête de la Palestine arabe qu'il faut soutenir mais bien plutôt ceux des résistants qui appellent à vivre au sein même de la société israélienne pour construire un avenir commun.

L'Europe et l'ONU doivent être autant dénoncées que les pays arabes. Le racisme de la société arabe doit être autant combattu que le racisme juif de la société israélienne.

C'est tout cela que veut faire passer l'ouvrage que je vous présente ici même.

Tout cela afin que mon cousin, avec toutes les autres bonnes volontés du monde arabe et d'ailleurs, puisse aller vraiment combattre - mais cette fois-ci sans se tromper d'ennemi -, contre ses propres incohérences et contre les dévoiements de sa propre société.

Car vouloir résister est une chose, savoir résister en est une autre !

Annexe 1

« Pas de comparaison entre nazisme et sionisme »

On me reprochera à coup sûr l'appellation « national-sionisme » pour définir le courant dominant qui a pris en otage l'ensemble du mouvement sioniste des années 40 jusqu'à nos jours. Et pourtant ! J'ai tout fait pour éviter les comparaisons afin de ne pas embrouiller mon message.

Malheureusement, il fallait bien donner, à un moment ou à un autre, un nom à cette idéologie. J'aurai pu la qualifier de « raciste » mais ce n'aurait pas été exact puisque le national-sionisme ne prône pas en soi la supériorité d'une race sur une autre et ne méprise pas, intrinsèquement les arabes ni leurs valeurs. Le racisme qui peut apparaître ensuite dans l'histoire israélienne est plus un symptôme du mal national-sioniste qu'un principe de cette idéologie.

Cela me fait rappeler une intervention de Rony Brauman à Paris en janvier 2009 où il affirmera devant des spectateurs incrédules qu'Ariel Sharon n'est pas raciste. Il précisera même : « Sharon veut juste un maximum de terres avec le moins d'arabes possibles » ! Et la salle de s'esclaffer devant ce qu'elle a considéré alors comme une contradiction dans le discours de notre intervenant.

Quant à moi, je le rejoins dans son analyse en affirmant qu'il faut rester rigoureux dans la manipulation des concepts. Le racisme existe mais il n'est pas inhérent au sionisme.

Bref, je ne pouvais qualifier le parti de Ben Gourion et de Rabin de « sionisme raciste ».

En revanche, leur obsession d'une majorité « juive » sur un territoire donné afin d'offrir une souveraineté forcément « ethnique » à ceux qu'ils considèrent comme les membres de leur peuple, m'a amené à voir dans leur idéologie un nationalisme juif exacerbé : un sionisme ethnique. Ces gens voyaient et voient encore dans la quête d'un Etat mis en place pour les juifs et dirigé par les juifs, le meilleur moyen de renforcer et de développer la réalité du « peuple juif ».

De même que le national-socialisme allemand voyait dans le socialisme ethnique, c'est-à-dire dans la construction d'une société pour les aryens avant tout, le meilleur moyen de « *renforcer le peuple allemand* », selon l'expression même d'Adolph Eichmann.

Le sionisme de Ben Gourion est un nationalisme exclusiviste. D'où le terme de « national-sionisme ». Je n'ai pas trouvé de terme plus pertinent !

Ecoutez donc David Ha Cohen évoquer les années 1930, lui qui fut l'un des dirigeants du courant centriste du mouvement sioniste travailliste, le Mapaï. Il donne ici un aperçu des conséquences pratiques du national-sionisme :

« Je me souviens que j'avais été l'un des premiers membres du mouvement travailliste hébreu à m'être rendu à Londres après la Première guerre mondiale. (...)

Et je devais me battre avec mes camarades au sujet du socialisme juif, défendre le fait que je ne voulais pas accepter d'Arabes dans mon syndicat, la Histadrout ;

Qu'il fallait inciter les ménagers à ne pas acheter dans les boutiques arabes ; empêcher les ouvriers arabes de trouver du travail chez nous ; verser de l'essence sur les tomates arabes ; attaquer les ménagères juives sur les marchés et casser les œufs arabes qu'elles avaient achetés ;

Et porter au pinacle le Fonds national juif, qui a envoyé Hankin à Beyrouth pour acheter les terres de propriétaires absentéistes, pendant qu'on expulse les fellahs de la terre.

Car acheter des dizaines d'hectares aux Arabes est permis, mais vendre, qu'à Dieu ne plaise, ne fût-ce qu'un dunum à un Arabe est interdit. »¹⁹⁵

L'appellation « nationale-sioniste » n'est donc pas une provocation de ma part. Elle part d'un constat évident de parenté idéologique.

¹⁹⁵ Entretien au journal Haaretz, publié le 15 novembre 1969. Repris par « Revue d'études Palestiniennes », n° 14, hiver 1998, p18-19

Et cette obsession de séparation ethnique n'est pas propre aux nazis. Elle fut répandue au travers des âges et le 20^{ème} siècle nous en a abreuvés d'exemples, entre l'apartheid en Afrique du Sud, l'épuration en Yougoslavie ou encore le génocide arménien en Turquie...

L'expulsion des non-juifs de Palestine en 1948 procède de la même idéologie ethnico-fasciste !

Mais attention, nous ne cherchons pas par cette désignation à comparer en tout point le mouvement national-socialiste au mouvement national-sioniste.

Toutefois, comprenons que la spécificité du nazisme allemand n'était pas sa folie exterminatrice ni sa barbarie concentrationnaire mais bien plutôt son obsession raciale. Je veux dire que pour exterminer et faire preuve de barbarie, il n'y a pas besoin d'adhérer au parti nazi mais il suffit de s'abandonner à n'importe quel radicalisme idéologique.

En effet, la barbarie fut le lot de toutes les idéologies, de toutes les cultures et de toutes les religions. Ainsi, le stalinisme fut à l'origine de pratiques inhumaines, et en cela, il ne s'oppose pas au nazisme. Pourtant, l'obsession raciale n'a jamais constituée une de ses caractéristiques !

C'est donc bien ce point qui différencie le nazisme du communisme ou du capitalisme qui sut être tout aussi criminel ! Et là nous voyons que le « nazisme en soi » découle de la « nationalisation » à outrance d'une idéologie souverainiste. Le dévoiement allemand a pris racine dans un socialisme « national » aryen. De même, l'apartheid provint d'un ethnicisme « national » afrikaner. Et aujourd'hui, l'obsession ethnique israélienne a pris naissance dans un sionisme « national » juif.

Voilà pourquoi le parti hitlérien s'est qualifié de « national-socialiste » et voilà pourquoi certains ont pu évoquer dans le passé le « national-christianisme » en Afrique du Sud et pourquoi nous nous permettons aujourd'hui de qualifier l'idéologie dominante de l'Etat Israélien de « national-sionisme ».

Ces trois appellations renvoient à la même pathologie : l'obsession raciale ou ethnique. Loin de moi donc l'idée de comparer les atrocités nazis allemandes à quoi que ce soit qui puisse se passer en Palestine. Les crimes « ethniques » sionistes n'ont besoin d'aucune comparaison pour être condamnables et condamnés tout comme les crimes « racistes » afrikaners à leur époque !

Il n'y a certes pas de comparaison possible entre les crimes du national-socialisme allemand et ceux du national-sionisme israélien mais il en existe une dans l'obsession raciale qui les fonde toutes deux !

Michel Warschawski nous rappelle qu'aujourd'hui encore :

« La majorité des terres d'Israël sont nationalisées, mais pas dans le sens français du concept « nation » : la terre est propriété du peuple juif, gérée par le KKL, et ne peut être ni vendue ni louée à un non Juif. Au cours des cinquante dernières années, des centaines de villes et de villages ont été construits sur des terres expropriées aux Arabes et gérées par le KKL, pour des juifs uniquement ».

Heureusement, note-t-il, quelques timides changements apparaissent et ainsi, « en mars 2000, la Cour suprême a décidé qu'il est antidémocratique d'interdire à une famille arabe d'acheter un appartement dans le village de Katzir – qui venait d'être établi par le KKL... pour « judaïser » une région à trop grande densité arabe. »¹⁹⁶

N'y a-t-il donc aucune comparaison possible entre le national-socialisme et le national-sionisme en quoi que ce soit ?

¹⁹⁶ Michel Warschawski, « Israël Palestine Le défi binational », Editions Textuel, Paris, 2001, p119

Annexe 2

« Procès de l'Etat d'Israël »

Plaidoirie de Marwan Barghouti¹⁹⁷ devant la cour centrale en Israël

« Il est temps que le peuple israélien tranche entre les choix qui lui sont proposés :

1 – Une coexistence dans un seul Etat démocratique sur l'ensemble de la Palestine (...) de sorte que soit élaborée une constitution pour cet Etat, où seront définies l'égalité des droits et des devoirs pour tous les citoyens, avec la nécessité de respecter le principe de la séparation des pouvoirs, le respect des religions et de la pluralité, les Juifs et les Palestiniens partageant une culture commune.

Cette alternative est refusée par la majorité des juifs mais peut être acceptée par la majorité des Palestiniens.

2 – L'existence de 2 Etats pour 2 peuples, conformément à la résolution des Nations Unies de partage de la Palestine mandataire en 2 Etats. L'application internationale et réaliste de cette résolution implique l'instauration d'un Etat palestinien indépendant sur l'ensemble des territoires palestiniens occupés depuis 1967.

3 – Le maintien de l'occupation israélienne et une guerre génocidaire et par conséquent, la poursuite de l'Intifada et de la résistance à l'occupation.

Il est temps pour les Israéliens de décider de leur choix ».

¹⁹⁷ Secrétaire général du Fatah et figure de proue de l'Intifada 2.
Actuellement en prison (septembre 2009)

Annexe 3

BDS comme...

« Boycott, Désinvestissement et Sanctions »

La société civile palestinienne a lancé un appel à une campagne non-violente de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en 2005 tant qu'Israël ne respectera pas le droit international.

Le mouvement BDS a été lancé par les trois parties intégrantes du peuple autochtone de la Palestine :

1. Les Palestiniens expulsés à l'extérieur de la Palestine historique,
2. Les Palestiniens « bantoustanisés » en Cisjordanie et à Gaza,
3. Les Palestiniens discriminés au sein de l'entité israélienne.

Aujourd'hui, BDS commence à être repris par la quatrième composante de cette région :

4. Les Israéliens juifs.

Ainsi, ces derniers sont également appelés à soutenir cet appel.

Et si nous arrivons à mobiliser toujours plus d'israéliens dans cette première forme de lutte contre les structures étatiques et commerciales du fascisme national-sioniste, alors nous pouvons espérer voir se former la préfiguration du front TSS.

Déjà, durant l'attaque contre Gaza, « environ 500 Israéliens, parmi eux des douzaines d'artistes et d'universitaires célèbres, ont envoyé une lettre aux ambassadeurs étrangers en Israël. Celle-ci demande « l'adoption de mesures restrictives et de sanctions immédiates » et tire un parallèle clair avec la lutte anti-apartheid. « Le boycott de l'Afrique du Sud a été efficace, mais on prend des gants avec Israël... Ce soutien international doit cesser. »

De même, Neve Gordon, professeur et politologue israélien, s'est positionné en faveur de ce boycott :

« Il n'est effectivement pas facile pour moi, comme citoyen israélien, d'appeler les gouvernements étrangers, les autorités régionales, les mouvements sociaux internationaux, les organisations croyantes, les syndicats et les citoyens à suspendre la coopération avec Israël. Mais à présent, alors que je regarde mes deux garçons jouer dans la cour, je suis convaincu que c'est le seul moyen de sauver Israël de lui-même ».

Et ce qui est encourageant est le nombre grandissant d'organisations et mouvements à travers le monde qui ont décidé de relayer cet appel et préfigure ainsi la création du front « TSS section internationale » !

On rétorquera que le boycott d'Israël signifie celui de la société israélienne et que par conséquent, l'action pourrait être perçue comme « raciste » et aveuglement « discriminatoire ».

Pour répondre à cette objection, faisons un petit récapitulatif sur les conclusions de notre ouvrage.

Nous savons que nous sommes en face d'une société mentalement conditionnée dont la très grande majorité refuse de savoir et de reconnaître que leur existence en tant qu'israélien n'est possible que parce qu'hier, il y a eu un nettoyage ethnique et parce qu'aujourd'hui, leur Etat s'efforce de perpétuer le parqu岸ement en périphérie des éléments nettoyés il y a 60 ans.

Ce qui ne signifie pas que la société israélienne soit mauvaise en soi – loin de moi cette assertion. Ce que je dis est que cette société a été créée et manipulée par un mouvement national-sioniste qui a enfermé les israéliens dans une bulle de peur. A l'instar du peuple allemand dans les années 30 ou du peuple afrikaner dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, les circonstances historiques ont rendu le peuple israélien aveugle à sa propre inhumanité.

Or, la seule chose qui a permis de mettre fin à la parenthèse de l'Allemagne nazie fut une guerre totale menée par une alliance des nations alentours.

Et l'Afrique du sud de l'apartheid ne fut mise à genoux que suite à la pression très dure de l'ensemble de la communauté internationale.

Et c'est uniquement cette fermeté internationale qui a été capable de briser les structures mentales qui aliénaient les populations allemandes et sud-africaines, les empêchant de voir les crimes que leur Etat commettait en leur nom. Et c'est cela uniquement qui a permis à ces peuples de revenir sur leurs erreurs !

Et cela n'a pas « pénalisé » ces deux peuples, bien au contraire. Jamais le peuple allemand ne vous dira que la guerre contre le nazisme a été une erreur ou encore un moyen ayant servi à le « détruire ». Malgré cette parenthèse malheureuse, les allemands ont su parfaitement rebondir et réactiver les dynamiques de leur culture et de leur civilisation dans tout leur humanisme.

Le peuple israélien est une composante clé du conflit et nous espérons les voir revenir d'eux-mêmes à plus d'humanité et partager véritablement la souveraineté du pays avec les non-juifs d'Israël/Palestine. Mais pour cela, il va falloir que la communauté internationale montre plus fermement sa désapprobation devant le soutien actif ou passif de la population israélienne à son Etat. Car, jusqu'à maintenant, la complaisance internationale n'a fait que renforcer Israël dans sa politique ségrégationniste.

Plus de 60 ans, rendez-vous compte !, qu'Israël refuse à la population non-juive de revenir sur ses propres terres, ... et quasiment aucun israélien n'y trouve rien à redire !

Pire, ils s'y opposent même, dans leur grande majorité, comme les allemands ont approuvé ou laissé faire – dans leur majorité – la ghettoïsation, l'expulsion puis l'extermination des juifs d'Europe,...

La réalité du pays « Israël » est aujourd'hui – et ce, depuis sa création – la négation du non-juif sur le territoire de Palestine en tant que société constituée. Et donc, comme les israéliens ne peuvent être israéliens que parce que le palestinien ne doit plus exister, alors toute personne humaniste doit refuser l'existence de l'israélien, non pas en tant qu'être humain bien sûr, mais en tant que ressortissant national israélien qui s'affirmerait comme tel, c'est-à-dire forcément en négation du palestinien !

Car, dire aujourd'hui « je suis israélien », c'est dire « je suis contre l'existence du palestinien » puisque le palestinien est par définition le non-juif qui devait obligatoirement disparaître et qui doit aujourd'hui entériner sa disparition ou son parquement pour que puisse se constituer Israël et la société juive sioniste.

Il faut que l'israélien change la vision qu'il s'est fait de lui-même pour construire son identité. Le peuple israélien ne peut définir le pays de Palestine comme le pays prioritaire du juif au détriment des autres composantes humaines de la région.

Tant qu'un ressortissant de ce pays pense que l'israélien est celui qui doit pouvoir vivre sur la Terre sainte avec une majorité de juifs autour de lui en refusant le retour au pays des non-juifs de cette terre alors cette personne doit être boycottée, tout comme les personnes qui pensaient que le sud-africain était celui qui devait pouvoir vivre sur la Terre afrikaner avec une majorité de blancs autour de lui en refusant la présence des noirs sur cette terre !

Voilà pourquoi le boycott à mon sens doit être total, c'est-à-dire qu'il doit s'appliquer à l'ensemble des sociétés, organisations et entités israéliennes et non pas uniquement à celles qui activent dans les territoires occupés.

Cela signifie aussi que le boycott doit s'appliquer à tous les domaines : économique, social, culturel, sportif, éducatif, associatif, ludique,...

Il faut cesser immédiatement tout travail de partenariat même avec la plus petite des entreprises ou associations israéliennes sur n'importe quel sujet... à moins que le partenaire israélien concerné ne se positionne clairement contre l'idéologie nationale-sioniste de l'Etat d'Israël !

La société israélienne, tournée vers l'Occident, veut ignorer son « péché originel » - l'expulsion d'un autre peuple - et n'a pas eu encore à payer le prix de l'occupation et de l'oppression. Or, *« il n'est pas d'exemple de société qui renonce à ses privilèges si elle n'y est pas obligée ou si elle n'en sent pas le prix ».*

Ce boycott ne doit donc pas cesser tant que l'idéologie sioniste n'a pas mis le genou à terre. Ni l'Allemagne, ni l'Afrique du Sud ne pouvaient reprendre leur place dans le concert des Nations tant que l'idéologie nazie et l'apartheid n'avaient pas été mis à terre !

Dans le cas d'Israël, ce pays n'a été accepté à l'ONU que sous la condition explicite qu'il laisse revenir les non-juifs dans le pays. Or, Israël a toujours refusé. Israël n'a donc aucune légitimité en tant qu'Etat ! La première forme de boycott doit donc être politique en excluant Israël du concert des nations !

Enfin, à ceux qui disent que les boycotts rompent la communication alors que nous avons besoin de plus de dialogue et non de moins de dialogue, nous disons à la suite de Naomi Klein :

« Dès que vous commencez une stratégie de boycott, le dialogue s'accroît de façon considérable. L'argument selon lequel les boycotts nous couperont les uns des autres est particulièrement trompeur étant donné la gamme de technologies de l'information à notre disposition. Nous croulons sous les moyens de nous invectiver par-dessus les frontières nationales ».

Mais surtout, boycotter quelqu'un ne signifie pas arrêter le dialogue avec lui mais arrêter tout partenariat et toute collaboration autre que ce qui concerne la politique d'apartheid en cours.

Tant que l'israélien ne se positionne pas clairement contre la négation du droit de l'ensemble des non-juifs à retourner vivre en paix et à égalité en Israël, il ne peut y avoir d'activité en commun avec lui sinon un échange de point de vue sur le problème même !

Ainsi, le boycott obligera les israéliens à clarifier leurs positions et initiera donc, bien au contraire, un véritable dialogue !

Car pour l'instant, la société israélienne, en plus de refuser de voir le crime sur lequel se construit son identité, ne dialogue avec personne, et bascule dans l'extrême-droite.

Toutes les aides et tous les accords de partenariat ne font que renforcer Israël dans sa politique de négation ou de confinement du peuple palestinien... depuis plus de 60 ans !

Bien sûr qu'il existe d'autres nations qui ne respectent pas les droits de l'homme et auprès de qui des actions de boycott doivent être menées mais Israël est actuellement le seul pays à ma connaissance dont l'existence se fonde sur la négation de tout un peuple. La création de la société chinoise ne se fonde pas sur la négation des

tibétains, ni la société russe sur la négation des tchéchènes et non plus la société américaine sur celle des irakiens.

En cela, chaque action de résistance à mener contre les structures oppressives dans le monde doit être adaptée à chaque contexte. « *Le boycott n'est pas un dogme, c'est une tactique* ». Et nous pensons que dans le contexte actuel, un boycott très large s'impose contre l'ensemble des structures étatiques et privées de l'Etat nationaliste d'Israël ! D'autant que ce sont les victimes autochtones palestiniennes qui le demandent !

Il permettra d'ailleurs avant tout de créer une nouvelle dynamique devant le blocage de la situation dans les Territoires Non Identifiés dit « occupés ». J'espère voir ce mouvement BDS être l'embryon du FRTSS israélo-palestinien tant attendu ainsi que celui de sa branche internationale.

Bien entendu, le boycott n'étant pas un dogme, sa forme pourra évoluer très rapidement selon les réactions de la société israélienne. Pour l'instant en tout cas, il faut que les choses bougent et que la solidarité humaine s'agite.

Bien sûr, chacun ne doit boycotter que selon sa conscience. Je sais que certains pensent que le boycott doit se faire uniquement sur les produits économiques et non s'élargir au domaine sportif et culturel pour lequel ils craignent un effet contre-productif.

Je tiens juste à leur dire alors ce qu'a déclaré récemment Desmond Tutu, l'un des champions de la lutte pacifique contre l'apartheid en Afrique du Sud : « *La fin de l'apartheid est un des couronnements du siècle écoulé, mais nous n'y serions pas arrivés sans l'aide de la communauté internationale, en particulier celle du mouvement de désinvestissement des années 80* ».

Et il souligne bien l'importance particulière du boycott sportif : « *Comme nous vivions dans un pays entiché de sport, cela a permis de toucher les gens ordinaires. Cela a été l'un des outils psychologiques les plus puissants* ». Ce sont, a-t-il déclaré, ces sanctions qui ont « *donné de l'espoir à notre peuple en lui montrant que le monde s'en souciait* ».

J'espère que chacun saura prendre ses responsabilités...

Annexe 4 : 4 photos de mon séjour palestinien d'août 2009

Sur la photo en haut à gauche, Ahmed Mansour est un « expulsé » de 1948. Il raconte comment à l'âge de 16 ans, ils furent bombardés dans leur village près de Haïfa ... et poursuivis jusqu'à ce que sa famille se retrouva dans l'actuel bantoustan de Naplouse. Sa mère rêvait d'y retourner « *même s'il faut y vivre dans une tente* » disait-elle. Elle est morte sans accomplir son rêve ! Il nous affirmera : « *Nous voulons y retourner en tant que nation. Nous ne sommes pas des mendiants. Nous voulons revenir avec notre culture et notre civilisation* ». Mais alors, demanderons-nous, quelle est la solution politique à ce désir ? « *Ma priorité est de revenir sur les terres de mon père. Je me fiche de un, deux ou trois Etats* » !!!

Sur la photo en haut à droite, Sayyah Attouri est un « déplacé » de 1952. Il raconte comment ils ont été sortis de leurs terres par Israël pour des raisons « temporaires » ... il y a 58 ans !! Depuis, ils vivent dans des camps où Israël leur interdit toute construction, ne leur reconnaît pas de statut et donc ne fournit pas d'accès goudronné, ni d'eau, ni d'électricité afin de les obliger à quitter les lieux ... Ils n'ont pas le droit de planter non plus ! « *Nous n'abandonnerons jamais !* » nous affirme-t-il tout en énumérant le nom des différentes familles bédouines qui vivent dans ce village depuis bien avant l'arrivée des sionistes et la création de l' « *Etat des juifs* ».

Sur la photo en bas à gauche, des internationaux de tout pays manifestent à Bilin, un village repoussé plus à l'est par un mur de barbelés ... au profit de colonies juives! 60 personnes ont perdu leurs terres ! Alors, on manifeste tous les vendredis depuis 3 ans !!! ... avec le soutien du monde entier. Sur la pancarte, on lit : « *Les français contre le mur* » !

Sur la photo en bas à droite, des internationaux espagnols reconstruisent une maison détruite à Anata. On proteste ainsi contre la négation du droit de tout un peuple à vivre chez lui. L'enjeu est ethnique pour Israël qui refuse de partager la souveraineté avec des non-juifs ! La mobilisation du monde entier freine le « spatiocide » (destruction de l'espace palestinien) et renforce donc la résistance des non-juifs face au ségrégationnisme d'Etat israélien. A la question : « *Voulez-vous la paix ?* », Younès, le propriétaire palestinien, répondra : « *Oui, bien sûr. Mais une paix véritable. Pas l'aviissement* » !

Photo 1

Photo 2

Photo 3

Photo 4